

# CONVENTION ASSOCIATION

**Conditions Générales**  
(en vigueur à compter du 01/04/2016)



**CAISSE  
D'EPARGNE**

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE  
Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,  
Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital  
social de 352 271 000 euros.  
Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012  
Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.  
Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.  
Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de com-  
merce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfec-  
ture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919  
LA DEFENSE CEDEX.

Autorité de contrôle : Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, 61 rue Taitbout 75436  
Paris Cedex 09.

La liste des établissements de crédit et celle des prestataires de services de paiement habili-  
tés peuvent être consultées sur le site <http://www.banque-France.fr>.

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE  
Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,  
Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.  
Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-  
Etienne.  
Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.  
Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs»,  
n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE  
CEDEX.

*La **Convention Association** définit les conditions de fonctionnement de votre compte courant et des principaux services que la Caisse d'Epargne vous propose pour faciliter votre activité.*

*Ce document, associé aux Conditions Particulières et aux Conditions et Tarifs des principales opérations et services bancaires applicables à la clientèle des professionnels et associations de proximité de la Caisse d'Epargne, forme votre convention de compte.*

*Il a été conçu de façon à vous informer le plus complètement de vos droits et obligations, ainsi que de ceux de la Caisse d'Epargne, condition indispensable à l'instauration d'une relation de confiance.*

*La souscription de produits et services dans le cadre de la présente convention annule et remplace les contrats signés antérieurement portant sur les mêmes produits et services. Néanmoins, le compte courant du client, qui serait précédemment ouvert, continue à fonctionner sans aucun effet novatoire.*

***LA Caisse d'Epargne** vous remercie de la confiance que vous lui accordez.*

**Coordonnées à utiliser par le client dans ses relations avec la Caisse d'Epargne :**

Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Loire Drôme Ardèche  
17 Rue des Frères Ponchardier – B.P. 147  
42012 Saint-Etienne cedex 2  
Tél : 32 41 (coût d'un appel local )

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.

## SOMMAIRE

### PREAMBULE

### 1<sup>ère</sup> Partie : LE COMPTE COURANT

---

#### 1. L'OUVERTURE DU COMPTE COURANT

- 1.1 – Modalités d'ouverture
- 1.2 – Droit au compte
- 1.3 – Démarchage
- 1.4 – Personne(s) habilitée(s) à faire fonctionner le compte
- 1.5 – Obligations du titulaire du compte
- 1.6 – Secret professionnel
- 1.7 – Loi Informatique et Libertés
- 1.8 – Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme
- 1.9 – Inscription au Fichier Central des retraits de cartes bancaires

---

#### 2. LE FONCTIONNEMENT DU COMPTE COURANT

- 2.1 - Inscription des opérations
  - 2.1.1 – Principes
  - 2.1.2 – Opérations libellées en devises autres que l'euro
- 2.2 – Relevés de compte et arrêtés de compte
  - 2.2.1 – Envoi et contenu
  - 2.2.2 – Délai de contestation des opérations
- 2.3 – Récapitulatif annuel de frais bancaires
- 2.4 – Justificatif des prestations facturées (T.V.A.)
- 2.5 – Taux – Commissions et frais applicables au compte
- 2.6 – Date de valeur
  - 2.6.1 – Généralités
  - 2.6.2 – Dates de valeur applicables aux Services de Paiement
  - 2.6.3 – Dates de valeur applicables aux autres opérations
- 2.7 – Découvert-Escompte
  - 2.7.1 – Découvert non autorisé
  - 2.7.2 – Découvert autorisé
  - 2.7.3 - Escompte
- 2.8 – Seuil de perception d'agios
- 2.9 – Rémunération du solde créditeur du compte
  - 2.9.1 – Clients ayant souscrit à l'offre groupée de services Bouquet Liberté Association
  - 2.9.2 – Clients ayant demandé à bénéficier de la rémunération à l'unité
  - 2.9.3 – Tranches créditrices et périodicité de versement des intérêts créditeurs
  - 2.9.4 - Suppression
- 2.10 – Interruption ou réduction de crédit à durée indéterminée
- 2.11 – Compensation

---

#### 3. CLOTURE DU COMPTE COURANT– TRANSFERT DE COMPTE - INACTIVITE DU COMPTE

- 3.1 – Modalités de clôture du compte
- 3.2 – Effets de la clôture
- 3.3 – Transfert de compte
- 3.4 – Inactivité du compte

## **2<sup>ème</sup> Partie : LES MOYENS DE PAIEMENT**

### **1. LES SERVICES DE PAIEMENT (visés à l'article L. 133-1 du Code monétaire et financier)**

- 1.1 – Principes et modalités d'exécution d'un ordre de paiement
  - 1.1.1 – Identifiant unique
  - 1.1.2 – Consentement et retrait du consentement à un ordre de paiement
  - 1.1.3 – Moment de réception d'un ordre de paiement
  - 1.1.4 – Révocation d'un ordre de paiement
  - 1.1.5 – Refus d'exécution d'un ordre de paiement par la Caisse d'Epargne
  - 1.1.6 – Montant transféré
  - 1.1.7 – Information après exécution de l'opération de paiement
- 1.2 – Responsabilité liée à l'exécution d'une opération de paiement
  - 1.2.1 – Opérations non autorisées par le client
  - 1.2.2 – Opération mal exécutées par la Caisse d'Epargne
- 1.3 – Frais applicables
  - 1.3.1 – Obligation d'information et exécution des mesures préventives et correctives
  - 1.3.2 – Frais liés aux opérations de paiement – Taux de change
- 1.4 – Règles applicables par Service de paiement
  - 1.4.1 – Versement d'espèces
  - 1.4.2 – Retrait d'espèces
  - 1.4.3 – Paiement par cartes bancaires
  - 1.4.4 – Virements SEPA
  - 1.4.5 – Prélèvements SEPA
  - 1.4.6 – TIP – TIPSEPA
  - 1.4.7 – Télèvements – Télèvements SEPA

### **2. LES AUTRES MOYENS DE PAIEMENT (non visés à l'article L. 133-1 du Code monétaire et financier)**

- 2.1 – Le chèque
  - 2.1.1 - Délivrance du chéquier
  - 2.1.2 - Emission des chèques et provision en compte
  - 2.1.3 – Oppositions
  - 2.1.4 – Remise de chèques à l'encaissement
  - 2.1.5 - Recommandations
- 2.2 - Les effets de commerce
  - 2.2.1 - Principe général de paiement
  - 2.2.2 – Mandat de paiement sauf désaccord (LCR - BOR)
  - 2.2.3 - Protêts et autres avis
- 2.3 – Les virements internationaux

## **3<sup>ème</sup> Partie : LES SERVICES ASSOCIES AU COMPTE COURANT**

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



## 1. LES SERVICES BANCAIRES A DISTANCE

### 1.1 – Direct Ecureuil

- 1.1.1 – Caractéristiques des services bancaires à distance
- 1.1.2 – Modalités techniques d'accès aux services bancaires à distance
- 1.1.3 – Modalités d'identification
- 1.1.4 – Habilitations accordées par l'Usager Principal et par l'Usager Gestionnaire dans le cadre de Direct Ecureuil sur

#### Internet

- 1.1.5 – Confidentialité des codes
- 1.1.6 – Principaux services offerts par les services bancaires à distance
- 1.1.7 – Authentification et signature par certificat électronique dans le cadre de Direct Ecureuil sur internet
- 1.1.8 – Conditions Générales d'Utilisation du service SOL
- 1.1.9 – Opposition sur chèquiers et cartes bancaires
- 1.1.10 – Exécution des ordres – Information – Réclamation
- 1.1.11 – Preuve des opérations
- 1.1.12 – Responsabilités
- 1.1.13 – Recommandations importantes
- 1.1.14 – Durée – Résiliation – Suspension
- 1.1.15 – Tarification
- 1.1.16 – Modifications des conditions générales
- 1.1.17 – Divers

### 1.2 – AlertEcureuil Pro

- 1.2.1 – Description du service
- 1.2.2 – Détermination des critères et paramètres d'envoi des messages
- 1.2.3 – Description des fonctionnalités
- 1.2.4 – Informations communiquées
- 1.2.5 – Transmission des informations
- 1.2.6 – Confidentialité des informations
- 1.2.7 – Tarification du service
- 1.2.8 – Durée – Résiliation du service
- 1.2.9 – Modification du service par la Caisse d'Epargne

## 2 – ASSURANCES MOYENS DE PAIEMENT

- 2.1 - Dictionnaire
- 2.2 – Garanties accordées
- 2.3 – Exclusions communes à toutes les garanties
- 2.4 – Etendue territoriale
- 2.5 – Les sinistres
- 2.6 – La vie du contrat

## 3 - PROTECTION ET ASSISTANCE JURIDIQUE ASSOCIATIS

- 3.1 – Objet de l'assurance
- 3.2 – Domaines d'intervention
- 3.3 – Territorialité
- 3.4 – Limites de la garantie
- 3.5 – Exclusions
- 3.6 – Déclaration de sinistre
- 3.7 – Choix de l'avocat
- 3.8 – Conflit d'intérêt

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



- 3.9 – Recours à l'arbitrage
- 3.10 – Paiement des indemnités
- 3.11 – Subrogation
- 3.12 – Prescription
- 3.13 – Prise d'effet et durée
- 3.14 – Cotisations
- 3.15 – Indexation
- 3.16 – Résiliation de l'adhésion
- 3.17 – Examen des réclamations

## **4<sup>ème</sup> Partie : SOUSCRIPTION AUX OFFRES GROUPÉES DE SERVICES**

### **1. DESCRIPTION**

### **2. DUREE - DENONCIATION**

### **3. UTILISATION PAR LE CLIENT DE PRODUITS ET SERVICES A L'UNITE**

### **4. CAS SPECIFIQUE DU COMPTE COURANT**

## **5<sup>ème</sup> Partie : LA TARIFICATION DES SERVICES BANCAIRES**

### **1. LA TARIFICATION DES OFFRES GROUPÉES DE SERVICES**

### **2. TARIFICATION DES PRODUITS ET SERVICES A L'UNITE**

## **6<sup>ème</sup> Partie : LES MODIFICATIONS DES CONDITIONS GENERALES**

## **7<sup>ème</sup> Partie : REGLEMENT DES LITIGES – DROIT APPLICABLE**

### **1. MEDIATION**

### **2. ELECTION DE DOMICILE – DROIT APPLICABLE**

## **8<sup>ème</sup> Partie : GARANTIE DES DEPOTS**

### **Préambule**

La Convention ASSOCIATION est destinée aux associations et aux organismes sans but lucratif, clients des Caisses d'Epargne. Le titulaire du compte, et des services qui y sont associés, est dénommé ci-après "le client" ou «l'association ».

Cette convention se compose des présentes Conditions Générales et annexes qui y sont désignées, des Conditions Particulières par lesquelles le client souscrit aux principaux services mis à sa disposition ainsi que des Conditions et Tarifs des principales opérations et services bancaires applicables à la clientèle des professionnels et associations de proximité de la Caisse d'Epargne.

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.

Elle se compose en outre des contrats relatifs aux cartes bancaires, à Sécurexpress et au service Eparfix/Eparplus, lorsqu'ils sont souscrits par le client aux Conditions Particulières des présentes. Dans ce cas, les conditions générales de ces contrats sont remises au client. Ces conditions générales primeront sur celles de la présente convention lorsqu'elles traiteront de la même matière.

Le client a également la possibilité, par la signature d'un contrat séparé, d'effectuer certaines de ses opérations sur son compte par voie d'échanges de données informatisées (EDI).

La présente Convention est établie en conformité avec les dispositions concernant les services et opérations de paiement mentionnées aux articles L. 133-1 et suivants et L. 314-1 et suivants du Code monétaire et financier. Les parties conviennent de se soumettre au régime dérogatoire prévu aux articles L. 133-2, L. 133-24, L. 314-12 et L. 314-5 du Code monétaire et financier.

## **DEFINITIONS des termes utilisés dans la Convention**

**Les définitions ci-après s'appliquent à la convention de compte** et aux contrats qui lui sont rattachés sauf dispositions spécifiques indiquées dans ces contrats :

**Bénéficiaire** : personne physique ou morale destinataire des fonds ayant fait l'objet d'une Opération de Paiement (ex : le bénéficiaire d'un virement).

**Dispositif de sécurité personnalisé** : tout moyen technique affecté par une banque à un client pour l'utilisation d'un instrument de paiement. Ce dispositif, propre au client et placé sous sa garde, vise à l'authentifier.

**Espace Économique Européen ou EEE** : zone géographique regroupant les pays de l'Union Européenne, le Liechtenstein, la Norvège et l'Islande.

**Espace SEPA** : pays de l'Union Européenne, y compris la France, ainsi que l'Islande, la Norvège, le Liechtenstein, la Suisse, Monaco et Saint-Marin, Jersey, Guernesey, Ile de Man.

**Identifiant unique** : combinaison de lettres, de chiffres ou de symboles que le client doit fournir pour permettre l'identification certaine du destinataire et/ou du compte de ce destinataire lors de l'exécution d'une opération.

**Instrument de paiement** : dispositif personnalisé et/ou un ensemble de procédures convenu entre le client et la banque et auquel le client a recours pour donner un ordre de paiement.

**Jour Ouvrable** : jour où la Caisse d'Epargne ou la banque du Bénéficiaire exerce une activité permettant d'exécuter des Opérations de Paiement. Pour la Caisse d'Epargne, du lundi au vendredi ou, pour les opérations réalisées au guichet, les jours d'ouverture de l'agence, sous réserve des jours de fermeture des systèmes interbancaires permettant le règlement des opérations de paiement.

**Opération de Paiement** : versement, transfert ou retrait de fonds qui résulte d'un Ordre de Paiement. Elle peut être initiée :

- par le Payeur qui donne un Ordre de Paiement à sa banque (ex : un ordre de virement),
- par le Payeur, par l'intermédiaire du Bénéficiaire qui, après avoir recueilli l'Ordre de Paiement du Payeur, le transmet à la banque du Payeur, le cas échéant, par l'intermédiaire de sa propre banque (ex : un paiement par carte bancaire),
- par le Bénéficiaire qui donne un Ordre de Paiement, par l'intermédiaire de sa propre banque, à la banque du Payeur fondé sur le consentement donné par le Payeur au Bénéficiaire (ex : un prélèvement).

**Opérations de paiement visées à l'article L. 133-1 du Code monétaire et financier** : il s'agit des opérations effectuées sur la base des **Services de Paiement** visés à l'article L. 314-1 II du Code monétaire et financier et répondant aux caractéristiques suivantes :

- opérations libellées en euros ou dans l'une des autres devises de l'Espace Économique Européen (ci-après dénommé « EEE ») et effectuées à l'intérieur de l'EEE (y compris, la France métropolitaine, ses départements d'outre mer, Saint-Martin et Saint-Barthélemy) ;

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.





- opérations libellées en euros sur le territoire de la collectivité d'outre-mer Saint-Pierre-et-Miquelon ou entre ces territoires et la France métropolitaine, ses départements d'outre-mer, Saint-Barthélemy et Saint-Martin ;
- opérations libellées en Francs CFP effectuées sur le territoire de la Nouvelle Calédonie, Polynésie Française ou des Iles Wallis et Futuna ou entre ces territoires et la France métropolitaine, ses départements d'outre-mer, Saint-Barthélemy et Saint-Martin.

**Opérations de paiement autres que celles visées à l'article L. 133-1 du Code monétaire et financier**, ci-après dénommées

« Les autres moyens de paiement ». Il s'agit des services et opérations de paiement suivants :

- les paiements par chèques,
  - les effets de commerce « papier »,
  - les paiements libellés dans la devise d'un pays n'appartenant pas à l'Espace Economique Européen (EEE),
  - les paiements permettant d'effectuer des opérations de paiement libellées en euros ou dans l'une des autres devises de l'Espace Economique Européen (EEE) :
    - entre d'une part l'EEE (en ce, y compris, la France métropolitaine, ses départements d'outre mer, Saint-Martin et Saint-Barthélemy) et d'autre part un pays n'appartenant pas à l'EEE,
    - entre d'une part Saint-Pierre-et-Miquelon, Nouvelle Calédonie, Polynésie Française, les Iles Wallis et Futuna et d'autre part un pays autre que la France,
- les virements internationaux.

**Ordre de Paiement** : instruction donnée par le Payeur directement à sa banque, ou par le Payeur à sa banque par l'intermédiaire du Bénéficiaire ou encore par le Bénéficiaire à la banque du Payeur, en vue d'un versement, transfert ou retrait de fonds.

**Payeur** : personne physique ou morale qui initie ou donne un Ordre de Paiement (ex : le client titulaire d'une carte bancaire).

**Services de Paiement** : Ils sont définis à l'article L. 314-1 du Code monétaire et financier et permettent d'effectuer les opérations de paiement visées à l'article L 133-1 du Code monétaire et financier. Il s'agit des versements et retraits d'espèces au guichet, virements, prélèvements, paiements par carte, dépôts et retraits d'espèces par carte, TIPSEPA, téléversements SEPA , paiements et rechargements en monnaie électronique, paiements sans contact, le tout dans la limite du service offert par la Caisse d'Epargne.

## ***Première partie : Le compte courant***

### **1 - OUVERTURE DU COMPTE COURANT**

#### **1.1 – Modalités d'ouverture du compte courant**

Lors de l'ouverture d'un compte, la Caisse d'Epargne est tenue de procéder à certains contrôles et vérifications.

**• Associations relevant de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901**

Le client devra justifier à la Caisse d'Epargne :

- des statuts de l'association, signés et certifiés conforme par son représentant désigné,
- du récépissé de la déclaration en préfecture ou sous-préfecture avec numéro d'enregistrement,
- de l'insertion au Journal Officiel de l'extrait de la dite déclaration,
- de la désignation des dirigeants et le cas échéant de la composition du conseil d'administration et du bureau,
- de la décision autorisant l'ouverture du compte et désignant la ou les personnes habilitées à faire fonctionner le compte.

D'une manière générale, la Caisse d'Epargne exigera tout document justifiant de l'existence légale de l'association, de l'autorisation de ses instances à l'effet d'ouvrir un compte, ainsi que de la désignation de la ou des personnes habilitées à faire fonctionner ce compte.





## • Organismes sans but lucratif

La Caisse d'Epargne exigera tout document justifiant de l'existence légale de l'organisme sans but lucratif, de l'autorisation de ses instances à l'effet d'ouvrir un compte, ainsi que de la désignation de la ou des personnes habilitées à faire fonctionner ce compte.

- Conformément à la réglementation concernant l'échange automatique d'informations relatif aux comptes en matière fiscale :
  - loi n° 2014-1098 du 29 septembre 2014 ratifiant l'Accord intergouvernemental entre la France et les États-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (dite « Loi FATCA »),
  - directive 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal,
  - accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers signé par la France le 29 octobre 2014 et la Norme commune de déclaration approuvée par le Conseil de l'OCDE le 15 juillet 2014,la Caisse d'Epargne doit effectuer des diligences d'identification de la résidence à des fins fiscales du titulaire de compte et remplir des obligations déclaratives annuelles à l'égard de l'administration fiscale française concernant les comptes déclarables des personnes non résidentes à des fins fiscales en France (y compris les Personnes américaines déterminées, au sens de la loi FATCA).

## 1.2 - Droit au compte

• Selon l'article L. 312-1 du Code monétaire et financier, toute personne physique ou morale domiciliée en France, ou toute personne physique de nationalité française résidant hors de France, dépourvue d'un compte de dépôt, a droit à l'ouverture d'un tel compte auprès de l'établissement de crédit de son choix. L'ouverture d'un tel compte intervient après remise auprès de l'établissement de crédit d'une déclaration sur l'honneur attestant que le demandeur ne dispose d'aucun compte. En cas de refus de la part de l'établissement choisi, la personne peut saisir la Banque de France afin qu'elle lui désigne un établissement de crédit qui sera alors tenu de fournir gratuitement l'ensemble des produits et services énumérés à l'article D. 312-5 du Code monétaire et financier relatif aux services bancaires de base.

La désignation de la Caisse d'Epargne par la Banque de France ne dispense pas le client de se soumettre aux dispositions légales de vérification d'identité et de domicile exigées lors de toute ouverture de compte.

Le compte ainsi ouvert ne peut fonctionner qu'en position créditrice. Pour les opérations et services non-inclus dans les services bancaires de base ou excédant les limites fixées par la réglementation, une tarification sera, le cas échéant, appliquée telle que prévue dans les conditions tarifaires de la Caisse d'Epargne.

• Toute décision de clôture du compte à l'initiative de l'établissement de crédit désigné par la Banque de France doit faire l'objet d'une notification écrite et motivée adressée au client et à la Banque de France pour information. Un délai minimum de deux mois doit être consenti obligatoirement au titulaire du compte. Ces dispositions s'appliquent aux interdits bancaires.

## 1.3 – Démarchage

Si le client a été démarché en vue de la souscription de la présente convention et/ou des produits et services qui lui sont associés (sauf contrats d'assurance), ou si ces derniers ont été conclus à distance dans les conditions prévues par les articles L 341-1 et suivants du Code monétaire et financier, et même si leur exécution a commencé avant l'expiration du délai de rétractation, le client est informé de la possibilité de revenir sur son engagement.

Conformément aux articles L. 341-16 du Code Monétaire et Financier, ce droit de rétractation peut être exercé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai de quatorze (14) jours calendaires révolus à compter de la conclusion de la présente convention en adressant un courrier à la Caisse d'Epargne.

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle « Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs », n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



Il est précisé que la réglementation relative au démarchage bancaire et financier ne s'applique pas aux personnes morales dont les données financières ou les effectifs dépassent les seuils suivants (article D. 341-1 du Code monétaire et financier) :

- cinq (5) millions d'euros pour le total de bilan ;
- cinq (5) millions d'euros pour le chiffre d'affaires ou à défaut pour le montant des recettes ;
- cinq (5) millions d'euros pour le montant des actifs gérés ;
- cinquante (50) personnes pour les effectifs annuels moyens.

Ces seuils ne sont pas cumulatifs. Ils sont appréciés au vu des derniers comptes consolidés ou à défaut des comptes sociaux, tels que publiés et, le cas échéant, certifiés par les commissaires aux comptes.

## 1.4 – Personne(s) habilitée(s) à faire fonctionner le compte

Le compte fonctionnera sous la signature de la ou des personnes dûment habilitées à faire fonctionner le compte (signatures déposées auprès de la Caisse d'Epargne). La Caisse d'Epargne pourra refuser toute désignation ou en demander la résiliation, notamment si la personne désignée est frappée d'interdiction bancaire ou judiciaire.

La résiliation de la désignation, à l'initiative du titulaire du compte, prend effet à la date de réception par la Caisse d'Epargne d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par le titulaire. Il appartient au client d'informer préalablement la personne habilitée à faire fonctionner le compte et d'exiger d'elle la restitution de tous les instruments de paiement et de retrait en sa possession.

Le titulaire du compte demeure responsable de l'intégralité des opérations réalisées sur le compte par la personne habilitée à cet effet.

## 1.5 – Obligations du titulaire du compte

Le client s'engage à aviser immédiatement la Caisse d'Epargne de tout événement modifiant sa capacité et le régime de son compte courant. Il s'engage notamment à aviser immédiatement la Caisse d'Epargne de toute modification de sa forme juridique, notamment les modifications apportées à ses statuts, à son administration ou à sa direction, en particulier en cas de cessation de fonction d'un de ses dirigeants, et renonce à contester les opérations que la Caisse d'Epargne aurait pu effectuer sous la signature d'un représentant dont la cessation de fonction, même déclarée, ne lui aurait pas été spécialement notifiée.

A cet effet, toutes modifications dans l'administration ou la direction de l'association notifiées à la Caisse d'Epargne, doivent être accompagnées du récépissé de déclaration de modification délivré par la Préfecture et le cas échéant du procès-verbal de l'Assemblée Générale.

Le client devra :

- fournir à l'ouverture du compte, et par la suite annuellement dans les 6 mois de la clôture de l'exercice, les documents comptables et assimilés relatifs à la situation de l'association ou de l'organisme et, le cas échéant, le rapport du commissaire au compte ; de plus, sur demande expresse de la Caisse d'Epargne, il fournira tous documents et informations sur sa situation économique, comptable et financière ;
- informer la Caisse d'Epargne de tout fait susceptible d'augmenter de façon notable le volume de ses engagements, de tout événement susceptible d'affecter la pérennité de l'association ou de l'organisme.

Le client s'interdit de procéder à un nantissement de son compte courant sans l'accord préalable de la Caisse d'Epargne.

## 1.6 – Secret professionnel

La Caisse d'Epargne est tenue au secret professionnel conformément à l'article L. 511-33 du Code monétaire et financier.

Cependant, le secret est levé en vertu de dispositions légales, notamment à l'égard de l'administration fiscale, douanière, de la Banque de France (Fichier Central des Chèques ....), des organismes de sécurité sociale (dans les conditions prévues par les articles L 114-19 à L 114-21 du code de la sécurité sociale) et de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, des commissions d'enquête parlementaires. Il est en outre levé à l'égard des informations requises pour l'application des conventions conclues par la France organisant un échange automatique d'informations à des fins fiscales (article 1649 AC du Code général des impôts). Le secret ne peut être opposé à l'autorité judiciaire agissant :

- dans le cadre d'une procédure pénale,
- ainsi que dans le cadre d'une procédure civile lorsqu'un texte spécifique le prévoit expressément.

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.

Conformément à l'article L 511-33 du Code monétaire et financier, la Caisse d'épargne peut partager des informations confidentielles concernant le client, notamment dans le cadre des opérations énoncées ci-après :

- avec les entreprises qui assurent ou garantissent les crédits accordés au client (entreprises d'assurances, société de cautions mutuelles, par exemple),
- avec des entreprises de recouvrement,
- avec des tiers (prestataires, sous-traitants, ...) en vue de leur confier des fonctions opérationnelles (par exemple pour la gestion des cartes bancaires, ou la fabrication de chèquiers),
- lors de l'étude ou l'élaboration de tout type de contrats ou d'opérations concernant le client, dès lors que ces entités appartiennent au même groupe que la Caisse d'Epargne (BPCE, Caisses d'épargne et de prévoyance, ...).

Les personnes recevant des informations couvertes par le secret professionnel, qui leur ont été fournies pour les besoins d'une des opérations ci-dessus énoncées, doivent les conserver confidentielles, que l'opération susvisée aboutisse ou non. Toutefois, dans l'hypothèse où l'opération susvisée aboutit, ces personnes peuvent à leur tour communiquer les informations couvertes par le secret professionnel dans les mêmes conditions que celles visées au présent article aux personnes avec lesquelles elles négocient, concluent ou exécutent les opérations énoncées ci-dessus.

Le client peut aussi indiquer par écrit les tiers auxquels la Caisse d'Epargne sera autorisée à fournir les informations le concernant mentionnées par lui.

## **1.7 – Loi Informatique et Libertés**

**1.7.1** Dans le cadre de la relation bancaire, la Caisse d'Epargne est amenée à recueillir, aux Conditions Particulières de la présente convention, des données à caractère personnel portant sur des personnes physiques, et à les traiter notamment en mémoire informatisée selon les dispositions de la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée. Les données à caractère personnel ainsi recueillies sont obligatoires et ont pour principales finalités la tenue et la gestion du (des) compte(s), ainsi que la gestion de la relation bancaire, la gestion du risque, la gestion et la prévention du surendettement, la gestion des incivilités, le respect de ses obligations légales ou réglementaires par la Caisse d'Epargne, les études statistiques et la fiabilisation des données, le contrôle et la surveillance lié au contrôle interne auquel est soumis la Caisse d'Epargne, l'octroi de crédit, les analyses, les études, le pilotage de l'activité bancaire, le reporting, l'historisation des données pour garantir la piste d'audit, la sécurité et la prévention des impayés et de la fraude, le recouvrement, le contentieux, la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, la classification, la segmentation à des fins réglementaires et/ou commerciales, la sélection et le ciblage de la clientèle, la prospection et l'animation commerciale, la communication et le marketing.

Le refus par le client de communiquer à la Caisse d'Epargne tout ou partie de ces données peut entraîner le rejet de la demande d'ouverture de compte.

Elles sont destinées, de même que celles qui seront recueillies ultérieurement, à la Caisse d'Epargne responsable de traitement. Certaines données peuvent être adressées à des tiers pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires.

La Caisse d'Epargne est tenue au secret professionnel à l'égard de ces données. Toutefois, la Caisse d'Epargne est autorisée par le représentant/mandataires, signataires des présentes, à communiquer les données les concernant dans les conditions prévues aux présentes Conditions Générales.

**1.7.2** - Les données à caractère personnel (informations nominatives) que le client a transmises conformément aux finalités convenues peuvent, à l'occasion de diverses opérations, faire l'objet d'un transfert dans un pays de l'Union Européenne ou hors de l'Union Européenne.

Dans le cadre d'un transfert vers un pays hors de l'Union Européenne, des règles assurant la protection et la sécurité de ces informations ont été mises en place. Le client pourra en prendre connaissance en consultant la notice d'information accessible sur le site Internet de la Fédération Bancaire Française : [www.fbf.fr](http://www.fbf.fr).

Ces données peuvent être communiquées, à leur requête, aux organismes officiels et aux autorités administratives ou judiciaires habilités, notamment dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux ou de la lutte contre le financement du terrorisme. Pour ces mêmes raisons, en vertu du Règlement CE n° 1781/2006 du 15 novembre 2006, en cas de virement de

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



fonds, certaines des données doivent être transmises à la banque du bénéficiaire du virement située dans un pays de l'Union européenne ou hors Union européenne.

**1.7.3** -Les personnes physiques disposent d'un droit d'accès et de rectification s'agissant de leurs données ainsi que d'un droit d'opposition au traitement de ces données pour motifs légitimes. Elles peuvent également s'opposer, sans frais, à ce que ces données fassent l'objet d'un traitement à des fins de prospection notamment commerciale.

Ces droits peuvent être exercés par courrier accompagné d'une copie de tout document d'identité signé par le demandeur auprès de la Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche, en s'adressant au Service réclamations à l'adresse suivante : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2

## **1.8 – Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme**

La Caisse d'Epargne est tenue, dans le cadre de ses obligations concernant la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, de procéder à l'identification des clients et le cas échéant des bénéficiaires effectifs des opérations et à une obligation de vigilance constante à l'égard de sa clientèle pendant toute la durée de la relation d'affaires (montant et nature des opérations, provenance et destination des fonds, suivi de la situation professionnelle, économique et financière du client...).

La Caisse d'Epargne est tenue d'appliquer des mesures de vigilance particulières à l'égard des Personnes Politiquement Exposées définies à l'article R. 561-18 du Code monétaire et financier.

En application des dispositions susvisées, la Caisse d'Epargne est aussi tenue de déclarer en particulier :

- les sommes inscrites dans ses livres et les opérations portant sur des sommes qui pourraient provenir d'une infraction passible d'une peine privative de liberté d'un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme ;
- les opérations pour lesquelles l'identité du donneur d'ordre ou du bénéficiaire effectif de l'opération demeure douteuse malgré les diligences effectuées au titre de l'obligation de vérification d'identité qui incombent à la Caisse d'Epargne.

La Caisse d'Epargne est également tenue de s'informer auprès de ses clients pour les opérations qui lui apparaîtront comme inhabituelles en raison notamment de leurs modalités, de leur montant ou de leur caractère exceptionnel au regard de celles traitées jusqu'alors.

Le client s'engage à signaler à la Caisse d'Epargne toute opération exceptionnelle portée au compte et à communiquer à la Caisse d'Epargne, à sa demande, toute information ou document requis.

La Caisse d'Epargne peut être obligée de demander une autorisation aux autorités de l'Etat avant de procéder à une opération, en raison des dispositions législatives et réglementaires en vigueur relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux ou contre le financement du terrorisme.

La Caisse d'Epargne, en raison des obligations mises à sa charge par les pouvoirs publics au titre de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, peut être amenée à prendre toutes mesures, notamment le gel des avoirs, susceptibles de conduire à des retards ou à des refus d'exécution liés à ces obligations.

## **1.9 – Inscription au Fichier Central des retraits de cartes bancaires**

Une inscription au Fichier Central des retraits de cartes bancaires "CB" géré par la Banque de France est réalisée lorsqu'un incident de paiement résultant directement de l'usage d'une carte "CB" n'a pas été régularisé suite à la notification par la Caisse d'Epargne au client, titulaire de la carte et/ ou titulaire(s) du compte sur lequel elle fonctionne.

La finalité principale de ce fichier consiste à éviter qu'une banque ne décide de délivrer une carte "CB" dans l'ignorance que le demandeur a précédemment fait l'objet d'une décision de retrait d'une telle carte suite à un incident de paiement.

Lorsque la Caisse d'Epargne décide de déclarer audit fichier sa décision de retrait de la carte « CB », elle en informe le client, titulaire de la carte et/ou titulaire du compte sur lequel fonctionne ladite carte, par tout moyen et l'invite/les invite à régulariser cet incident, selon le délai et les modalités qui lui (leur) sont communiqués, afin d'éviter une inscription au dit fichier.



## 2 – FONCTIONNEMENT DU COMPTE COURANT

La Caisse d'Epargne et le client conviennent que le compte fonctionnera dans les conditions d'un compte courant et produira les effets juridiques et usuels attachés à une telle convention. Ainsi, leurs créances mutuelles, résultant des opérations faites ensemble, se transformeront automatiquement en simples articles de crédit et de débit générateurs à tout moment, y compris à la clôture, d'un solde qui fera apparaître une créance ou une dette exigible.

Sauf disposition contraire convenue avec le client, le compte courant est tenu en euros et la situation du compte, pour établissement de son solde, s'établit en euros. Les sous-comptes le cas échéant rattachés au compte courant sont tenus en euros.

### 2.1 – Inscription des opérations en compte courant

#### 2.1.1 – Principes

Les parties conviennent que l'ensemble de leurs rapports d'obligations, y compris au titre des engagements de cautions et d'aval souscrits par la Caisse d'Epargne, entreront dans le cadre de la convention de compte courant, à l'exception cependant :

- des effets ou chèques impayés dont la Caisse d'Epargne serait porteur,
  - des opérations assorties, au profit de la Caisse d'Epargne, de privilèges ou de sûretés,
- dont les écritures y afférentes pourront ainsi être enregistrées, si bon semble à la Caisse d'Epargne, dans des comptes spéciaux, fonctionnant de manière parfaitement autonome par rapport au présent compte courant, nonobstant leur passation préalable éventuelle au débit du compte ordinaire commandée par les procédés de traitement informatique.

Toutefois, en cas de comptabilisation d'un effet ou d'un chèque dans un compte spécial d'impayés, la Caisse d'Epargne conserve la faculté de contre-passer ultérieurement, et à toute époque, le montant de cet effet ou de ce chèque, en exerçant ainsi soit son recours cambiaire, soit le recours fondé sur le contrat d'escompte.

Les chèques ou effets revêtus de la signature du client ou de l'un de ses mandataires, dont la Caisse d'Epargne serait porteur ou qu'elle aurait payé par suite du recours d'un autre porteur, pourront être débités au compte.

Dans le cas où, pour la commodité des écritures, plusieurs sous-comptes seraient ouverts au nom du client, dans quelque guichet que ce soit, les opérations comprises dans ces divers sous-comptes seront considérées comme des éléments du compte courant unique. Les soldes de ces différents sous-comptes entreront dans un compte courant indivisible, présentant à tout moment un solde unique.

Cependant certaines opérations pourront, par dérogation expresse, être exclues du compte courant et comptabilisées dans des comptes distincts et indépendants de tout compte courant.

Les sûretés garantissant les créances portées en compte subsisteront, leur effet étant reporté sur le solde débiteur du compte courant lors de sa clôture.

Le solde provisoire du compte courant est exigible à tout moment, sous réserve de ce qui est précisé ci-après à l'article 2.10.

#### 2.1.2 - Opérations libellées en devises autres que l'euro

Les opérations (créditrices ou débitrices, y compris notamment le traitement des chèques ou effets de commerce) libellées en devise(s) sont comptabilisées et affectées au compte courant du client libellé en euro, sauf instruction contraire, après conversion d'après le cours de la (des) devise(s) concernée(s) en vigueur à la Caisse d'Epargne au jour de cette conversion.

La Caisse d'Epargne se réserve en outre le droit de rejeter toute instruction ou opération libellée dans une devise non librement convertible et transférable, ou d'appliquer à ces opérations qui seront alors créditées sur le compte courant du client libellé en euro, des règles de cours de change spécifiques en fonction de chaque opération concernée. Ces règles de cours spécifiques sont disponibles auprès de l'agence gérant le compte.

Le risque de change éventuel lié à une opération en devise, est à la charge exclusive du client.

### 2.2 – Les relevés de compte et arrêtés de compte

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.





## 2.2.1 – Envoi et contenu

Toutes les écritures sont enregistrées dans un relevé périodique, au moins mensuel, qui précise la date d'opération, et le cas échéant, la date de valeur selon les Conditions et Tarifs des principales opérations et services bancaires applicables à la clientèle des professionnels et associations de proximité de la Caisse d'Epargne, à partir de laquelle courent les intérêts.

Le client reçoit, selon la périodicité choisie, à l'adresse de correspondance indiquée aux Conditions Particulières, ce relevé de compte retraçant les opérations enregistrées sur le compte pendant la période concernée.

A la fin de chaque trimestre civil, la Caisse d'Epargne arrête le compte du client et lui adresse un arrêté de compte ou relevé trimestriel d'agios qui laisse apparaître le décompte des intérêts débiteurs capitalisés trimestriellement, les commissions et frais de toute nature prélevés sur le compte, et mentionne le taux effectif global (T.E.G) relatif au crédit éventuel accordé.

## 2.2.2 – Délais et modalités de contestation des opérations

### a) Les opérations relevant des Services de Paiement (visées au I de la 2<sup>ème</sup> Partie : « Les moyens de paiement »)

- Pour les Services de paiement (versements et retraits d'espèces, virements, prélèvements, TIPSEPA, téléversements SEPA...), hormis les opérations effectuées par carte de paiement et/ou de retrait, le client doit signaler les opérations non autorisées ou mal exécutées inscrites au compte, sans tarder et dans un délai maximum de trois (3) mois à compter de la date d'écriture en compte, par envoi d'un courrier adressé en recommandé avec avis de réception à la Caisse d'Epargne.

Lorsque le client conteste, dans ce délai, avoir autorisé une opération de paiement qui a été exécutée, il appartient à la Caisse d'Epargne d'apporter la preuve que l'opération a bien été autorisée dans les conditions prévues à la présente convention.

Lorsque le client affirme, dans ce délai, que l'opération n'a pas été exécutée correctement, il est convenu qu'il appartient au client d'apporter la preuve par tous moyens que l'opération a été mal exécutée.

A défaut de contestation dans le délai ci-dessus, les opérations seront considérées comme définitivement approuvées par le client sauf preuve contraire apportée par ce dernier.

- Pour le délai de contestation et les conditions de remboursement des prélèvements SEPA et SEPA COM Pacifique reçus par le client, se reporter aux conditions indiquées au 1.4.5.1 e) «Délai et modalités de contestation d'un ordre de prélèvements SEPA reçu » de la 2<sup>ème</sup> Partie ci-dessous «Les moyens de paiement » de la convention.

- Les dispositions ci-dessus concernant les Services de paiement s'appliquent à défaut de dispositions spécifiques prévues par ailleurs dans un contrat de Service de Paiement.

Le délai de contestation propre aux opérations effectuées par carte de paiement et/ou de retrait est indiqué aux conditions générales des contrats relatifs à ces services.

### b) Les opérations ne relevant pas des Services de Paiement

Pour les autres opérations, le client peut contester les opérations portées au crédit ou au débit du compte dans un délai maximum de trente (30) jours calendaires à compter de la date d'émission du relevé ou de l'arrêté de compte, ou de l'avis d'opération le cas échéant, par envoi d'un courrier adressé en recommandé avec accusé de réception à la Caisse d'Epargne.

A défaut de contestation dans ce délai, les opérations seront considérées comme définitivement approuvées par le client sauf preuve contraire apportée par ce dernier.

## 2.3 - Récapitulatif annuel des frais bancaires

Sur la base de l'article L. 314-7 III du Code monétaire et financier, au cours du mois de janvier de chaque année, est porté à la connaissance du client un document récapitulant le total des sommes perçues par la Caisse d'Epargne au cours de l'année civile précédente au titre de produits ou services dont le client bénéficie dans le cadre de la gestion de son compte courant, y compris



les intérêts perçus au titre d'une position débitrice. Ce récapitulatif distingue le sous-total des frais perçus et le nombre de produits ou services correspondant, pour chaque catégorie de produits ou services.

## 2.4 - Justificatifs trimestriels des prestations facturées (T.V.A.)

Conformément aux dispositions de l'article 289 du Code Général des Impôts, la Caisse d'Epargne adresse, trimestriellement, au client un justificatif des prestations facturées.

Ce justificatif fait ressortir les opérations qui sont passées en compte (à l'exception notamment des opérations faisant l'objet d'une facturation indépendante) au cours du trimestre :

- les opérations imposables à la T.V.A. avec mention du taux de T.V.A. et du montant total de la TVA payée,
- les opérations exonérées de T.V.A.

Ce document permet au Client d'opérer la déduction de la TVA facturée par la Caisse d'Epargne en application des articles 271-II et 272-2 du Code Général des Impôts.

## 2.5 – Taux, commissions et frais applicables au compte

Les taux, commissions et frais, applicables au compte courant, sont susceptibles d'évolution et sont mentionnés dans les Conditions et Tarifs des principales opérations et services bancaires applicables à la clientèle des professionnels et associations de proximité de la Caisse d'Epargne. La Caisse d'Epargne s'oblige à en informer le client par tous moyens ; de la même façon, le client pourra, à tout moment, se faire communiquer leur évolution. Ces informations sont également tenues à la disposition du client aux guichets de la Caisse d'Epargne.

Les parties conviennent que toute modification des conditions de taux d'intérêts débiteurs, commissions et frais en vigueur aux Conditions et Tarifs de la Caisse d'Epargne sera communiquée préalablement au client sur les relevés ou arrêtés de compte qui lui sont adressés.

Le client dispose alors d'un délai de trente (30) jours calendaires à compter de l'envoi des relevés ou arrêtés de compte l'informant de cette modification pour se manifester. A défaut, le client sera considéré comme ayant définitivement approuvé la modification s'il n'a pas, dans ledit délai, résilié le service ou le contrat concerné par la modification, ou clôturé son compte, selon les modalités de préavis et/ou de forme le cas échéant prévues au service ou au contrat concerné.

## 2.6 – Dates de valeur

### 2.6.1 - Généralités

Dans le respect de la réglementation, certaines opérations enregistrées sur le compte courant comportent deux dates :

- la « date d'écriture » ou la « date d'opération » : date à laquelle la Caisse d'Epargne a inscrit l'opération au débit ou au crédit du compte,
- la date de valeur qui est retenue pour la détermination du solde du compte et qui sert d'assiette au calcul des intérêts du solde du compte.

Les dates de valeur sont précisées dans les Conditions et Tarifs des principales opérations et services bancaires applicables à la clientèle des professionnels et associations de proximité de la Caisse d'Epargne, dès lors qu'à titre tout à fait exceptionnel, pour certaines opérations, le client ne bénéficie pas d'autres conditions.

### 2.6.2 - Dates de valeur applicables aux Services de paiement (visés au 1 de la 2<sup>ème</sup> Partie : « Les moyens de paiement »)

Il s'agit des opérations visées ci-après au 1 de la 2<sup>ème</sup> Partie : « Les moyens de paiement », de la présente convention, lorsqu'elles sont réalisées en euros ou dans la devise d'un Etat membre de l'EEE (Espace Economique Européen) et quelle que soit la zone géographique dans laquelle est située l'autre établissement impliquée dans l'opération.

- Date de valeur sans opération de change :
  - La date de valeur du débit en compte du Payeur ne peut être antérieure au moment où le montant de l'Opération de Paiement est débité de ce compte,
  - La date de valeur du crédit du compte du Bénéficiaire ne peut être postérieure à celle du Jour Ouvrable au cours duquel le montant de l'Opération de Paiement est crédité sur le compte de la Caisse d'Epargne.

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.





En ce qui concerne toutefois le versement d'espèces en euros, devise du compte bénéficiaire des fonds, le montant versé est mis à disposition du client et reçoit une date de valeur au plus tard le Jour Ouvrable suivant celui de la réception des fonds indiquée au 1.4.1 au b de la 2<sup>ème</sup> Partie «Les moyens de paiement» de la présente convention.

- Date de valeur en cas d'opération de change :
  - La date de valeur du débit en compte du Payeur ne peut être antérieure au moment où le montant de l'Opération de Paiement est débité de ce compte,
  - La date de valeur du crédit du compte du Bénéficiaire ne peut être postérieure à celle du Jour Ouvrable au cours duquel le montant de l'Opération de Paiement est crédité sur le compte de la Caisse d'Epargne, après opération de change.

Pour les versements d'espèces libellés dans une devise autre que celle du compte bénéficiaire des fonds, la date de valeur est celle du jour où la Caisse d'Epargne est en possession des sommes en euros, obtenues après opération de change.

## **2.6.3 - Dates de valeur applicables aux autres moyens de paiements (visés au 2 de la 2<sup>ème</sup> Partie : « Les moyens de paiement »)**

La date de valeur appliquée à chaque opération, pour le calcul des intérêts, est la date de l'inscription au compte, sauf dans les cas où la Caisse d'Epargne, notamment à raison des délais techniques de l'opération, applique une date différente.

## **2.7 – Découvert**

### **2.7.1 - Découvert non autorisé**

En principe, le solde du compte doit toujours rester créditeur. Le client doit en conséquence s'assurer que son compte est suffisamment provisionné avant d'effectuer toute opération entraînant un paiement par le débit de son compte. Les opérations s'inscrivant au débit du compte ne sont effectuées, sauf convention préalable, que dans la limite du solde comptable effectivement disponible.

En cas de découvert non autorisé, le client sera redevable sur le solde débiteur de son compte d'intérêts, commissions et frais au taux du découvert et tarifs mentionnés dans le document « Conditions et Tarifs des principales opérations et services bancaires applicables à la clientèle des professionnels et associations de proximité de la Caisse d'Epargne ». Ce taux, ces commissions et frais sont susceptibles d'évolution et s'appliqueront au solde débiteur du compte du client dans les conditions indiquées au 2.5 ci-dessus de la présente Partie. Lorsque le taux du découvert est calculé à partir d'un indice auquel s'ajoute une marge, il est convenu que, dans l'hypothèse où l'indice retenu serait inférieur à zéro, cet indice sera alors réputé égal à zéro.

Toute position débitrice non autorisée ou dépassement du montant du découvert accordé donnera lieu à la perception d'intérêts calculés trimestriellement, sur la base d'une année de 365/366 jours par IT-CE au taux en vigueur aux Conditions et Tarifs des principales opérations et services bancaires applicables à la clientèle des professionnels et associations de proximité de la Caisse d'Epargne au moment du découvert. Le taux en vigueur sera indiqué sur les relevés de compte adressés périodiquement au client, sans que l'indication de ce taux puisse signifier une quelconque autorisation de découvert. S'ajouteront à la perception de ce taux, les commissions et les frais mentionnés aux Conditions et Tarifs de la Caisse d'Epargne. Le taux effectif global réel du découvert, le cas échéant utilisé par le client, calculé sur la base d'une année de 365 ou 366 jours, est indiqué sur les arrêts trimestriels de compte qui lui sont adressés.

### **2.7.2 – Découvert autorisé**

La Caisse d'Epargne peut accorder expressément au client un découvert ou une facilité de caisse dont les conditions, notamment de montant et de taux applicable, lui sont confirmées contractuellement.

### **2.7.3 – Escompte**

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.

Le taux applicable à une opération d'escompte est le taux indiqué dans le document Conditions et Tarifs des principaux services applicables aux clientèles professionnelles et associations de proximité de la Caisse d'Epargne, sauf disposition contractuelles particulières. Lorsque ce taux est calculé à partir d'un indice auquel s'ajoute une marge, il est convenu que, dans l'hypothèse où l'indice retenu serait inférieur à zéro, cet indice sera alors réputé égal à zéro.

S'ajouteront à la perception de ce taux, les commissions et les frais mentionnés aux Conditions et Tarifs de la Caisse d'Epargne, susceptibles d'évolution (voir supra au 2.5).

## **2.8 – Seuil de perception d'agios**

En cas de souscription par le client à l'offre groupée de services Bouquet Liberté Association, si les agios (intérêts débiteurs et commissions) dus au titre d'un trimestre civil donné sont inférieurs ou égaux à 3.05 euros, ils ne seront pas perçus par la Caisse d'Epargne. Le relevé de compte fera mention de cette non perception.

Par contre, si les agios d'un trimestre sont supérieurs à 3.05 euros, ils seront perçus dans leur totalité.

## **2.9 - Rémunération du solde créditeur du compte**

### **2.9.1 – Clients ayant souscrit à l'offre groupée de services Bouquet Liberté Association**

Des intérêts créditeurs sont calculés, au bénéfice du client, sur le solde créditeur journalier de son compte, au taux et aux conditions applicables aux clients ayant souscrit à l'offre groupée de services Bouquet Liberté Association (cf. infra 4<sup>ème</sup> Partie « Souscription aux offres groupées de services »).

Ce taux et ces conditions sont susceptibles d'évolution. Ils sont mentionnés aux Conditions et Tarifs des principales opérations et services bancaires applicables à la clientèle des professionnels et associations de proximité de la Caisse d'Epargne qui sont disponibles aux guichets de cette dernière. Le client sera informé de leur évolution par tous moyens : lettre circulaire, relevé ou arrêté de compte... Il est convenu que le client aura un délai d'un (1) mois à compter de cette information préalable pour se manifester. A défaut, le client sera considéré comme ayant définitivement approuvé la modification s'il n'a pas mis fin à la rémunération dans ledit délai et dans les conditions indiquées au 2.9.4 ci-dessous.

Le bénéfice de la rémunération applicable au client, qui pourra être plus ou moins importante suivant son solde créditeur de compte, n'a pas d'incidence sur la tarification de l'offre groupée de services. La rémunération du solde créditeur du compte est indépendante de l'offre groupée de services et ne fait pas partie du prix de ce dernier. Il peut y être mis fin dans les conditions indiquée au 2.9.4.

### **2.9.2 – Clients ayant demandé à bénéficier de la rémunération à l'unité (hors offre groupée de services Bouquet Liberté Association)**

Des intérêts créditeurs sont calculés, au bénéfice du client, sur le solde créditeur journalier de son compte, aux taux et conditions applicables par la Caisse d'Epargne, selon le type d'association ou d'organisme concerné.

Selon la catégorie de clientèle, le taux de rémunération est déterminé avec le client, ou évolue selon le tarif en vigueur de la Caisse d'Epargne. Ce taux et ces conditions sont indiqués aux Conditions et Tarifs des principales opérations et services bancaires applicables à la clientèle des professionnels et associations de proximité de la Caisse d'Epargne qui sont disponibles aux guichets de cette dernière. Le client sera informé de leur évolution par tous moyens : lettre circulaire, relevé ou arrêté de compte..... Il est convenu que le client aura un délai d'un (1) mois à compter de cette information préalable pour se manifester. A défaut, le client sera considéré comme ayant définitivement approuvé la modification s'il n'a pas mis fin à la rémunération dans ledit délai et dans les conditions indiquées au 2.9.4 ci-dessous.

### **2.9.3 - Tranches créditrices et périodicité de versement des intérêts créditeurs**

La rémunération du compte du client est mentionnée aux Conditions particulières de la convention Association. En concertation entre la Caisse d'Epargne et le client, il peut être procédé à la modification de la ou des tranches créditrices indiquées aux Conditions particulières, dans la limite éventuellement prévue aux barèmes de la Caisse d'Epargne. Il en est de même de la ou des tranches d'écrtage sur Livret A, dans la limite du plafond de ce dernier.



# CAISSE D'EPARGNE

L'écritage sur livret A consiste à porter automatiquement le solde créditeur du compte du client, dans la tranche indiquée, sur le livret A de ce dernier. Le service fonctionne de manière autonome par rapport à la rémunération du compte. Ce service ne peut pas se cumuler avec les services Eparfix et Eparplus.

Les intérêts créditeurs sont versés au client selon la périodicité indiquée aux Conditions particulières de la convention. Cette périodicité est susceptible d'évolution et est indiquée aux Conditions et Tarifs des principales opérations et services bancaires applicables à la clientèle des professionnels et associations de proximité de la Caisse d'Epargne. Le client en sera informé par tous moyens par la Caisse d'Epargne : lettre circulaire, relevé ou arrêté de compte...

## 2.9.4 – Suppression de la rémunération

Le client garde la possibilité de demander, à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Caisse d'Epargne, la suppression de la rémunération de son compte, tout en continuant à bénéficier de l'offre groupée de services Bouquet Liberté Association et de tous autres services. Cette suppression prend effet 7 jours après réception du courrier par la Caisse d'Epargne.

La Caisse d'Epargne a la possibilité de procéder à la suppression de la rémunération des comptes. Elle en informera préalablement le client par tous moyens : lettre circulaire, relevé ou arrêté de compte... Il est convenu que le client aura alors un délai d'un (1) mois à compter de cette information pour se manifester. A défaut, le client sera considéré comme ayant définitivement approuvé la suppression de la rémunération concernant son compte.

**2.9.5 -** Les parties conviennent que le versement de la rémunération pourra déroger à certains effets usuels de fonctionnement du compte courant.

La rémunération du solde créditeur du compte courant est soumise à la réglementation fiscale en vigueur applicable à l'association ou à l'organisme sans but lucratif concerné. Le client en accepte les conséquences.

## 2.10 – Interruption ou réduction de crédit à durée indéterminée

Conformément aux dispositions des articles L. 313-12 du Code monétaire et financier, la Caisse d'Epargne s'engage à respecter un délai de préavis de soixante 60 jours avant d'interrompre ou de réduire tout crédit à durée indéterminée autre qu'occasionnel, qu'elle serait susceptible de consentir au client dans le cadre de la présente convention. Ce délai de préavis court à compter de la date d'envoi d'une notification écrite adressée au client par la Caisse d'Epargne.

La Caisse d'Epargne fournit, sur demande du client, les raisons de cette réduction ou interruption de concours sous réserve du respect des dispositions légales applicables. Ces informations ne peuvent pas être demandées par un tiers ni lui être communiquées.

Il est précisé que l'article L. 313-12 précité dispense la Caisse d'Epargne de respecter ce délai en cas de comportement gravement répréhensible et de situation irrémédiablement compromise du client.

Il peut être mis fin à tout moment et sans exigence de préavis, à tout découvert ponctuel et occasionnel.

La Caisse d'Epargne pourra, sans formalité et sans avoir à clôturer le compte, agir en remboursement de tout solde débiteur.

## 2.11 Compensation

Dans l'hypothèse où le client ne rembourserait pas, suite à mise en demeure de la Caisse d'Epargne, le solde débiteur exigible de son compte courant, le client autorise expressément la Caisse d'Epargne à effectuer une compensation entre les soldes de ses différents comptes ouverts en euro et en devise à la Caisse d'Epargne, en raison de l'étroite connexité unissant ces différents comptes entre eux. Le solde du compte courant concerné sera compensé en priorité avec les soldes des comptes suivants : autres comptes courants, Livret A, Livret B, compte à terme, compte support numéraire du compte d'instruments financiers.

Cette compensation ne concerne pas les comptes du client destinés à recevoir des fonds appartenant à des tiers.

S'agissant des comptes en devises, la situation du compte dans son ensemble, s'apprécie en euro. Les opérations en monnaies étrangères seront déterminées, à cet effet, d'après le cours de la devise concernée sur le marché des changes de Paris au jour de cette compensation.

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



La compensation peut être totale ou partielle. Cette compensation intervient, selon les modalités propres à chacun des comptes à régime spécial, tels que notamment les comptes d'épargne, soit à tout moment, soit à la clôture de ces comptes.

L'appréciation de l'opportunité de sa mise en œuvre appartient à la Caisse d'Epargne, au regard notamment de la comparaison des frais et sanctions évités avec les conséquences du ou des prélèvements opérant compensation. La clause de compensation ne porte pas atteinte à l'indépendance des comptes concernés qui continuent de fonctionner séparément.

## 3 – CLOTURE DU COMPTE COURANT – TRANSFERT DE COMPTE - INACTIVITE DU COMPTE

### 3.1 – Modalités de clôture du compte

Le compte courant est ouvert pour une durée indéterminée. Il est convenu entre les parties qu'il cesse par sa dénonciation à l'initiative de la Caisse d'Epargne ou du client, moyennant le respect d'un préavis d'un (1) mois notifié par lettre recommandée avec avis de réception, sous réserve pour la Caisse d'Epargne du respect du préavis éventuel indiqué plus haut au 2.10 de la présente Partie en cas d'interruption ou de réduction de crédit à durée indéterminée.

Le compte courant pourra être clôturé de plein droit et sans préavis par la Caisse d'Epargne en cas :

- d'ouverture ou de prononcé de la liquidation judiciaire du client, après une mise en demeure de prendre partie sur la poursuite de la présente convention adressée par la Caisse d'Epargne au liquidateur et restée plus d'un (1) mois sans réponse (article L. 641-11-1 du Code de commerce) ;
- dissolution de l'association ou l'organisme, et si bon semble à la Caisse d'Epargne fusion et apport partiel d'actifs,
- comportement gravement répréhensible ou situation irrémédiablement compromise du client.

La clôture doit s'accompagner de la remise de tous les instruments de paiement : cartes, formules de chèque non utilisées, terminaux électroniques...

Il est convenu que la Caisse d'Epargne pourra percevoir des frais relatifs à la clôture du compte du client. Ces frais sont mentionnés aux « **Conditions et Tarifs des principales opérations et services bancaires applicables à la clientèle des professionnels et associations de proximité** » de la Caisse d'Epargne, disponibles aux guichets de cette dernière.

### 3.2 – Effets de la clôture

La clôture a pour effet de mettre fin de plein droit aux services associés au compte courant désignés dans la présente convention.

Elle entraîne de plein droit la fusion des soldes des différents sous-comptes qui étaient soumis à un solde unique de compte courant, et l'exigibilité de ce solde.

La Caisse d'Epargne pourra contre-passer immédiatement au débit du compte courant toutes les opérations, notamment toute somme susceptible d'être due par le client, postérieurement à la clôture, en vertu d'engagements quelconques de ce dernier, antérieurs à la clôture du compte. La cessation de la convention de compte sera alors considérée comme ayant rendu exigibles ces opérations, et obligera le client à couvrir sans délai toutes celles comportant un engagement de la Caisse d'Epargne, même si cet engagement n'est qu'éventuel.

En raison des conséquences ainsi attachées à la dénonciation de la convention de compte courant, le client devra éventuellement prendre toutes dispositions utiles pour constituer ou compléter la provision des tirages émis et non encore présentés, quelle que soit leur expression monétaire, à défaut de quoi, la Caisse d'Epargne sera contrainte de refuser le paiement de ces tirages.

La Caisse d'Epargne aura la faculté de contre-passer immédiatement les effets escomptés échus et non encore échus, quelle que soit la monnaie utilisée quant à leur libellé.

Après dénouement de ces opérations, la Caisse d'Epargne restituera au client l'éventuel solde créditeur.

En cas de solde débiteur, les sommes dues devront être réglées à la Caisse d'Epargne. La cessation de la convention de compte courant n'arrête pas le cours des intérêts débiteurs qui seront décomptés sur le solde éventuel au taux du découvert indiqué aux



«Conditions et Tarifs des principales opérations et services bancaires applicables à la clientèle des professionnels et associations de proximité de la Caisse d'Epargne», majoré de trois points, et ce jusqu'au complet règlement par le client. De même, toutes les opérations que la Caisse d'Epargne n'aurait pas contre-passées continueront à porter intérêts au taux majoré indiqué. Les intérêts dus pour une année entière produiront eux-mêmes intérêts au même taux, conformément à l'article 1154 du Code civil.

Par la présente clause, et dans l'hypothèse où le solde débiteur exigible du compte courant, après clôture et contre-passation des opérations en cours, ne serait pas remboursé suite à une mise en demeure de la Caisse d'Epargne, le client autorise expressément cette dernière à compenser de plein droit le solde du compte courant avec le solde créditeur de tous autres comptes de même nature ou de nature différente, ouverts à son nom dans les livres de la Caisse d'Epargne, quelle que soit leur expression monétaire, en raison de l'étroite connexité unissant ces différents comptes entre eux. La compensation s'effectuera dans l'ordre indiqué à l'article 2.10 ci-dessus.

De même, au cas où la compensation ne serait pas possible, la Caisse d'Epargne pourra exercer un droit de rétention sur l'ensemble des sommes, effets, valeurs, ou objet déposés par le client auprès de la Caisse d'Epargne jusqu'au règlement de tout solde et plus généralement de toute somme due.

### 3.3 - Transfert de compte

Le client peut demander le transfert de son compte dans une autre agence de la même Caisse d'Epargne auprès de laquelle le compte est ouvert. Ce transfert s'effectuera sans changement de son numéro de compte.

### 3.4 - Inactivité du compte

Il résulte de l'article L 312-19 du Code monétaire et financier que le compte courant est considéré comme inactif.

- si le client n'a effectué aucune opération pendant un an. La loi prévoit que certaines opérations ne peuvent pas rendre le compte actif : il s'agit des frais et commissions de toute nature prélevées par la Caisse d'Epargne, du versement des intérêts, du versement de produits ou remboursements de titres de capital (par exemple remboursement d'obligations ou d'actions) ou de créances (par exemple versement du capital et des intérêts d'un compte à terme venu à échéance).
- et si le client ne s'est pas manifesté sous quelque forme que ce soit au cours de cette période.

Toutefois, la loi prévoit qu'une opération effectuée sur l'un quelconque des comptes du client rend à nouveau l'ensemble de ses comptes actifs à compter de la date de cette opération.

Au terme de 10 ans d'inactivité, la Caisse d'Epargne serait tenue de clôturer le compte et de transmettre les fonds à la Caisse des dépôts et consignations, conformément à l'article L 312-20 du Code monétaire et financier. En cas de solde débiteur du compte courant, la Caisse d'Epargne compensera ce solde avec les soldes créditeurs des comptes énumérés et dans l'ordre indiqué à l'article 2.11 ci-dessus.

Ces fonds seront conservés pendant 20 ans par la Caisse des dépôts et consignations où ils pourront être réclamés par le client au cours de cette période. A l'issue de ces 20 années, la Caisse des dépôts et consignations transférera les fonds consignés à l'Etat qui en deviendra immédiatement propriétaire.

## **2<sup>ème</sup> partie : Les moyens de paiement**

Pour effectuer ses opérations au crédit et au débit, le client peut utiliser :

- des Services de Paiement visés à l'article L 133-1 du Code monétaires et financier (cf. infra au 1 « Les Services de paiement » de la présente Partie) ;
- ou d'autres moyens de paiement tel que le chèque (cf. infra au 2 « Les autres moyens de paiement » de la présente Partie).

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.





## 1 – LES SERVICES DE PAIEMENT (visés à l'article L 133-1 du Code monétaire et financier)

Les « Services de Paiement » relèvent des articles **L 133-1 et L 314-1 et suivants** du Code monétaire et financier. Ils sont définis au Préambule de la présente convention. Ils concernent principalement les versements et retraits d'espèces, les virements et prélèvements et les opérations effectuées par cartes de retrait et/ou de paiement

La présente convention de compte courant et les contrats-cadre de Services de Paiement qui lui sont rattachés, contiennent les principales informations et conditions relatives aux opérations de paiement exigées par l'article L 314-12 du Code monétaire et financier. Il est convenu entre les parties que cette information et ces conditions peuvent ne pas être exhaustives.

### 1.1 – Principes et modalités d'exécution d'un ordre de paiement

#### 1.1.1 - Identifiant unique

Un ordre de paiement est généralement exécuté conformément à l'identifiant unique indiqué par le client dans son ordre de paiement. Aussi, ce dernier fournira :

- ✓ soit l'identifiant du compte du Bénéficiaire pour les TIPSEPA, Télèvements SEPA, LCR/BOR, tel que figurant sur le RIB, le RIP ou le RICE (relevé d'identité bancaire Caisse d'Epargne),
- ✓ soit l'identifiant international composé du BIC (Bank Identifier Code) de la banque du Bénéficiaire et de l'IBAN (International Bank Account Number) du compte du Bénéficiaire quand il est situé dans l'Espace Economique Européen,
- ✓ soit l'identifiant international composé du BIC (Bank Identifier Code) de la banque du Bénéficiaire et du BBAN (Basic Bank Account Number) du compte du Bénéficiaire, ou le BIC+IBAN du débiteur, quand il est situé hors de l'Espace Economique Européen,
- ✓ complété, le cas échéant, de l'ICS pour le prélèvement SEPA, TIPSEPA et Télèvement SEPA.

A défaut des mentions exigées, l'opération ne pourra pas être exécutée.

Pour les opérations transfrontalières, le client pourra fournir uniquement son IBAN et celui du débiteur dans son ordre de paiement. Seul l'IBAN fourni par le client sera utilisé par la Caisse d'Epargne pour effectuer l'opération. Il ne sera pas tenu compte du BIC éventuellement fourni par le client dans l'exécution de son ordre de paiement.

#### 1.1.2 - Consentement et retrait du consentement à un ordre de paiement

Une opération ou une série d'opérations de paiement est autorisée si le Payeur a donné son consentement à son exécution, ou à l'exécution de la série d'opérations, dans les formes convenues. Le consentement du client est donné dans les formes convenues dans la présente convention entre ce dernier et la Caisse d'Epargne par type d'opération.

Le client, en tant que Payeur, peut retirer son consentement tant que l'ordre n'a pas acquis un caractère d'irrévocabilité. Le retrait du consentement s'effectue, par Services de Paiement, dans les conditions indiquées dans la présente convention (cf. infra au 1.4 de la présente Partie), sous réserve du respect de l'heure limite éventuellement définie par la Caisse d'Epargne et communiquée par cette dernière sur demande du client.

En cas de retrait du consentement, la Caisse d'Epargne n'est plus autorisée à exécuter l'opération. Lorsque le retrait du consentement porte sur une série d'opérations (par exemple un virement permanent ou un prélèvement récurrent, une mise en opposition de la carte ), les opérations postérieures au retrait du consentement sont réputées non autorisées, et ce, de manière définitive.

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



A défaut de dispositions spécifiques prévues par ailleurs, le retrait de consentement doit être formalisé par écrit (lettre ou télécopie) auprès de l'agence de la Caisse d'Epargne qui gère le compte.

La Caisse d'Epargne pourra prélever des frais pour un retrait de consentement du client. En cas de perception de tels frais par la Caisse d'Epargne, ces derniers sont précisés aux Conditions et Tarifs des principales opérations et services bancaires applicables à la clientèle des professionnels et associations de proximité de la Caisse d'Epargne.

### 1.1.3 - Moment de réception d'un ordre de paiement

Le moment de réception de l'ordre de paiement est le moment où ce dernier est reçu par la banque du Payeur. Si le client et sa banque conviennent que l'exécution de l'Ordre de Paiement commencera un jour donné ou à l'issue d'une période déterminée ou le jour où le Payeur aura mis les fonds à la disposition de sa banque, le moment de réception est réputé être le jour convenu.

Toutefois, si le moment de réception ou le jour convenu n'est pas un Jour Ouvrable, ou si l'heure limite telle que définie par la Caisse d'Epargne est dépassée, l'ordre est réputé avoir été reçu le Jour Ouvrable suivant.

Le client peut être informé par la Caisse d'Epargne de cette date de réception de l'Ordre de Paiement ou de l'heure limite telle que définie par la Caisse d'Epargne, sur demande de celui-ci.

### 1.1.4 - Révocation d'un ordre de paiement par le client

Le client, Payeur ou Bénéficiaire (cf. définitions ci-dessus indiquées en Préambule), peut révoquer un ou plusieurs ordres de paiement qu'il a initiés tant que le ou les ordres n'ont pas été reçus par la banque du Payeur (cf. « Moment de réception » ci-dessus au 1.1.3), sous réserve du respect de l'heure limite éventuellement définie par la Caisse d'Epargne et communiquée par cette dernière sur demande du client.

Par la révocation, le Payeur ou le Bénéficiaire retire l'instruction donnée à l'exécution d'un ou de plusieurs ordre de paiement qu'il aura désignés. La révocation d'un ou plusieurs ordres de paiement par le Payeur ne vaut pas retrait du consentement de ce dernier à l'ensemble des opérations prévues (par exemple en cas de virement permanent ou de prélèvement récurrent) mais seulement révocation du (des) ordre(s) de paiement désigné(s).

A défaut de dispositions spécifiques prévues par ailleurs, la révocation d'un ordre ou de plusieurs ordres de paiement doit être formalisée par écrit (lettre ou télécopie) auprès de l'agence de la Caisse d'Epargne qui gère le compte.

La Caisse d'Epargne pourra prélever des frais pour la révocation par le client d'un ordre de paiement. En cas de perception de tels frais, ces derniers sont précisés aux Conditions et Tarifs des principales opérations et services bancaires applicables à la clientèle des professionnels et associations de proximité de la Caisse d'Epargne.

### 1.1.5 - Refus d'exécution d'un Ordre de Paiement par la Caisse d'Epargne

La Caisse d'Epargne peut refuser d'exécuter un Ordre de Paiement à compter de sa réception. Elle le notifie alors au client ou met la notification à sa disposition par tous moyens, dès que possible et, en tout état de cause :

- au plus tard à la fin du premier (1<sup>er</sup>) Jour Ouvrable suivant le refus d'exécution de l'Ordre de Paiement.
- ces délais sont prolongés d'un (1) Jour Ouvrable supplémentaire pour les Opérations de Paiement initiées sur support papier.

La Caisse d'Epargne en donne les motifs au client, si possible et à moins d'une interdiction en vertu d'une législation communautaire ou nationale.

Si le refus est justifié par une erreur matérielle, la Caisse d'Epargne indique, si possible, au client la procédure à suivre pour corriger cette erreur.

Si le refus est objectivement motivé, la Caisse d'Epargne peut imputer des frais au client tels que mentionnés aux Conditions et Tarifs des principaux services de la Caisse d'Epargne.

Pour l'application des articles 1.2.2 b) à g) et 1.4.4 e) de la présente Partie, un Ordre de Paiement refusé est réputé non reçu et ne peut engager la responsabilité de la Caisse d'Epargne.





## 1.1.6 - Montant transféré

La banque du Payeur et celle du Bénéficiaire ainsi que leurs intermédiaires transfèrent le montant total de l'opération de paiement et s'abstiennent de prélever des frais sur le montant transféré.

Cependant, le client Bénéficiaire et la Caisse d'Epargne conviennent que cette dernière pourra prélever ses frais du montant transféré avant de créditer le compte du Bénéficiaire, hormis dispositions contraires prévues dans la présente convention ou aux contrats-cadre rattachés à cette dernière. Dans ce cas, le montant total de l'opération de paiement et les frais sont séparés dans l'information donnée au Bénéficiaire.

## 1.1.7 - Informations après exécution de l'opération de paiement

La Caisse d'Epargne communiquera au moins une (1) fois par mois au client les informations relatives aux opérations de paiement exécutées dans le cadre des Services de Paiement, notamment par envoi des extraits et/ou relevés de compte (cf. supra au 2.2 de la 1<sup>ère</sup> Partie « Le compte courant »). La Caisse d'Epargne pourra restituer de manière non exhaustive les principales données relatives aux opérations de paiement prévues réglementairement,

## 1.2 – Responsabilité liée à l'exécution d'une opération de paiement

### 1.2.1- Opérations non autorisées par le client

La Caisse d'Epargne rembourse immédiatement au client le montant de l'opération non autorisée par ce dernier, signalée dans le délai de trois mois à compter de la date d'écriture en compte (cf. supra au 2.2.2 a) de la 1<sup>ère</sup> Partie « Le compte courant »), et, le cas échéant, rétablit le compte débité dans l'état où il se serait trouvé si l'opération de paiement non autorisée n'avait pas eu lieu. Si la Caisse d'Epargne obtient la preuve que l'opération a bien été autorisée par le client, elle est autorisée à contrepasser l'opération de remboursement au débit du compte du client. La Caisse d'Epargne pourra facturer au client des frais de recherche de preuve dans le cas où sa contestation s'avérerait infondée.

### 1.2.2 - Opérations mal exécutées par la Caisse d'Epargne

#### a) Identifiant unique erroné ou incomplet

Un ordre de paiement exécuté par la Caisse d'Epargne conformément à l'identifiant unique fourni par le client est réputé dûment exécuté pour ce qui concerne le Bénéficiaire désigné par l'identifiant unique.

Si l'identifiant unique fourni est inexact, la Caisse d'Epargne n'est pas responsable de la mauvaise exécution de l'Opération de Paiement. Elle s'efforce toutefois de récupérer les fonds engagés dans l'Opération de Paiement et peut imputer des frais au client.

Si le client fournit des informations supplémentaires ou des informations définies dans la convention de compte courant ou les contrats de services de paiements associés comme nécessaires à l'exécution de l'Opération de Paiement, la Caisse d'Epargne n'est responsable que de l'exécution de l'Opération de Paiement conformément à l'identifiant unique fourni par le client.

#### b) Virements SEPA

##### - Pour les virements SEPA émis :

La Caisse d'Epargne est responsable de leur bonne exécution à l'égard du client jusqu'à réception du montant de l'Opération de Paiement par la banque du Bénéficiaire conformément aux dispositions de l'article 1.4.4.2 b) de la présente Partie (virement émis).

Dans le cas d'une opération mal exécutée pour laquelle sa responsabilité est engagée, la Caisse d'Epargne restitue s'il y a lieu au client le montant de l'opération concernée, ou sa quote-part mal exécutée, et rétablit, si besoin est, le compte dans la situation qui aurait prévalu si l'opération n'avait pas eu lieu.

##### - Pour les virements SEPA reçus :

La Caisse d'Epargne est responsable de leur bonne exécution à l'égard du client à compter de la réception du montant de l'Opération de Paiement. Elle met immédiatement le montant de l'Opération de Paiement à la disposition du client et, si besoin est,



# CAISSE D'EPARGNE

crédite son compte du montant correspondant pour tout virement parfaitement identifié. Dans le cas contraire, elle s'efforce d'affecter, au plus vite, les fonds au Bénéficiaire.

## c) Prélèvements SEPA, TIP, TIPSEPA, Téléversements, Téléversements SEPA

- Pour les prélèvements, TIP, TIPSEPA, Téléversements, Téléversements SEPA reçus ::

La Caisse d'Epargne est responsable à l'égard de son client de la bonne exécution de l'opération, une fois que l'ordre de paiement lui a été transmis par la banque du Bénéficiaire. Elle met le montant de l'opération à la disposition de la banque du Bénéficiaire à la date convenue.

En cas d'Opération de Paiement mal exécutée, lorsque la Caisse d'Epargne est responsable, elle restitue, s'il y a lieu et sans tarder à son client le montant de l'opération concernée, ou sa quote-part mal exécutée, et rétablit, si besoin est, le compte débité dans la situation qui aurait prévalu si l'opération n'avait pas eu lieu.

Pour les téléversements SEPA, la responsabilité de la Caisse d'Epargne ne peut être engagée en cas de dysfonctionnement des moyens télématiques utilisés par le débiteur.

- Pour les prélèvements, TIP, TIPSEPA, Téléversements, Téléversements SEPA émis : La Caisse d'Epargne, banque du Bénéficiaire, est responsable à l'égard du client de la bonne transmission de l'Ordre de Paiement à la banque du Payeur, conformément aux modalités convenues afin de permettre l'exécution de l'opération à la date convenue. En cas de défaut de transmission, la Caisse d'Epargne retransmet immédiatement l'ordre de paiement à la banque du Payeur, qui devient alors responsable de la bonne exécution de l'opération.

Dès que le montant a été mis à sa disposition par la banque du Payeur, la Caisse d'Epargne redevient responsable à l'égard du client créancier du traitement immédiat de l'Opération de Paiement conformément aux dispositions de l'article 2.6 « Dates de valeur » ci- de la 1<sup>ère</sup> Partie : « Le compte courant ».

## d) Versements et retraits d'espèces en agence

La Caisse d'Epargne est responsable de la bonne exécution de l'Opération de Paiement à l'égard du client.

## e) Paiements et retraits par cartes bancaires

La Caisse d'Epargne est responsable dans les conditions indiquées aux Conditions Générales du contrat porteur carte bancaire remises au client en cas de souscription à ce contrat.

## f) Recherche d'opérations

Dans le cas d'une opération mal exécutée, sans préjudice de sa responsabilité et sur demande du client, il est convenu que la Caisse d'Epargne, s'efforce de retrouver dans ses meilleurs délais, la trace de l'Opération de Paiement et informe par tous moyens le client du résultat de sa recherche.

## g) Frais et intérêts

Les frais et intérêts supportés, le cas échéant, par le client et imputables à la mauvaise exécution de l'Opération de Paiement dont la Caisse d'Epargne est responsable, pourront être pris en charge par celle-ci.

## h) Exceptions

La Caisse d'Epargne n'est pas responsable en cas de force majeure, si elle est liée par d'autres obligations légales nationales ou communautaires et si le client n'a pas contesté l'opération dans le délai indiqué ci-dessus au 2.2.2 de la 1<sup>ère</sup> Partie : « Le compte courant ».

## 1.3 - Frais applicables

### 1.3.1 – Obligation d'information et exécution de mesures préventives et correctives

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



Pour l'accomplissement par la Caisse d'Epargne de ses obligations d'information et pour l'exécution des mesures préventives (par exemple blocage d'un instrument de paiement sécurisé) et correctives (obligation de remboursement...) prévues à l'article L. 133-26 I du Code monétaire et financier), des frais sont appliqués et sont précisés aux Conditions et tarifs des principaux services applicables par la Caisse d'Epargne.

### **1.3.2 - Frais liés aux opérations de paiement - Taux de change**

- Lorsqu'une Opération de Paiement, en émission ou en réception, n'implique pas d'opération de change, chaque client paie les frais prélevés par sa banque. Toutefois, dans le cas où l'opération lors de son émission a nécessité une opération de change, les frais du donneur d'ordre pourraient être supportés par le Bénéficiaire à la demande du donneur d'ordre même si l'Opération de Paiement en réception n'implique pas d'opération de change.

Si l'Opération de Paiement comporte une opération de change, il pourra être convenu que les frais seront supportés par le donneur d'ordre ou le Bénéficiaire.

Les frais payables au titre des Services de Paiement sont précisés aux Conditions et Tarifs des principales opérations et services bancaires applicables à la clientèle des professionnels et associations de proximité de la Caisse d'Epargne.

- Lorsqu'une opération de paiement, en émission ou en réception, est libellée dans une devise différente de celle du compte du client, la Caisse d'Epargne assurera l'opération de change dans les conditions ci-après.

A l'exception des conversions liées aux opérations par cartes de paiement et/ou de retrait, l'opération de change sera réalisée selon le taux de change appliqué par la Caisse d'Epargne, sur la base du cours d'achat ou de vente de la devise concernée constaté au jour de la conversion. Ce taux de change, qui varie en fonction du cours d'achat ou de vente des devises au jour le jour, est disponible sur demande en agence.

Les commissions et frais perçus au titre des opérations de change sont précisés aux Conditions et Tarifs des principales opérations et services bancaires applicables à la clientèle des professionnels et associations de proximité de la Caisse d'Epargne.

## **1.4 – Règles applicables par Service de paiement**

### **1.4.1 - Versements d'espèces**

#### **- Versements d'espèces initiés aux guichets de la Caisse d'Epargne**

##### **a) Consentement du client**

Les versements d'espèces initiés au guichet sont effectués dans les agences de la Caisse d'Epargne qui tient le compte du client ou dans les agences d'une autre Caisse d'Epargne. Ils donnent lieu à délivrance par la Caisse d'Epargne d'un reçu comportant la date et le montant du versement. La signature de ce reçu par le client vaut consentement de celui-ci à l'exécution de l'opération.

##### **b) Moment de réception de l'ordre de versement d'espèces**

Le moment de réception d'un ordre de versement d'espèces initié au guichet et libellé en euros, devise du compte bénéficiaire des fonds, correspond au jour convenu pour son exécution, c'est-à-dire au jour où la Caisse d'Epargne est informée, après comptage et contrôle des fonds par cette dernière ou ses prestataires, du montant versé par le client.

Le moment de réception d'un ordre de versement d'espèces initié au guichet et libellé dans une devise de l'EEE autre que l'euro, correspond au jour convenu pour son exécution, c'est-à-dire au jour où la Caisse d'Epargne est créditée, notamment après comptage et contrôle des fonds par cette dernière ou ses prestataires, des fonds versés par le client convertis en euro.

##### **c) Révocation d'un ordre de versement d'espèces**

L'ordre de versement d'espèces est irrévocable une fois qu'il a été reçu par la Caisse d'Epargne.

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



## **d) Délai d'exécution d'un ordre de versement d'espèces**

Le montant versé, dans la devise du compte, est mis à disposition du client et reçoit une date de valeur au plus tard le premier Jour Ouvrable suivant le moment de réception des fonds indiqué ci-dessus au b).

### **- Versements d'espèces effectués par l'intermédiaire du service de dépôt Sécurexpress**

Les conditions d'exécution d'un ordre de versement d'espèces par l'intermédiaire du service de dépôt Sécurexpress sont précisées, en cas de souscription du client à ce service, aux Conditions Générales relatives à Sécurexpress.

## **1.4.2 - Retraits d'espèces**

### **a) Consentement du client à un ordre de retrait d'espèces**

#### **- Retrait d'espèces dans les agences**

Les retraits d'espèces au guichet sont effectués dans les agences de la Caisse d'Epargne qui gère le compte, contre signature d'un bordereau de retrait indiquant la date et le montant du retrait, dont un double est remis au client. La signature de ce bordereau par le client vaut consentement de celui-ci au retrait d'espèces.

#### **- Retraits d'espèces par cartes bancaires**

Voir Conditions Générales du contrat carte bancaire remises au client en cas de souscription.

### **b) Moment de réception d'un ordre de retrait d'espèces**

Le moment de réception de l'ordre de retrait d'espèces correspond à la date indiquée sur le bordereau de retrait remis en agence ou celui indiqué aux Conditions Générales relatives à la carte bancaire permettant le retrait.

### **c) Révocation de l'ordre de retrait d'espèces**

L'ordre de retrait d'espèces au guichet des agences de la Caisse d'Epargne est irrévocable une fois qu'il a été reçu par la Caisse d'Epargne ou dès que le client a donné son consentement dans les formes définies aux Conditions Générales relatives à la carte bancaire pour les ordres de retrait effectués par carte.

## **d) Délai d'exécution d'un ordre de retrait d'espèces**

#### **- Retrait d'espèces dans les agences**

Le retrait d'espèces au guichet des agences est exécuté immédiatement à compter du moment de réception de l'ordre.

#### **- Retraits d'espèces par cartes bancaires**

Voir Conditions Générales du contrat carte bancaire remises au client en cas de souscription à ce service.

## **1.4.3 - Paiements par carte bancaire**

Voir Conditions Générales du contrat porteur à la carte bancaire remises au client en cas de souscription.

Le client a la possibilité de faire opposition en cas de perte ou de vol de sa carte bancaire, de détournement de cette dernière, de son utilisation frauduleuse ou des données liées à son utilisation, de redressement ou de liquidation judiciaire du bénéficiaire, ou encore effectuer une réclamation concernant une opération de paiement effectuée par carte, dans les conditions indiquées dans son contrat porteur carte bancaire établi séparément.

## **1.4.4 - Virements SEPA**

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



# CAISSE D'ÉPARGNE

Le virement SEPA est un virement immédiat, différé ou permanent, libellé en euro, permettant d'effectuer des paiements entre deux comptes tenus par des établissements financiers situés dans l'Espace SEPA (pays de l'Union Européenne, y compris la France, ainsi que l'Islande, la Norvège, le Liechtenstein, la Suisse, Monaco, Saint Marin, Jersey, Guernesey, Ile de Man)

## Virement SEPA COM Pacifique relevant de l'article L. 712-8 du Code monétaire et financier

Pour les opérations en euro entre la France, ses départements d'outre-mer, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre et Miquelon et les Collectivités d'Outre-Mer du Pacifique (la Nouvelle Calédonie, la Polynésie Française et les Iles Wallis et Futuna), le client peut émettre un virement SEPA. Cependant, cette opération n'est pas couverte par la réglementation SEPA, tant pour le donneur d'ordre que pour le destinataire de l'opération compte tenu que les Collectivités d'Outre-Mer du Pacifique ne font pas partie de l'Espace SEPA. Ce service n'est pas accessible pour les autres pays de la zone SEPA. Il est fortement recommandé au client, sauf à accepter le risque de rejet de l'opération, que les coordonnées bancaires communiquées à la Caisse d'Épargne soient composées de deux éléments :

- le BIC, avec le code pays local où est située la banque teneuse de comptes : PF (Polynésie française), NC (Nouvelle-Calédonie) ou WF (Wallis-et-Futuna), FR (République Française),
- l'IBAN du Client avec le code pays de la République Française : FR.

Les présentes dispositions du 1.4.4 et celles du 1.1 ci-dessus s'appliquent aux virements SEPA et aux virements SEPA COM Pacifique.

Le virement peut être :

- un virement occasionnel immédiat : virement dont l'exécution est demandée au mieux ;
- un virement occasionnel différé : virement dont l'exécution est demandée à une date déterminée ;
- un virement permanent : virement dont l'exécution est demandée à des dates et selon une périodicité déterminées (exemple : le 14 de chaque mois).

La Caisse d'Épargne peut refuser d'exécuter un ordre de virement émis par le client lorsque le compte n'a pas une provision suffisante et/ou lorsque le montant du découvert le cas échéant accordé au client n'est pas suffisant.

Le montant limite de virement accepté par la Caisse d'Épargne dans le cadre du service Direct Ecureuil est indiqué au client par le service Direct Ecureuil ou le cas échéant aux Conditions Particulières de la présente convention ou encore dans tout autre document destiné au client.

La tarification applicable est indiquée aux Conditions et Tarifs des principales opérations et services bancaires applicables à la clientèle des professionnels et associations de proximité de la Caisse d'Épargne.

### **1.4.4.1 Virements au crédit du compte**

Le client peut procéder à des virements vers son compte de sommes figurant au crédit d'autres comptes dont il est titulaire dans la même Caisse d'Épargne.

Son compte peut également être crédité de virements SEPA réalisés à partir de comptes dont le client est titulaire dans un autre établissement de crédit, ou encore à partir de compte de tiers. Pour cela, le client doit alors fournir un Relevé d'Identité Bancaire à l'établissement de crédit, au tiers concerné ou à ses débiteurs.

Le client autorise la Caisse d'Épargne à contrepasser au débit de son compte les virements SEPA reçus à tort et faisant l'objet d'une opération d'annulation émise par la banque du donneur d'ordre en cas d'erreur de cette dernière ou en cas d'erreur du donneur d'ordre justifiée par sa banque ou en cas de fraude avérée.

### **1.4.4.2 Virements SEPA au débit du compte**

#### **a) Consentement du client à un ordre de virement SEPA émis par le client**

Le virement SEPA est initié :

- soit à l'agence qui gère le compte par la signature d'un ordre de virement SEPA par le client ; cet ordre de virement doit comporter au moins les informations suivantes : le type de virement, le numéro de compte du donneur d'ordre, la date

Caisse d'Épargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



d'exécution souhaitée le cas échéant (à défaut le virement est réputé immédiat), le nom du Bénéficiaire, l'identifiant unique du compte du Bénéficiaire : l'identifiant international du compte (IBAN) du Bénéficiaire et l'identifiant international de la banque ce dernier (BIC), ainsi que le montant du virement.

- soit par l'intermédiaire du service bancaire à distance Direct Ecureuil, si le client a adhéré à ce service ; l'utilisateur (principal ou secondaire) s'identifie par la saisie du numéro d'abonné (identifiant client), de son code usager, s'il en possède un et de son code confidentiel, ou, en cas d'authentification par certificat électronique, par la saisie du code abonné et du code confidentiel du certificat électronique dans les conditions exigées par le service ; il saisit ensuite son ordre de paiement puis le confirme. Cet ordre doit comporter au moins les informations suivantes : le numéro de compte concerné, la date d'exécution souhaitée, le nom du Bénéficiaire, l'identifiant unique du Bénéficiaire : l'identifiant international du compte (IBAN) du Bénéficiaire et l'identifiant international de la banque ce dernier (BIC), ainsi que le montant du virement.

L'application de la procédure décrite ci-dessus par le client vaut consentement de ce dernier à l'exécution de l'opération.

## **b) Moment de réception d'un ordre de virement SEPA émis par le client**

- Le moment de réception d'un ordre de virement immédiat :

- initié à l'agence, correspond à la date indiquée par l'agence de la Caisse d'Epargne sur l'ordre, ou à la date de réception de la télécopie, à la condition que le client dispose des fonds nécessaires à l'exécution de l'opération. En cas d'insuffisance de fonds, le moment de réception est fixé au Jour Ouvrable de réception des fonds par la Caisse d'Epargne.
- initié par l'intermédiaire de Direct Ecureuil, correspond au Jour Ouvrable de la saisie de l'ordre de virement en ligne par le client à la condition que le compte du client dispose des fonds nécessaires à l'exécution de l'opération. En cas d'insuffisance de fonds lors de l'exécution de l'opération, le moment de réception est fixé au Jour Ouvrable de réception des fonds par la Caisse d'Epargne.

- Le moment de réception d'un ordre de virement différé, ou encore, permanent, correspond au Jour convenu pour son exécution, à la condition que le client dispose des fonds nécessaires à l'exécution de l'opération. Si ce n'est pas un Jour Ouvrable, l'ordre est réputé avoir été reçu le Jour Ouvrable suivant. En cas d'insuffisance de fonds, le moment de réception est fixé au Jour Ouvrable de réception des fonds par la Caisse d'Epargne.

## **c) Retrait du consentement – Révocation d'un ordre de virement par le client**

- Les virements immédiats

L'ordre de virement immédiat, initié en agence, est révocable jusqu'à sa réception par la Caisse d'Epargne avant l'heure limite définie par cette dernière, par un écrit remis à l'agence qui gère le compte du client.

L'ordre de virement immédiat, réalisé sur Direct Ecureuil, est irrévocable dès sa réception par la Caisse d'Epargne.

- Les virements différés

Le client peut révoquer un ordre de virement à échéance ou différé, quel que soit le canal par lequel cet ordre est initié.

La demande de révocation doit être reçue par la Caisse d'Epargne dans le délai convenu (en nombre de Jours Ouvrables) ou, à défaut de délai convenu, au plus tard deux (2) Jours Ouvrables (la veille en ce qui concerne le service Direct Ecureuil) avant le jour convenu pour l'exécution de l'ordre. La révocation se fait pour l'ensemble de la remise.

- Les virements permanents

Le client peut retirer son consentement à l'exécution de l'ensemble des ordres de virement permanent. Il peut également révoquer seulement un ou plusieurs ordres de virements permanents qu'il aura désignés, lorsqu'ils sont initiés en agence ou par l'intermédiaire du service Direct Ecureuil.

La demande de retrait du consentement ou la demande de révocation doit être reçue par la Caisse d'Epargne au moins dix (10) Jours Ouvrables avant le jour convenu pour l'exécution de l'ordre (la veille en ce qui concerne le service Direct Ecureuil).

## **d) Délai d'exécution d'un ordre de virement SEPA**

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.





Virements SEPA émis par le client : Leur montant est crédité sur le compte de la banque du Bénéficiaire au plus tard à la fin du premier (1<sup>er</sup>) Jour Ouvrable suivant le moment de réception de l'ordre de virement. Ce délai est prolongé d'un (1) Jour Ouvrable supplémentaire pour les virements initiés sur support papier. Pour les virements impliquant une opération de change, ce délai ne peut pas dépasser quatre (4) Jours Ouvrables à compter du moment de réception de l'ordre de virement par la Caisse d'Epargne.

Virement SEPA reçus par le client :

La Caisse d'Epargne met le montant de l'opération à disposition du client après que son propre compte ait été crédité dans la devise du compte courant du client.

Ces délais s'appliquent sous réserve de dispositions légales et réglementaires contraires ou de toutes circonstances nécessitant une intervention spécifique de la Caisse d'Epargne.

## 1.4.5 - Prélèvements SEPA

Le prélèvement SEPA peut être un prélèvement SEPA CORE, un prélèvement SEPA interentreprises (SEPA Business-to-Business Direct Debit) ou encore un prélèvement SEPA COM Pacifique.

Le prélèvement SEPA CORE et interentreprises sont des prélèvements, ponctuels ou récurrents, **en euros** initiés par le créancier sur la base de l'autorisation préalable du débiteur formalisée par un mandat. Les comptes du créancier et du débiteur sont tenus dans des banques situées dans l'Espace SEPA. Ils peuvent donc être effectués en France ou de façon transfrontalière entre la France et un pays de l'Espace SEPA, entre la France et l'une des Collectivités d'outre-mer du Pacifique, ou entre deux de ces collectivités.

Le prélèvement SEPA interentreprises est accessible **uniquement aux clients débiteurs non consommateurs**. Par son utilisation, le client débiteur garantit à la Caisse d'Epargne sa qualité de non consommateur, personne morale agissant dans le cadre d'une activité associative.

Le prélèvement SEPA COM Pacifique relevant de l'article L 712-8 du Code monétaire et financier :

Pour les opérations en euro entre la France, ses départements d'outre-mer, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre et Miquelon et les Collectivités d'Outre-Mer du Pacifique (la Nouvelle Calédonie, la Polynésie Française et les Iles Wallis et Futuna), un créancier peut émettre un prélèvement SEPA ponctuel ou récurrent. Cependant, cette opération ne sera pas couverte par la réglementation SEPA, tant pour le débiteur que pour le créancier bénéficiaire de l'opération compte tenu que les Collectivités d'Outre-Mer du Pacifique ne font pas partie de l'Espace SEPA. Ce service n'est pas accessible pour les autres pays de la zone SEPA.

Les présentes dispositions du 1.4.5 et celles du 1.1 ci-dessus s'appliquent aux prélèvements SEPA CORE et aux prélèvements SEPA COM Pacifique.

Le prélèvement SEPA s'appuie sur un formulaire unique de mandat, mis à disposition par le créancier, conservé par lui, complété et signé par le débiteur, contenant un double mandat : l'un donné au créancier de présenter des demandes de prélèvements sur le compte désigné du débiteur, le second donné à la banque du débiteur l'autorisant à débiter ledit compte. Cette double autorisation peut être permanente s'il s'agit de paiements récurrents, ou unitaire, s'il s'agit d'un paiement ponctuel. Les données relatives à ce mandat sont transmises de façon électronique à la banque du débiteur lors de la présentation du prélèvement SEPA sur le compte du débiteur. Le mandat de prélèvement SEPA doit comporter l'Identifiant Créancier SEPA (ICS) du créancier ainsi que la Référence Unique du Mandat (RUM) qui, pour un créancier donné, identifie chaque mandat.

## Remplacement du télévirement par le prélèvement SEPA

Le règlement (UE) n° 260/2012 dit règlement « End Date » du 14 mars 2012 a prévu la disparition du télévirement à compter du 1<sup>er</sup> février 2016.

Il est remplacé par le Télévirement SEPA (cf. ci-après au 1.4.7 b) qui se dénoue par un prélèvement SEPA interentreprises ou un prélèvement SEPA CORE selon la décision du créancier. Le prélèvement SEPA interentreprises et le prélèvement SEPA CORE nécessitent la signature d'un mandat spécifique.

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



#### 1.4.5.1 Prélèvement SEPA reçus (client débiteur)

Le client débiteur a la possibilité de refuser l'exécution de prélèvements SEPA sur son compte. Ce refus doit être notifié d'une part, à la Caisse d'Epargne par courrier et d'autre part, à tout créancier lui proposant ce mode de paiement. Le client doit alors convenir d'un autre moyen de recouvrement avec le créancier.

##### a) Consentement à un ordre de prélèvement SEPA CORE et interentreprises reçu par le client

Le client débiteur donne son consentement à l'exécution de prélèvements SEPA CORE ou de prélèvements SEPA interentreprises :

- soit en remettant ou en adressant par courrier au créancier (le Bénéficiaire) le formulaire de mandat papier de prélèvement SEPA dûment rempli (notamment obligation d'indiquer l'IBAN+BIC du compte à débiter) et signé ;
- soit, le cas échéant, en complétant dûment en ligne le mandat électronique de prélèvement SEPA sur le site internet du créancier (Bénéficiaire) et en le validant en ligne.

Le client débiteur s'engage à respecter les termes des mandats convenus avec ses créanciers et à leur signaler tout changement de données le concernant figurant sur ces mandats, dont notamment les coordonnées bancaires du nouveau compte à débiter en cas de changement de banque. Dans ce cas, la Caisse d'Epargne, en tant que nouvelle banque, s'engage à accepter les prélèvements SEPA CORE et interentreprises qui se présentent sur le compte du client, sur la base d'un mandat de prélèvement SEPA antérieur.

Un mandat de prélèvement SEPA CORE et interentreprises pour lequel aucun ordre de prélèvement SEPA n'a été présenté pendant une période de 36 mois (à compter de la date d'échéance du dernier prélèvement SEPA, même si celui-ci a été refusé, rejeté, retourné ou remboursé par la banque du débiteur) devient caduc et ne doit donc plus être utilisé. De ce fait, le créancier n'est plus autorisé à émettre des prélèvements SEPA CORE et interentreprises basés sur ce mandat caduc. Pour être autorisé à émettre à nouveau des prélèvements SEPA, le créancier doit obligatoirement faire signer au débiteur un nouveau formulaire de mandat qui comportera alors une nouvelle Référence Unique du Mandat.

Le créancier, qui détient et conserve le mandat, devra adresser au débiteur, préalablement au débit, une pré-notification (facture, avis, échéancier), précisant les montant(s) et date(s) d'échéance du (des) prélèvement(s) SEPA, l'ICS et la RUM.

La pré-notification doit être adressée au débiteur au moins 14 jours calendaires (sauf accord bilatéral sur un délai différent) avant sa date d'échéance en précisant le montant et la date d'échéance du prélèvement, l'ICS et la RUM. Si le débiteur souhaite empêcher le recouvrement, il peut l'indiquer à la Caisse d'Epargne après cette notification mais avant le débit (cf. infra au c) « Révocation et retrait du consentement à un ordre de prélèvement SEPA CORE et interentreprises reçu par le client »).

En aucun cas, la Caisse d'Epargne ne doit conserver pour son client débiteur un exemplaire du mandat. Il appartient au créancier de conserver le mandat.

##### b) Spécificités du prélèvement SEPA interentreprises et engagements du client débiteur

A réception du premier prélèvement SEPA interentreprises, la banque du débiteur s'assure du consentement de son client ainsi que de la validité du mandat auprès du débiteur. A réception des prélèvements suivants, elle vérifie la cohérence des données du mandat avec les données enregistrées et avec les données de l'opération reçues de la banque du créancier.

**Dès lors que le débit du prélèvement est intervenu, le client débiteur n'a plus la possibilité de demander le remboursement du prélèvement pour lequel il a donné son consentement** dans les conditions indiquées ci-après au f) « Délais et modalités de contestation d'un ordre de prélèvement SEPA reçu par le client ». Il peut s'opposer néanmoins au paiement du prélèvement dans les conditions indiquées ci-dessous (cf. ci-après au d) « Révocation et retrait du consentement à un ordre de prélèvement SEPA CORE et interentreprises reçu par le client »).



Le client s'engage à respecter les termes des mandats convenus avec ses créanciers et à leur signaler tout changement de données le concernant figurant sur ces mandats, dont notamment les coordonnées bancaires du nouveau compte à débiter en cas de changement de banque. Dans ce cas, la Caisse d'Epargne, en tant que nouvelle banque, s'engage à accepter les prélèvements SEPA interentreprises qui se présentent sur le compte du client, sur la base d'un mandat de prélèvement SEPA interentreprises antérieur.

Le client s'engage à informer la Caisse d'Epargne de tous nouveaux mandats de prélèvement SEPA interentreprises signés avec ses créanciers ainsi que de tout changement ou révocation de ces mandats afin de permettre à la Caisse d'Epargne de procéder aux vérifications des mandats avant la présentation d'une opération de prélèvement SEPA interentreprises. Le client débiteur s'engage également à informer la Caisse d'Epargne de la perte de sa qualité de non consommateur.

Dès la signature d'un mandat de prélèvement SEPA interentreprises, le client en informe la Caisse d'Epargne afin que cette dernière enregistre les mandats consentis en vue de procéder aux vérifications du 1<sup>er</sup> prélèvement reçu. Le client doit communiquer les données du mandat et au minimum l'ICS du créancier, la RUM, l'IBAN du débiteur et le type de mandat (ponctuel ou récurrent) par courrier selon un formulaire mis à sa disposition. La Caisse d'Epargne peut prélever des frais pour l'enregistrement et la gestion des mandats de prélèvements SEPA interentreprises autorisés.

Dans le cas où le client n'aurait pas informé préalablement la Caisse d'Epargne, celle-ci le contactera par tous moyens afin qu'il refuse ou accepte ce 1<sup>er</sup> prélèvement reçu. La réponse du client doit parvenir, par tous moyens, à la Caisse d'Epargne jusqu'à la fin du Jour Ouvrable précédant la date d'échéance. En cas d'acceptation, la Caisse d'Epargne enregistrera les données du mandat, véhiculées dans le 1<sup>er</sup> prélèvement, dans la liste des mandats acceptés sur ce compte. En cas de refus ou d'absence de réponse dans le délai, le prélèvement sera rejeté.

De même, lorsque les données de l'opération reçues du créancier ne concordent pas avec les informations du mandat communiquées par le client, la Caisse d'Epargne prend contact avec ce dernier. A défaut de réponse ou en cas de refus du client, le prélèvement sera rejeté.

### **c) Moment de réception d'un ordre de prélèvement SEPA CORE et interentreprises reçus par le client**

Le moment de réception d'un ordre de prélèvement SEPA par la Caisse d'Epargne correspond à la date d'échéance. Si ce n'est pas un Jour Ouvrable, l'ordre est réputé avoir été reçu le Jour Ouvrable suivant.

### **d) Révocation et retrait du consentement à un ordre de prélèvement SEPA CORE et interentreprises reçu par le client**

Le client peut révoquer une ou plusieurs échéances ou retirer son consentement à l'exécution de l'ensemble des échéances du prélèvement SEPA **CORE et interentreprises** au plus tard à la fin du Jour Ouvrable précédant le jour de l'échéance avant l'heure limite définie par la Caisse d'Epargne. Ce retrait de consentement a pour effet que toute opération postérieure est réputée non autorisée.

Le client peut effectuer la révocation de l'ordre ou le retrait du consentement par écrit auprès de son agence, en lui précisant le numéro de compte concerné, le nom du créancier et son identifiant créancier SEPA (ICS) ainsi que la RUM.

La Caisse d'Epargne peut prélever des frais pour ce retrait de consentement, précisés, le cas échéant, dans les conditions tarifaires de la Caisse d'Epargne.

Le client débiteur a la possibilité, avant exécution des prélèvements SEPA, de donner instruction écrite à la Caisse d'Epargne de :

- limiter l'encaissement des prélèvements SEPA à un certain montant et/ou une certaine périodicité,
- bloquer tout prélèvement SEPA sur son compte,
- bloquer les prélèvements SEPA initiés par un ou plusieurs créanciers désignés (Liste noire) ou
- n'autoriser que les prélèvements SEPA initiés par un ou plusieurs créanciers donnés (Liste blanche).

Lorsque le blocage des prélèvements est demandé par le client après qu'il ait donné son consentement, le blocage s'effectue dans les conditions applicables au retrait de consentement précisées ci-dessus.

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



Les restrictions concernant le montant et/ou la périodicité, le blocage du(des) prélèvement(s) et l'autorisation de certains prélèvements prendront effet à compter des prochaines dates d'échéance de prélèvements. Elles ne peuvent pas s'appliquer aux prélèvements en cours d'exécution.

Ces services donneront lieu à une facturation indiquée aux Conditions et Tarifs des principales opérations et services bancaires applicables à la clientèle des professionnels et associations de proximité de la Caisse d'Epargne.

## **e) Délais d'exécution d'un ordre de prélèvement SEPA CORE et interentreprises reçu par le client**

La banque du Bénéficiaire (banque du créancier du client) transmet l'ordre de prélèvement SEPA à la Caisse d'Epargne dans les délais convenus entre le Bénéficiaire et sa banque. Ces délais doivent permettre le règlement à la date convenue.

Pour les prélèvements SEPA interentreprises, le délai de présentation entre banques est au minimum de 1 jour ouvré avant la date d'échéance.

## **f) Délai et modalités de contestation d'un ordre de prélèvement SEPA reçu par le client**

### **- Prélèvement SEPA CORE :**

Après l'exécution d'un prélèvement SEPA, le client débiteur qui conteste l'opération de prélèvement, peut en demander son remboursement dans les délais décrits ci-après qu'il s'engage à respecter :

- Soit dans un délai de huit semaines à compter de la date du débit du compte, quel que soit le motif de sa contestation.

Le client débiteur est remboursé par la Caisse d'Epargne dans un délai maximum de dix Jours Ouvrables suivant la réception par la Caisse d'Epargne de sa demande de remboursement sauf en cas de reversement des fonds par le créancier.

Conformément à l'article L.133-25-2 du code monétaire et financier, l'opération de paiement pour laquelle le client a donné son consentement directement auprès de la Caisse d'Epargne (notamment les prélèvements d'échéances de prêt ou de crédit contractés auprès de la Caisse d'Epargne) ne donnera pas lieu à remboursement.

- Soit, passé ce délai de huit semaines, dans un délai maximum de trois mois, indiqué au 2.2.2 a) de la 1<sup>ère</sup> partie ci-dessus « Le compte courant » de la présente convention, lorsqu'il s'agit d'un prélèvement non autorisé (du fait de l'absence d'un mandat de prélèvement ou suite à la révocation du mandat de prélèvement). Le remboursement par la Caisse d'Epargne n'exonère pas le client débiteur de ses éventuelles obligations vis-à-vis du créancier.

Le client s'engage à résoudre directement avec son créancier tout litige commercial lié à un ou plusieurs prélèvements.

### **- Prélèvement SEPA interentreprises**

**Le client débiteur renonce au droit au remboursement par la Caisse d'Epargne d'un prélèvement SEPA interentreprises correctement exécuté qu'il a autorisé.**

Après l'exécution du prélèvement SEPA interentreprises, le client débiteur peut contester l'opération de prélèvement non autorisée ou erronée et en demander son remboursement dans un délai de trois (3) mois maximum à compter de la date du débit en compte, par envoi d'un courrier adressé en recommandé avec avis de réception à la Caisse d'Epargne (du fait de l'absence d'un mandat de prélèvement ou suite à la révocation du mandat de prélèvement). Le remboursement par la Caisse d'Epargne n'exonère pas le client débiteur de ses éventuelles obligations vis-à-vis du créancier.

## **1.4.5.2 Prélèvement SEPA émis (client créancier)**

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



Un client créancier souhaitant émettre des ordres de prélèvements SEPA, devra signer une convention d'émission de prélèvement SEPA par acte séparé, sous réserve de l'accord de la Caisse d'Epargne.

## 1.4.6 - TIPSEPA

**A compter du 1<sup>er</sup> février 2016**, le Titre interbancaire de paiements (TIP) ci-dessus disparaît. Il est remplacé par le TIPSEPA qui se dénoue par un prélèvement SEPA tel que décrit à l'article 1.4.5.1 ci-dessus « Prélèvements SEPA reçus par le client ».

Le TIPSEPA est utilisé pour le règlement de facture à distance :

- Soit il s'agit d'un prélèvement SEPA ponctuel et le TIPSEPA contient un mandat de prélèvement SEPA et le consentement du client est donné en signant et datant la formule de TIPSEPA fournie par son créancier par laquelle il autorise d'une part, ce créancier à demander à la Caisse d'Epargne le paiement des sommes qui lui sont dues et, d'autre part, la Caisse d'Epargne à payer ces sommes au créancier par débit du compte indiqué dans le TIPSEPA.

- Soit, il s'agit d'un prélèvement SEPA récurrent et le premier TIPSEPA signé par le client contient le mandat de prélèvement SEPA et le consentement est donné par le client pour le débit du montant présenté sur le TIPSEPA. Les TIPSEPA présentés ultérieurement par le créancier au client seront considérés comme des consentements donnés par le client pour le paiement des montants indiqués sur les TIPSEPA faisant référence au mandat constitué par le premier TIPSEPA.

La réception de la facture qui accompagne le TIPSEPA vaut pré-notification par le créancier.

Le moment de réception par la Caisse d'Epargne correspond à la date de règlement interbancaire, s'agissant d'un paiement à vue.

Le client ne peut plus révoquer l'ordre de paiement TIPSEPA dès que le TIPSEPA signé a été transmis au bénéficiaire (son créancier).

Les conditions d'exécution et de contestation des TIPSEPA sont celles applicables aux prélèvements SEPA CORE (cf. article 1.4.5.1 ci-dessus « Prélèvements SEPA reçus par le client »).

## 1.4.7 Télèglement SEPA

**A compter du 1<sup>er</sup> février 2016**, le télèglement disparaît. Il est remplacé par le télèglement SEPA qui se dénoue selon la décision du créancier :

- par un prélèvement SEPA CORE,
- ou par un prélèvement SEPA interentreprises.

Le télèglement SEPA est un instrument de télépaiement normalisé en euro permettant aux débiteurs de régler des dettes (factures notamment) à distance par des moyens télématiques.

Le client signe un mandat de prélèvement SEPA CORE ou interentreprises par voie télématique sur le serveur du créancier. Cette signature vaut consentement du client à l'ordre de paiement.

Le moment de réception par la Caisse d'Epargne correspond à la date de l'échéance du paiement (jour convenu) ou en l'absence d'échéance, ou, dans le cas d'un paiement à vue, à la date de règlement interbancaire.

Le client ne peut plus révoquer l'ordre de paiement par télèglement SEPA dès que l'ordre de paiement a été transmis au bénéficiaire ou dès que le client a donné son consentement à l'exécution de l'opération de paiement au bénéficiaire.

Les conditions d'exécution et de contestation des télèglements SEPA sont identiques à ceux relatifs aux prélèvements SEPA (cf. article 1.4.5.1 ci-dessus « Prélèvements SEPA reçus par le client »).

## 2 – LES AUTRES MOYENS DE PAIEMENT

### 2.1 – Le chèque

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle « Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs », n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



## 2.1.1 - Délivrance du chéquier

Les chèquiers ou formules de chèques sont délivrés par la Caisse d'Epargne à condition que le client ne soit pas sous le coup d'une interdiction bancaire ou judiciaire d'émettre des chèques.

Les chèquiers sont renouvelés soit automatiquement, en fonction de l'utilisation du chéquier précédent, soit à la demande du client.

La Caisse d'Epargne peut, en fournissant au client les raisons de sa décision, suspendre la délivrance de carnets de chèques ou en demander la restitution. Le client garde néanmoins la possibilité d'obtenir des chèques de retrait, des chèques certifiés ou des chèques de banque. En cas de clôture du compte courant, le client devra restituer les formules de chèques restées en sa possession.

## 2.1.2 - Emission des chèques et provision en compte

Préalablement à l'émission d'un chèque, le client doit s'assurer que son compte dispose d'une provision suffisante et disponible et veiller ensuite à ce que cette provision subsiste jusqu'à l'encaissement effectif du chèque.

Le client émettra les chèques au moyen de formules délivrées par la Caisse d'Epargne conformément aux normes en vigueur. Les formules de chèque délivrées sont pré-barrées et non endossables sauf en faveur d'une Caisse d'Epargne, d'une banque ou d'un établissement assimilé. Le bénéficiaire ne peut donc transmettre le chèque à un tiers par voie d'endossement ni se le faire payer en le remettant aux guichets de la Caisse d'Epargne tirée, sauf s'il est lui-même client de la même agence.

Des formules non barrées et endossables peuvent néanmoins être délivrées à la demande expresse du client.

## 2.1.3 Remise de chèques à l'encaissement

Les chèques dont le client est personnellement bénéficiaire peuvent être remis à l'encaissement auprès des agences de la Caisse d'Epargne qui gère le compte du client, accompagnés d'un bordereau de remise de chèques à l'encaissement, ou le cas échéant en utilisant le service de dépôt Sécurexpress.

Pour certains paiements importants, le client peut exiger de son débiteur qu'il lui remette un chèque de banque. Ce chèque, libellé à son ordre, est émis par la banque du débiteur (et non par le débiteur lui-même), ce qui constitue une garantie importante de l'existence de la provision.

## 2.1.4 - Oppositions

Lorsque le client constate la perte, le vol ou l'utilisation frauduleuse d'un chèque émis par lui, ou encore d'une formule de chèque ou d'un chéquier, il doit immédiatement avertir l'agence qui gère son compte, par tous moyens, avec obligatoirement confirmation écrite immédiate effectuée auprès de la même agence (par télécopie, télégramme, lettre, bordereau d'opposition, déclaration à l'agence...). La confirmation écrite devra préciser le motif de l'opposition et indiquer, si possible, le numéro de la ou des formules en cause. Un récépissé de dépôt de plainte effectuée auprès des autorités de police ou consulaires pourra être en outre exigé par la Caisse d'Epargne.

Le Code monétaire et financier prévoit que l'opposition au paiement d'un chèque ne peut être faite que pour l'un des motifs suivants : perte, vol ou utilisation frauduleuse du chèque, procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaires du porteur. La Caisse d'Epargne ne peut donc prendre en compte les oppositions qui seraient fondées sur un autre motif, et notamment sur l'existence d'un litige commercial avec le porteur du chèque.

Toute opposition qui ne serait pas réellement fondée sur l'un des motifs ci-dessus exposerait le client à des sanctions pénales (L 163-2 du Code monétaire et financier : emprisonnement de 5 ans et amende de 375 000 euros).

Le rejet d'un chèque sans provision donne lieu à la perception de frais de traitement par la Caisse d'Epargne, précisés aux Conditions et Tarifs des principales opérations et services bancaires applicables à la clientèle des professionnels et associations de proximité de la Caisse d'Epargne.

Les frais de toute nature relatifs à un rejet de chèque sans provision sont plafonnés à un montant fixé par la réglementation en vigueur (D. 131-25 du code monétaire et financier).





Dès réception d'une opposition légalement justifiée, la Caisse d'Epargne est fondée à bloquer la provision du chèque dont le montant est connu.

Avant de rejeter le chèque pour défaut de provision, et si le client ne fait pas déjà l'objet d'une interdiction bancaire ou judiciaire, la Caisse d'Epargne informe préalablement le client, par lettre simple, des conséquences du défaut de provision. En cas de présentation au paiement de plusieurs chèques non provisionnés dans la même journée, l'information préalable vaut pour l'ensemble des chèques.

Le client peut choisir, parmi les moyens proposés par la Caisse d'Epargne, d'être informé par un autre moyen que la lettre simple. Dans ce cas, le choix de ce moyen fait l'objet d'une facturation prévue aux Conditions et Tarifs des principaux services bancaires de la Caisse d'Epargne.

Le client et la Caisse d'Epargne conviennent que la preuve de l'information préalable pourra être rapportée par tous moyens.

## 2.2 – Les effets de commerce

Les lettres de change relevé (LCR) ou des billets à ordre relevé (BOR) sont réputés avoir été créés sur support papier. Les LCR et BOR créés sur support papier relèvent de la convention de Genève sur les lettres de change et billets à ordre, c'est-à-dire du régime applicable aux effets de commerce et non de la réglementation concernant les Services de Paiement, quand bien même ils font l'objet en pratique d'une dématérialisation en cours de vie pour en faciliter la circulation et l'encaissement.

Le client utilisera pour les lettres de change et billets à ordre les imprimés normalisés.

### 2.2.1 - Principe général de paiement

A défaut de souscription par le client à la procédure de "paiement sauf désaccord" décrite ci-après 2.2.2, la Caisse d'Epargne ne débitera le compte des effets tirés sur le client que sur instruction de ce dernier (avis de domiciliation).

### 2.2.2 - Convention de paiement sauf désaccord d'effets de commerce

#### a) Principe

Par dérogation à la procédure qui dispose que le tiré doit renvoyer à la banque, revêtu de son Bon à Payer, au plus tard la veille de l'échéance, le relevé de ses effets à payer qu'elle lui a précédemment envoyé, la Caisse d'Epargne, sous réserve d'avoir été mandatée à cet effet par le client, réglera automatiquement et sans avis à l'échéance, les lettres de change et/ou billets à ordre domiciliés sur ses caisses.

Le consentement du client au règlement est suffisamment constaté par l'absence d'avis contraire adressé par ce dernier à la Caisse d'Epargne au plus tard la veille de l'échéance.

#### b) Modalités pratiques

La Caisse d'Epargne adresse au client au plus tard 4 jours ouvrés avant l'échéance, soit par courrier, soit par télétransmission, le relevé de ses lettres de change et/ou billets à ordre à régler. Le client, au vu de ce relevé, vérifie la réalité et l'exigibilité des créances qui y figurent.

Si le client constate des anomalies sur le relevé qui lui a été adressé, il en informera par tous moyens la Caisse d'Epargne, au plus tard la veille de l'échéance, en lui précisant celles des créances dont il refuse le paiement, dans la même expression monétaire que celle dans laquelle a été émis l'effet de commerce, et pour quel motif.

Passés les délais d'usage, le client renonce, pour les paiements ainsi effectués, à soulever toute contestation, et s'engage à régler directement avec les tiers tous les différends qui pourraient naître à ce sujet.

La responsabilité de la Caisse d'Epargne ne peut pas être engagée en cas de non réception par le client du document "Relevé de lettres de change et/ou billets à ordre", ou de non réception par cette dernière du relevé susvisé en cas de désaccord du client au paiement de certains effets.

### **c) Durée - Résiliation**

La convention de paiement sauf désaccord est d'une durée indéterminée, et peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de 10 jours.

### **2.2.3 - Protêts et autres avis**

Le client dispense la Caisse d'Epargne de tous protêts et dénonciation de protêts, et de tous avis de non acceptation ou de non paiement dans les délais légaux. Il la dégage pareillement de toute responsabilité, tant pour retard et omission de ces formalités, que pour la présentation de tous effets, billets portant sa signature à un titre quelconque.

### **2.3 – Les virements internationaux (virements ne relevant pas de l'article L.133-1 du Code monétaire et financier)**

Le client peut effectuer des virements internationaux :

- Soit, libellés dans une devise autre que l'euro, y compris les virements en Francs CFP à destination des Collectivités d'outre-mer du Pacifique (la Nouvelle Calédonie, la Polynésie Française et les Iles Wallis et Futuna).
- Soit, libellés en euros et effectués soit avec un pays n'appartenant pas à l'Espace SEPA, soit entre Saint-Pierre-et-Miquelon et un pays autre que la France, soit entre les Collectivités d'outre-mer du Pacifique (la Nouvelle Calédonie, la Polynésie Française et les Iles Wallis et Futuna) et un pays autre que la France.

A ce titre, le client doit compléter et signer un formulaire papier disponible en agence, mentionnant les références du compte à débiter, le montant du virement et la devise, les coordonnées bancaires du bénéficiaire qui comportent, sauf exception :

- l'IBAN ou, à défaut, le n° de compte et l'adresse du Bénéficiaire,
- le BIC de la banque du Bénéficiaire ou, à défaut, le nom de celle-ci, ainsi que, le cas échéant, les autres informations à fournir pour l'exécution correcte du virement, après consultation de l'agence.

Le virement international peut être immédiat, différé, et, sous réserve de disponibilité du service, permanent.

## ***Troisième partie :***

### ***Les services associés au compte courant***

#### **1– LES SERVICES BANCAIRES A DISTANCE :**

##### **1.1 – DIRECT ECUREUIL**

Les présentes dispositions déterminent les conditions d'accès et d'utilisation des services bancaires à distance proposés par la Caisse d'Epargne avec le service Direct Ecureuil. Ces services permettent au client, ci-après dénommé "l'Abonné" ou « le client », par l'intermédiaire de l'Usager Principal et des Usagers Secondaires s'il y a, de consulter ou/et de gérer son/ses compte(s) à distance.

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.





## 1.1.1 - Caractéristiques des services bancaires à distance

Les services bancaires à distance proposés par la Caisse d'Epargne dans le cadre de Direct Ecureuil sur Internet permettent à l'Abonné, par l'intermédiaire de l'Usager Principal désigné aux Conditions Particulières, d'effectuer, selon les options choisies aux Conditions Particulières de la présente convention, des consultations et/ou des opérations et/ou d'obtenir des renseignements ou conseils sollicités.

Direct Ecureuil sur Internet est un service bancaire à distance accessible notamment par un micro-ordinateur via le réseau Internet 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

## DEFINITIONS

**Abonné ou client** : personne physique ou morale ayant souscrit aux services bancaires à distance Direct Ecureuil.

**Usager Principal** : personne physique, désignée aux Conditions Particulières de la présente convention, qui peut utiliser le service, dans le périmètre imparti le cas échéant par l'Abonné, et qui peut désigner des Usagers Secondaires dont un Usager Gestionnaire le cas échéant.

**Usager(s) Secondaire(s)** : la ou les personnes habilitées par l'Usager Principal (dont l'Usager Gestionnaire s'il y a).

**Usager Gestionnaire** : personne, que peut désigner l'Usager Principal, qui est habilitée à utiliser le service dans le périmètre imparti par l'Usager Principal, et qui peut désigner des personnes habilitées à utiliser le service dans les limites de ce même périmètre.

**Usager(s)** : désigne, ensemble, l'Usager Principal et les Usagers Secondaires (dont l'Usager Gestionnaire).

## 1.1.2 - Modalités techniques d'accès

Direct Ecureuil sur Internet est accessible, selon le type d'abonnement, par un matériel compatible avec les normes télématiques et Internet (ordinateur multimédia, téléphone compatible...), et plus généralement tout terminal utilisable de façon banalisée, ou leurs évolutions futures, relié au réseau de télécommunications.

L'Abonné fait son affaire personnelle de l'acquisition ou de la location, de l'installation et de la connexion, de l'entretien et plus généralement de la garde du matériel et de tous moyens techniques, accès aux réseaux ou logiciels autres que ceux placés sous contrôle exclusif de la Caisse d'Epargne. Il en dispose sous sa seule et exclusive responsabilité. La Caisse d'Epargne n'est pas responsable de l'évolution des logiciels, de leur mise à jour et du maintien des référencements.

Les opérations acceptées dans le cadre des services bancaires à distance ne sauraient déroger aux Conditions Particulières et/ou Générales d'autres produits ou services ouverts ou à ouvrir, sauf stipulation contraire.

## 1.1.3 - Modalités d'identification

L'Abonné, les Usagers, accèdent aux services bancaires à distance de Direct Ecureuil sur Internet après s'être identifiés par la composition d'une triple clé formée du numéro d'Abonné (identifiant client), du numéro d'usager et du code confidentiel numérique. Le numéro d'Abonné est attribué à l'Abonné lors de la signature des Conditions Particulières de la présente convention ainsi que le numéro d'usager de l'**Usager Principal**, personne physique, mentionné aux dites Conditions Particulières. Le numéro d'Abonné et le numéro d'usager ne peuvent pas être modifiés.

Pour permettre le premier accès au service, la Caisse d'Epargne attribue à l'Usager Principal un code confidentiel provisoire. L'Usager Principal est tenu de modifier ce code confidentiel provisoire par un code confidentiel qu'il choisit, lors de la première connexion, selon la procédure indiquée par le service. La Caisse d'Epargne n'a pas accès au code confidentiel choisi par l'Usager Principal. Dès modification du code confidentiel provisoire par le code confidentiel choisi par l'Usager Principal, le service devient opérationnel.

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



Après plusieurs tentatives infructueuses de composition du code confidentiel, le dispositif d'accès au service devient inopérant. Dans ce cas, le service sera de nouveau accessible sur demande de l'Usager Principal auprès de la Caisse d'Epargne. Un nouveau code confidentiel provisoire est attribué par la Caisse d'Epargne pour permettre le nouvel accès au service. L'Usager Principal est tenu de modifier ce code lors de sa nouvelle connexion dans les mêmes conditions que lors de l'ouverture du service.

Les Usagers peuvent avec l'identifiant client, leur numéro d'usager et leur code confidentiel spécifiques à Direct Ecureuil, avoir aussi accès au service e-rendez-vous (échanges de données informatisées via le portail internet de la Caisse d'Epargne), en cas de souscription à ce service et dans la limite des habilitations accordées.

## **1.1.4 - Habilitations accordées par l'Usager Principal et l'Usager Gestionnaire dans le cadre de Direct Ecureuil sur Internet**

### **1.1.4.1 – Habilitations accordées par l'Usager Principal**

L'Usager Principal peut, dans le périmètre qui lui a été imparti par l'Abonné, autoriser (mandater) une personne (ci-après dénommée « Usager Gestionnaire ») ainsi qu'une ou plusieurs personnes (dénommées « Usagers Secondaires ») qu'il aura choisies, à utiliser les services auxquels il a lui-même accès.

#### **a) Mode de désignation par l'Usager Principal**

- Le mandat accordé par l'Usager Principal est formalisée aux Conditions Particulières du présent contrat. Les Usagers Secondaires (dont l'Usager Gestionnaire), qui sont mandatés à l'effet d'utiliser le service, sont désignés dans ces Conditions Particulières.

L'Abonné et/ou l'Usager Principal s'engagent à informer par écrit la Caisse d'Epargne de tout changement intervenu dans cette **liste** (suppression et ajout d'un mandataire). Le service ne pourra pas être opérationnel pour une personne qui n'a pas été désignée dans la liste. La liste des personnes mandatées est accessible lors de l'utilisation du service.

- Le mandat concrétise par une habilitation réalisée en ligne par l'Usager Principal qui délivre aux Usagers Secondaires (dont Usager Gestionnaire le cas échéant) qu'il souhaite faire accéder au service, du code Abonné du client ainsi que d'un numéro d'usager et d'un code confidentiel, selon la procédure affichée à l'écran,

L'Usager Principal délimite alors pour chacune des personnes habilitées le périmètre d'accès au service et désigne les comptes pour lesquels elles sont autorisées à consulter et/ou à réaliser des opérations. Il délimite le cas échéant, pour l'Usager Gestionnaire, les comptes et les rubriques sur lesquels ce dernier pourra lui-même délivrer des habilitations.

- L'Usager Principal peut, à tout moment modifier le périmètre d'une habilitation.

#### **b) Code confidentiel**

Le code confidentiel, attribué par l'Usager Principal à la ou aux personnes qu'il a habilitées (Usagers Secondaires et/ou Usager Gestionnaire), est provisoire. Chaque personne habilitée par l'Usager Principal est tenue de modifier ce code confidentiel provisoire par le code confidentiel qu'elle choisit, lors de la première connexion au service, selon la procédure indiquée à l'écran. Dès modification du code confidentiel provisoire par le code confidentiel qui aura été choisi par la ou les personnes habilitées, le service devient opérationnel pour celle(s)-ci.

La Caisse d'Epargne et l'Usager Principal n'ont pas connaissance du code confidentiel que la ou les personnes habilitées auront choisi. Néanmoins, l'Usager Principal peut, à tout moment, modifier le code confidentiel de la personne habilitée, notamment en cas de vol du code confidentiel de ces dernières.

### **1.1.4.2 – Habilitations accordées par l'Usager Gestionnaire**

L'Usager Gestionnaire peut, directement en ligne, habilitier une ou plusieurs personnes, choisies parmi la **liste** des personnes mandatées aux Conditions Particulières du présent contrat et accessible sur le service (cf. supra au 1.1.4.1 a), à utiliser les fonctionnalités de Direct Ecureuil dans les limites du périmètre qui lui a été imparti par l'Usager Principal,



## **a) Mode de désignation par l'Usager Gestionnaire**

Une telle habilitation se concrétise, lors de l'utilisation du service, par la délivrance, par l'Usager Gestionnaire, du code Abonné du client ainsi que d'un numéro d'usager et d'un code confidentiel, selon la procédure affichée à l'écran, à chacune des personnes qu'il souhaite faire accéder au service.

L'Usager Gestionnaire délimite, pour chacune des personnes habilitées, le périmètre d'accès au service et désigne les comptes pour lesquels elles sont autorisées à consulter et/ou à réaliser des opérations.

L'Usager Gestionnaire peut à tout moment, modifier le périmètre d'une habilitation.

## **b) Code confidentiel**

Le code confidentiel, attribué par l'Usager Gestionnaire à la personne habilitée, est provisoire. Chaque personne habilitée(e) par l'Usager Gestionnaire est tenue de modifier ce code confidentiel provisoire par le code confidentiel qu'elle choisit, lors de la première connexion au service, selon la procédure indiquée à l'écran. Dès modification du code confidentiel provisoire par le code confidentiel qui aura été choisi par la personne habilitée, le service devient opérationnel pour celui-ci.

La Caisse d'Epargne et l'Usager Gestionnaire n'ont pas connaissance du code confidentiel que la ou les personnes habilitées auront choisi. Néanmoins, l'Usager Gestionnaire peut, à tout moment, modifier le code confidentiel de chacune des personnes qu'il aura habilitée, notamment en cas de vol du code confidentiel de ces derniers.

### **1.1.5 - Confidentialité des codes**

#### **1.1.5.1 – Obligations de l'Abonné et des Usagers du service**

##### **a ) Obligations relatives à la préservation de la confidentialité des codes**

Le numéro d'Abonné, le numéro d'usager et le code confidentiel permettent d'accéder aux canaux des services bancaires à distance. L'Abonné, ou l'Usager Principal, doit informer les Usagers Secondaires de leurs obligations de confidentialité découlant du présent contrat notamment en leur communiquant les éléments ci-après.

Le code confidentiel et le numéro d'usager circulent sur les réseaux de communication sous forme cryptée. Ils ne doivent jamais être indiqués sur les écrits ou messages électroniques adressés à la Caisse d'Epargne, ou être mentionnés sur les répondeurs téléphoniques.

Les Usagers peuvent, à leur initiative et à tout moment, modifier leur code confidentiel, ce qui leur est conseillé de faire fréquemment. Il est conseillé de ne pas choisir un code confidentiel aisément décelable par un tiers (tel qu'une date de naissance, par exemple).

Le numéro d'usager et le code confidentiel sont personnels aux Usagers. Ils en assument la garde, les risques, la conservation et la confidentialité, cela même à l'égard des salariés de l'Abonné ou des membres de leur famille. Ceci est une condition déterminante pour sécuriser les relations entre l'Abonné et la Caisse d'Epargne.

Il incombe à l'Abonné et aux Usagers, de prendre les mesures nécessaires afin que la confidentialité de ces codes soit préservée et éviter ainsi toute fraude ou abus éventuel.

Aussi, les Usagers doivent changer immédiatement leur code confidentiel, dès qu'ils ont connaissance de la perte, du vol, du détournement ou de l'utilisation frauduleuse de ce dernier, ou en cas de doute quant à la préservation de sa confidentialité, selon la procédure indiquée par le service. En tout état de cause, il est recommandé dans ce cas à l'Usager Principal de procéder au plus tôt, soit à la suppression de l'habilitation de l'Usager Secondaire concerné et le cas échéant à la mise en place d'une nouvelle habilitation, soit à la modification du code confidentiel de l'Usager Secondaire concerné. Cette même recommandation s'applique à l'Usager Gestionnaire dans le cadre des habilitations qu'il a accordées.

##### **b) Opposition (blocage) à l'accès aux services bancaires à distance par l'Abonné et/ou l'Usager principal**

Dès qu'ils ont connaissance de la perte, du vol, du détournement ou de toute utilisation frauduleuse du code confidentiel personnel de l'Usager Principal ou de l'Usager Gestionnaire, l'Abonné et/ou l'Usager Principal doivent immédiatement en informer la Caisse d'Epargne qui bloquera l'accès à Direct Ecureuil. L'opposition devra être immédiatement confirmée par courrier recommandé avec



demande d'avis de réception ou directement auprès de la Caisse d'Epargne. En cas de contestation, la date de réception de l'écrit fera foi entre les parties.

La remise en fonctionnement est effectuée sur demande de l'Abonné. Il sera alors délivré un nouveau code confidentiel provisoire à l'Usager Principal. L'Usager Principal est tenu de le modifier lors de sa nouvelle connexion dans les mêmes conditions que lors de l'ouverture du service (cf. au 1.1.3 ci-dessus). Il sera alors procédé le cas échéant à de nouvelles habilitations.

### 1.1.5.2 – Obligations de la Caisse d'Epargne

La Caisse d'Epargne s'assure que les dispositifs de sécurité personnalisés (codes, authentification et signature par certificat électronique, Authentification Non Rejouable accompagnée le cas échéant de la signature électronique des opérations) ne sont pas accessibles à d'autres personnes que celles autorisées par l'Abonné, par L'Usager Principal et par l'Usager Gestionnaire s'il y a, sauf si l'Abonné et/ou les Usagers du service ne respectent pas les préconisations mentionnées au 1.1.5.1 ci-dessus ou au contrat relatif au certificat électronique souscrit le cas échéant par l'Abonné.

### 1.1.6 - Principaux services offerts par les services bancaires à distance

Les Usagers peuvent effectuer, selon les options définies aux Conditions Particulières de la présente convention, les principales opérations suivantes, la liste n'étant pas exhaustive.

#### a) Consultation des comptes et de certaines opérations

Position du ou des comptes, ainsi que les dernières opérations de débit et/ou de crédit intervenues sur le ou les comptes, sous réserve qu'elles ne remontent pas à plus de soixante (60) jours, débits en instance de la carte bancaire s'il y a lieu...

L'Abonné peut consulter les opérations à venir, sur 30 jours glissants, connues de la Caisse d'Epargne mais qui ne sont pas encore comptabilisées. Il peut aussi consulter le solde prévisionnel de son ou de ses comptes courant. Ces informations sont indiquées à titre d'information, seules les écritures indiquées sur le relevé de compte ou l'arrêté de compte faisant foi entre les parties.

L'Abonné peut en outre avoir accès aux informations concernant ses crédits et engagements par signature. La liste des crédits et engagements, ainsi que les informations fournies, peuvent alors ne pas être exhaustives.

Il est possible aux Usagers de télécharger le détail de ses opérations vers son logiciel de gestion.

#### b) Virements

Les Usagers peuvent effectuer par voie télématique des virements entre les différents comptes de l'Abonné ou sur les comptes d'autres bénéficiaires préalablement enregistrés, ouverts à la Caisse d'Epargne ou dans d'autres établissements, sous réserve d'indiquer les coordonnées complètes et correctes des comptes concernés (relevé d'identité bancaire).

Les caractéristiques et les modalités d'exécution du service de virement en ligne sont décrites ci-dessus au 1.4.4 de la 2<sup>ème</sup> Partie « Les moyens de paiement » de la présente convention. Les délais de contestation des opérations de virement effectuées par l'intermédiaire des services bancaires à distance et portées sur le relevé ou l'arrêté de compte adressé au client, sont précisées au 2.2.2 de la 1<sup>ère</sup> Partie « Le compte courant » de la présente convention.

Le montant limite de virement accepté par la Caisse d'Epargne dans le cadre du service Direct Ecureuil est indiqué au client par le service Direct Ecureuil ou le cas échéant aux Conditions particulières de la présente convention, ou encore dans tout autre document destiné à l'Abonné. Ces montants limites peuvent aussi être fournis par la Caisse d'Epargne, à la demande de l'Abonné.

#### • Virements sur liste

Les Usagers peuvent choisir d'effectuer, selon la procédure indiquée par le service, un même type de virement à une date donnée au profit de personnes de même catégorie (ex : virement à ses salariés).

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGE – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



## • Virements à l'aide d'un certificat électronique ou d'un moyen d'Authentification Non Rejouable (ANR) du service de Sécurisation des Opérations en Ligne (SOL)

Les Usagers peuvent effectuer des virements sur des comptes de tiers et/ou des comptes du client hors Caisse d'Epargne, à l'aide d'un certificat électronique, dans les conditions indiquées à l'article 1.1.7 ci-après, ou encore à l'aide d'un moyen d'Authentification Non Rejouable (ANR) du service SOL, accompagné le cas échéant d'une signature électronique des opérations, dans les conditions indiquées à l'article 1.1.8 ci-après.

### c) Paiement d'effets de commerce

- L'Abonné peut demander à être informé quatre (4) jours ouvrés avant l'échéance, des lettres de change et des billets à ordre à honorer.

En cas de Convention de «Paiement Sauf Désaccord d'effets de commerce», le client pourra s'opposer ponctuellement au paiement d'une lettre de change ou d'un billet à ordre par voie Internet au plus tard la veille de l'échéance d'un effet à douze (12) heures. Passé ce délai, le client ne peut plus revenir sur l'instruction donnée à la Caisse d'Epargne et le compte du client sera débité automatiquement du montant des effets.

En l'absence de Convention de «Paiement Sauf Désaccord d'effets de commerce», la Caisse d'Epargne ne débitera le compte des effets tirés sur le client que sur instruction de ce dernier adressée, par voie Internet, au plus tard la veille de l'échéance à douze (12) heures.

Il peut être aussi convenu, entre le client et la Caisse d'Epargne, que le montant des effets de commerce sera débité sur le compte du client : pour certains effets, selon la procédure de «Paiement Sauf Désaccord d'effets de commerce» décrite ci-dessus, et pour d'autres effets, sur instruction du client, effet par effet.

- En conséquence, l'Abonné s'engage expressément à consulter quotidiennement le service.

### d) Opérations sur titres financiers si adhésion aux options proposées

La passation d'opérations sur titres financiers implique la signature au préalable, par l'Abonné, d'une convention de conservation tenue de compte-titres conforme aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, et le respect par l'Abonné des conditions de fonctionnement prévues dans la dite convention, ainsi que des règles de couverture et de conditions de passation des ordres.

L'Abonné peut passer tous ordres sur les marchés organisés français, à l'exception des marchés conditionnels (de type Matif, Monep...), tous les ordres sur les FCP et Sicav du Réseau des Caisses d'Epargne.

La souscription définitive des ordres d'achat de titres de sociétés en cours de privatisation et la souscription de titres d'emprunts, sont subordonnées à la réception par la Caisse d'Epargne, dans les délais imposés par la réglementation, des documents afférents à ces opérations, dûment signés.

Les ordres ne pourront être acheminés qu'aux jours et heures d'ouverture des Bourses.

### e) Gestion des habilitations par l'Usager Principal et l'Usager Gestionnaire

L'Usager Principal et l'Usager Gestionnaire peuvent permettre à des personnes qu'ils ont habilitées (Usagers Secondaires), de faire fonctionner le service pour le compte de l'Abonné. Ils peuvent supprimer à tout moment une habilitation ou créer une nouvelle habilitation. Ils peuvent en outre, pour chaque habilitation délivrée dans le périmètre qui leur a été imparti, délimiter eux-mêmes un périmètre d'accès au service et/ou aux comptes autorisés, et par la suite le modifier, selon la procédure indiquée par le service.

### f) Service « Relevés en ligne »

Le Service de « Relevés en ligne » (ci-après dénommé « le Service ») permet à l'Abonné au service Direct Ecureuil de consulter sous forme électronique les relevés de compte qui lui sont adressés, appelés ci-après « Relevés en ligne ».

#### • Activation du Service de « Relevés en ligne »

L'activation et la résiliation du Service sont effectuées en ligne par l'Usager Principal de Direct Ecureuil ou encore par l'Abonné auprès de l'agence de la Caisse d'Epargne qui gère son (ses) compte(s).

Ce Service concerne l'ensemble des comptes de l'Abonné de Direct Ecureuil ouverts à la Caisse d'Epargne au titre de son activité.

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGE – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.





L'Usager Principal doit avoir les pouvoirs pour souscrire (activer) et résilier le Service. A défaut, il devra avoir reçu l'autorisation du représentant légal ou du mandataire de l'Abonné à Direct Ecureuil à l'effet de souscrire et résilier le Service. Si tel n'est pas le cas, la souscription et la résiliation pourront être effectuées en agence par le représentant légal ou le mandataire de l'Abonné.

L'activation du Service prend effet immédiatement. En cas d'activation du Service par l'intermédiaire de Direct Ecureuil, il est immédiatement confirmé en ligne.

Toutefois, les premiers Relevés en ligne seront mis à disposition sur Direct Ecureuil à la date à laquelle les relevés de compte, sur support papier, auraient normalement été envoyés.

- Périodicité et conditions de mise à disposition des Relevés en ligne

- Chaque Relevé en ligne sera mis à disposition de l'Usager Principal sur Direct Ecureuil à la date d'arrêté habituelle choisie par l'Abonné pour les relevés de compte sur support papier du ou des compte(s) concerné(s) par le Service.

Le Service permet à l'Usager Principal d'imprimer ou de télécharger les Relevés en ligne.

**Chaque Relevé en ligne est consultable par l'Usager Principal sur Direct Ecureuil pendant une période de 10 ans glissants à partir de sa mise à disposition.**

**Il appartient donc à l'Abonné et /ou à l'Usager Principal de procéder à la sauvegarde régulière, sous forme électronique ou papier, des Relevés en ligne.**

En cas de changement d'Usager Principal, ce dernier est autorisé par l'Abonné de Direct Ecureuil à avoir accès à l'historique complet des relevés mis à disposition en ligne dont ceux émis antérieurement à sa nouvelle habilitation.

- Le Service permet à l'Usager Principal d'habilitier un Usager de Direct Ecureuil à consulter les Relevés en ligne.

Nous attirons l'attention de l'Abonné et de l'Usager Principal sur le fait qu'une telle habilitation permet alors à cet Usager de consulter tous les Relevés en ligne mis à disposition, et par conséquent ceux de tous les comptes dont l'Abonné est titulaire, mais également l'historique complet de ces relevés.

- Substitution des Relevés en ligne aux relevés sur support papier

**Par l'activation du service de Relevés en ligne, l'Abonné de Direct Ecureuil renonce expressément à recevoir des relevés sur support papier. Les relevés sur support papier ne lui seront donc plus adressés.**

Toutefois, l'Abonné peut à tout moment demander un relevé sur support papier qui lui sera alors facturé aux conditions tarifaires en vigueur.

En cas de relevés envoyés à plusieurs destinataires, le Relevé en ligne sera mis à disposition du destinataire principal et le relevé sur support papier ne lui sera plus adressé. Les autres destinataires continueront à recevoir un relevé sur support papier.

- Conditions tarifaires

La tarification des Relevés en ligne ou sur support papier, est définie aux « Conditions et tarifs des services bancaires de la Caisse d'Epargne », disponibles dans les agences de la Caisse d'Epargne.

**En cas de souscription aux offres groupées de services**, la tarification des Relevés de compte en ligne est intégrée dans la facturation relative de l'offre groupée de services souscrit par le client (voir infra 5<sup>ème</sup> Partie « La tarification des services bancaires »).

- Délais de réclamation des opérations

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle « Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs », n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.





L'Abonné doit vérifier dès réception l'exactitude des mentions portées sur le Relevé en ligne en vue de signaler immédiatement à la Caisse d'Épargne toute erreur ou omission. Il doit contacter immédiatement son agence pour tout mouvement sur les comptes concernés par le Service qui lui semblerait anormal.

Les réclamations relatives aux opérations figurant sur les Relevés en ligne doivent être formulées sans tarder par envoi d'un courrier adressé en recommandé avec accusé de réception à la Caisse d'Épargne et dans les délais figurant dans la convention de compte courant de l'Abonné.

- **Durée et résiliation du Service de Relevés en ligne**

-L'Usager Principal peut mettre fin au Service à tout moment et sans frais, en ligne, dans Direct Ecureuil. L'Abonné peut aussi mettre fin au Service auprès de l'agence de la Caisse d'Épargne qui gère son (ses) compte(s) ou par envoi à la Caisse d'Épargne d'un courrier recommandé avec accusé de réception.

La résiliation prend effet immédiatement et implique le retour automatique aux relevés sous forme papier. Toutefois, le premier envoi de relevé sous forme papier ne sera effectué qu'à la prochaine date habituelle de mise à disposition du Relevé en ligne.

La Caisse d'Épargne peut résilier le Service à tout moment. L'Abonné de Direct Ecureuil en sera informé par lettre recommandée avec avis de réception. Cette résiliation prendra effet un mois après l'envoi de cette information. Les relevés seront alors adressés sous forme papier à la date habituelle de mise à disposition des Relevés en ligne.

La résiliation de la prestation optionnelle du Service de Relevés en ligne choisie aux Conditions Particulières, n'entraîne la résiliation que de cette seule prestation, le service Direct Ecureuil continuant de produire ses effets entre les parties. En cas de souscription à une offre groupée de services, la résiliation du Service de Relevés en ligne ne met pas fin à l'offre groupée de services.

-Après la résiliation du Service (ou la clôture du compte dont le Service assure la mise à disposition des Relevés en ligne), l'accès à l'historique des Relevés en ligne reste possible par les Usagers de Direct Ecureuil, dont l'Usager Principal, pour les relevés intervenus durant la période pendant laquelle l'Abonné a bénéficié du Service. Ces Relevés en ligne resteront consultables pendant une période de 10 ans glissants à partir de leur mise à disposition.

**-En cas de résiliation de Direct Ecureuil, le Service de Relevés en ligne sera résilié de plein droit.**

**Dans cette hypothèse, il ne sera plus possible de consulter en ligne les relevés. Il appartient donc à l'Abonné de Direct Ecureuil de procéder à la sauvegarde de ces Relevés en ligne avant la résiliation effective de son contrat Direct Ecureuil.**

-Le Service sera automatiquement suspendu en cas de suspension de Direct Ecureuil. Les relevés seront alors adressés sous forme papier. Le premier envoi de relevé papier interviendra à la prochaine date habituelle de mise à disposition du Relevé en ligne.

La Caisse d'Épargne se réserve la possibilité de refuser l'activation du Service en cas d'activations ou de résiliations successives multiples.

- **Modification des conditions d'utilisation**

La Caisse d'Épargne se réserve la possibilité d'adapter ou de modifier à tout moment les prestations offertes dans le cadre du Service de Relevés en ligne.

Les nouvelles conditions d'utilisation seront portées à la connaissance de l'Abonné de Direct Ecureuil par voie postale ou en ligne (via Direct Ecureuil) un (1) mois avant leur entrée en vigueur.

L'Usager Principal, en ligne, ou encore l'Abonné auprès de l'agence de la Caisse d'Épargne qui gère son (ses) compte(s) ou encore par envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception à la Caisse d'Épargne, a alors la possibilité, en cas de désaccord, de résilier le Service sans aucun frais. Si le Service continue à être utilisé à l'expiration du délai ci-dessus, l'Abonné sera réputé avoir accepté les nouvelles conditions d'utilisation.

Caisse d'Épargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



## g) Sécurisation des opérations « sensibles » effectuées dans le cadre de Direct Ecureuil

L'utilisation d'un certificat électronique pour s'authentifier et/ou pour confirmer par signature électronique une opération (cf. infra au 1.1.7) ainsi que l'utilisation du service Sécurisation des Opérations en Ligne (SOL) par lecteur CAP et/ou par SMS (cf. infra au 1.1.8), permettent au client de sécuriser les **opérations dites « sensibles »** ci-après effectuées dans le cadre de Direct Ecureuil :

- ajout de nouveaux bénéficiaires de virement (BIC/ IBAN) à la liste des bénéficiaires déjà existants ;
- commande en ligne des chèques.

La liste de ces opérations « sensibles » ci-dessus n'est pas exhaustive et est susceptible d'être complétée ou modifiée par la Caisse d'Epargne.

## 1.1.7 – Authentification et signature par certificat électronique dans le cadre de Direct Ecureuil sur Internet

L'utilisation d'un certificat électronique pour s'authentifier et/ou pour confirmer par signature électronique une opération permet au client de sécuriser les **opérations dites « sensibles »** effectuées dans le cadre de Direct Ecureuil (cf. ci-dessus au 1.1.6 g) Sécurisation des opérations « sensibles » effectuées dans le cadre de Direct Ecureuil).

La souscription au service d'authentification et signature par certificat électronique sur Internet s'effectue par l'Abonné aux Conditions Particulières des présentes.

### a) Objet du certificat électronique

Dans le cadre de Direct Ecureuil sur Internet, l'Usager peut alors, en s'authentifant par certificat électronique, et le cas échéant en utilisant la fonction « signature électronique » du certificat, effectuer les opérations « sensibles » prévues par le service notamment celles mentionnées ci-dessus.

Dans le cadre de Direct Ecureuil sur Internet, l'Usager peut alors, en s'authentifant par certificat électronique, effectuer certaines opérations sensibles prévues par le service notamment des ordres de virement vers des comptes de tiers, le cas échéant sur liste, et/ou des comptes du client hors Caisse d'Epargne, **non préalablement enregistrés** dans le service Direct Ecureuil sur Internet. Il peut aussi ajouter un nouveau bénéficiaire de virement à la liste des bénéficiaires déjà existants.

L'usager, porteur du certificat, conserve la possibilité de se connecter au service uniquement avec son ou ses codes habituels afin d'effectuer, sous sa responsabilité, des ordres de virement sur des comptes **déjà enregistrés** dans Direct Ecureuil sur Internet. Il n'a pas alors accès aux opérations dites « sensibles ».

### b) Souscription au service d'authentification et signature par certificat électronique

La souscription au service d'authentification et signature par certificat électronique sur Internet s'effectue par l'Abonné aux Conditions Particulières des présentes.

Chaque utilisateur doit s'être procuré préalablement un certificat électronique par la signature par l'Abonné d'un contrat séparé relatif au certificat électronique. Le certificat électronique, s'il n'est pas souscrit auprès de la Caisse d'Epargne, devra faire partie de la liste des Autorités de Certification reconnues par la Caisse d'Epargne et être déclaré en annexe aux Conditions Particulières des présentes pour pouvoir être pris en compte par le service.

### c) Déclaration préalable du certificat électronique

L'Usager, qu'il soit Usager Principal ou Secondaire, doit, avant d'utiliser son certificat électronique, le déclarer. Il doit pour cela se connecter à l'espace Direct Ecureuil avec son code abonné (identifiant client), son code usager et son code confidentiel habituels. Cette déclaration préalable est unique et n'a pas besoin d'être renouvelée par la suite. L'usager peut ensuite se connecter à Direct Ecureuil avec son code abonné (identifiant client) et son certificat dès lors qu'il est valide.

Après déclaration préalable de son certificat, l'Usager peut, avec ce certificat et s'il y a été habilité, réaliser des opérations « sensibles » prévues par le service notamment celles mentionnées ci-dessus.



Pour qu'un Usager Secondaire puisse déclarer son certificat, comme indiqué ci-dessus, l'Usager Principal, lui-même préalablement authentifié par certificat dans l'espace Direct Ecureuil sur Internet, doit affecter le numéro de série du certificat de l'Usager Secondaire ainsi que le numéro d'utilisateur de ce dernier. Ces derniers peuvent ensuite, dès lors qu'ils auront déclaré leur certificat, effectuer des opérations « sensibles » pour lesquelles ils auront été habilités (conditions détaillées à l'article 1.1.4.1 ci-dessus).

#### **d) Révocation du certificat électronique**

Dès qu'ils ont connaissance de la perte, du vol, du détournement ou de toute utilisation frauduleuse d'un certificat électronique, l'Abonné, ou son représentant légal, ou le mandataire de certification, ou encore le porteur du certificat, doivent révoquer le certificat électronique auprès de l'Autorité de certification dans les conditions indiquées au contrat relatif au certificat électronique souscrit par ailleurs par l'Abonné, aux fins de blocage de ce dernier (cf. aussi infra 1.12.3).

L'Usager, dont le certificat électronique est révoqué, ne peut plus s'authentifier et utiliser la fonction signature électronique de son certificat électronique pour accéder aux opérations sensibles offertes par le service. Il conserve la possibilité de se connecter au service uniquement avec son ou ses codes habituels afin d'effectuer, sous sa responsabilité, des ordres de virements sur des comptes déjà enregistrés dans Direct Ecureuil sur Internet.

La révocation d'un certificat électronique d'un usager n'empêche pas un autre usager, porteur d'un autre certificat, de procéder, dans Direct Ecureuil sur Internet, à une authentification et/ou signature par certificat électronique.

#### **1.1.8 – Conditions Générales d'Utilisation du service de «Sécurisation des Opérations en Ligne » (SOL)**

Le service de « Sécurisation des Opérations en Ligne (SOL) », ci-après dénommé aussi « SOL », se compose de deux modes de sécurisation des opérations en ligne : SOL par lecteur CAP et SOL par SMS. Le Client peut souscrire à l'un et/ou l'autre de ces modes de sécurisation.

**Lorsque le Client, qui a souscrit au service SOL, bénéficie du service de banque à distance Direct Ecureuil et/ou du services e-remises, les présentes Conditions Générales d'Utilisation du service SOL constituent un des éléments contractuels du service Direct Ecureuil et/ou e-remises auxquels elles s'ajoutent.**

Il est remis au Client le document relatif à l'Ouverture de SOL par SMS et/ou de SOL par lecteur CAP et, lorsque la souscription au service SOL s'effectue par contrat établi séparément de la présente convention, les Conditions Générales d'Utilisation de SOL par lecteur CAP et/ou de SOL par SMS, qui forment son contrat.

##### **1.1.8.1 – Conditions Générales d'Utilisation du service SOL par lecteur CAP**

#### **DEFINITIONS**

**Client** (ou titulaire du service) : personne physique ou morale ayant souscrit au service SOL par lecteur CAP (qui correspond à l'abonné désigné dans le cadre des services bancaires à distance Direct Ecureuil en cas de souscription à ce service).

**E-remises** : site de services en ligne, auquel le Client souscrit dans le cadre de la convention d'échanges de données informatisées Datalis, permettant l'échange de données informatisées (EDI) entre la Caisse d'Épargne et le Client et l'accès à différents services associés.

**WEBPROTEXION** : service de Direct Ecureuil sur Internet proposée aux mandataires judiciaires des personnes sous mesure de protection, destiné au suivi et à la gestion à distance via Internet des comptes de ces personnes ouverts à la Caisse d'Épargne.

**Utilisateur(s)** : la ou les personnes physiques, désignées lors de l'ouverture du présent contrat par le Client, ou ultérieurement, qui peuvent utiliser le service SOL par lecteur CAP. Ces personnes, en cas d'abonnement à Direct Ecureuil, sont également et nécessairement des usagers (ou délégués dans le cas de Webprotection) de ce service. En cas de souscription au service e-remises, elles sont nécessairement des délégataires désignées par le Client aux Conditions particulières de la convention Datalis.



**Authentification** : permet de faire le lien entre l'identification de la personne et le fait que ce soit cette même personne identifiée qui effectue l'opération.

**Authentification forte ou Non Rejouable (ANR)** : authentification par l'utilisation d'un Code de contrôle à usage unique et non jouable lors de l'opération, permettant de s'assurer que l'Utilisateur est bien la personne habilitée à effectuer l'opération.

**Code de contrôle** : code à usage unique généré par le lecteur CAP afin d'authentifier fortement l'Utilisateur lors de la réalisation d'une opération de banque à distance ou de paiement en ligne.

**Lecteur CAP** : appareil lecteur de carte à puce autonome fourni par la Caisse d'Epargne à l'Utilisateur du service SOL par lecteur CAP. Le lecteur CAP est destiné à être utilisé avec une carte bancaire ou une carte Secur@ccès afin de fournir un code de contrôle.

**Signature électronique** : procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'opération à laquelle il s'attache (art. 1316-4 alinéa 2 du Code civil).

**Certificat** : fichier électronique attestant du lien entre les données de vérification de Signature électronique et l'Utilisateur signataire. Ce Certificat est à usage unique et généré à la volée lors de l'utilisation d'une Signature électronique.

**Dossier de preuve** : ensemble des éléments créés lors de la conclusion d'une opération effectuée entre un Client et la Caisse d'Epargne avec utilisation d'une Signature électronique, puis conservé pendant un délai conforme aux exigences légales permettant ainsi d'assurer la traçabilité, la preuve de la réalisation de l'opération.

**Horodatage** : service associé à la Signature électronique qui consiste en l'apposition d'une « contremarque » de temps sur des données afin d'attester leur existence à une date et une heure données.

**Archivage (électronique)** : ensemble des actions, outils et méthodes mis en œuvre, dans le cadre de la Signature électronique, pour réunir, identifier, sélectionner, classer et conserver des contenus électroniques, sur un support sécurisé, dans le but de les exploiter et de les rendre accessibles dans le temps, ce, à titre de preuve (en cas d'obligations légales notamment ou de litiges).

## a) Description du Service « Sécurisation des Opérations en Ligne » SOL par lecteur CAP

Le service « Sécurisation des Opérations en Ligne » est un service de renforcement de la sécurité de la Caisse d'Epargne qui permet aux clients qui y ont souscrit de réaliser certaines opérations avec une sécurité renforcée, protégées par un système d'Authentification forte (non jouable).

### • Sol par lecteur CAP, moyen de sécurisation des opérations de banque à distance

SOL par lecteur CAP, souscrit dans le cadre du service de banque à distance **Direct Ecureuil** et/ou du service e-remises, est un moyen de sécurisation des **opérations dites « sensibles »** effectuées dans le cadre du service Direct Ecureuil sur Internet (cf. ci-dessus au 1.1.6 g) Sécurisation des opérations « sensibles » effectuées dans le cadre de Direct Ecureuil) et des opérations de paiement ou actes de gestion effectuées dans le cadre d'e-remises.

SOL par lecteur CAP permet une Authentification forte de la personne qui effectue l'opération dans le cadre du service Direct Ecureuil et/ou dans le cadre d'e-remises.

Dans le cadre de cette Authentification forte, l'Utilisateur a la possibilité d'utiliser une Signature électronique (voir ci-après au b) en utilisant le service Direct Ecureuil et/ou e-remises, dans la mesure où cette dernière est mise à disposition par le service.

Le Client et l'Utilisateur peuvent avoir accès aux documents de politique décrivant le service de Signature électronique appliqué par la Caisse d'Epargne à l'adresse internet suivante : [http://www.caisse-epargne.fr/securite\\_dossiers.aspx](http://www.caisse-epargne.fr/securite_dossiers.aspx).

La sécurisation des opérations effectuées dans le cadre du service Direct Ecureuil et/ou dans le cadre du service e-remises s'effectue avec un lecteur CAP :

- soit à l'aide d'une carte Secur@ccès (cf. infra au c) ) délivrée par la Caisse d'Epargne et dédiée spécifiquement au service d'authentification ;
- soit à l'aide d'une carte bancaire de paiement et/ou de retrait (ci-après dénommée « carte bancaire ») détenue par l'Utilisateur dans le cadre de la souscription d'un contrat carte bancaire par le Client.

Les Utilisateurs désignés lors de l'ouverture du service SOL par lecteur CAP, et postérieurement, doivent alors nécessairement être titulaires d'une des cartes mentionnées ci-dessus.

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle « Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs », n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGE – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



Les Utilisateurs sont désignés par le Client, lors de l'ouverture du service SOL par lecteur CAP, ou postérieurement en cas de modification de ces derniers, et doivent correspondre nécessairement à des usagers habilités à effectuer des opérations « sensibles » dans le cadre du service Direct Ecureuil ou encore à des délégataires désignés dans le cadre du service e-remises.

Lorsque l'Utilisateur est désigné pour pouvoir utiliser le service SOL par SMS et SOL par lecteur CAP, le mode de sécurisation avec SOL par lecteur CAP lui est proposé en priorité.

- **Sol par lecteur CAP, moyen de sécurisation d'un paiement en ligne effectué sur un site marchand en ligne (e-commerce)**

SOL par lecteur CAP peut aussi être souscrit par le Client, sans nécessaire abonnement au service Direct Ecureuil ou souscription au service e-remises, afin de sécuriser les opérations de paiement effectuées en ligne par carte bancaire de paiement et/ou de retrait par le porteur (titulaire) de la carte dans le cadre de la souscription d'un contrat carte bancaire par le Client. Les Utilisateurs désignés lors de l'ouverture du service SOL par lecteur CAP, et postérieurement, doivent alors nécessairement être titulaires d'une carte bancaire.

Les présentes conditions générales n'ont pas pour objet ou effet de modifier en quoi que ce soit le contenu du contrat porteur relatif à la carte bancaire signé par le Client avec la Caisse d'Épargne à l'occasion de la remise de la carte. Les dispositions du contrat porteur continuent donc de s'appliquer au Client dans toutes ses dispositions, même si les mêmes moyens d'Authentification Non Rejouable (ANR) dédiés au porteur sont mis en œuvre dans le cadre de la sécurisation de transaction de paiement E-commerce.

## **b) Lecteur CAP**

- **Fourniture**

Un lecteur est attribué à chaque Utilisateur désigné lors de l'ouverture du service SOL par lecteur CAP, pour une durée indéterminée.

- **Utilisation du Lecteur CAP**

### Authentification forte

L'Utilisateur du service SOL par lecteur CAP obtient un Code de contrôle au moyen d'une carte Secur@ccès ou d'une carte bancaire et d'un lecteur d'authentification (lecteur CAP), après avoir introduit sa carte dans le lecteur et composé le code confidentiel attaché à la carte utilisée.

Ce Code de contrôle doit être immédiatement saisi par l'Utilisateur du service SOL, afin de réaliser les opérations « sensibles » dans le cadre de Direct Ecureuil ou encore les opérations de paiement ou actes de gestion effectués dans le cadre du service e-remises, lorsqu'il bénéficie de ce service, et/ou afin de réaliser un paiement en ligne par carte bancaire.

L'utilisation du Code de contrôle (à huit chiffres) est d'usage unique et aléatoire.

Ce Code de contrôle propre à l'Authentification forte (non jouable) est distinct du mot de passe qui est demandé aux usagers de Direct Ecureuil ou aux délégataires d'e-remises.

### Signature électronique

Dans le cadre du processus de Signature électronique avec l'utilisation d'un lecteur CAP, celui-ci reprend les fonctions d'authentification et de consentement de la signature auxquels est ajouté un procédé fiable de signature par Certificat « à usage unique ou à la volée », garantissant le lien entre la Signature électronique et l'acte auquel elle s'attache. Un Dossier de preuve relatif à la cette opération est alors constitué et un archivage à valeur probante est réalisé.

L'utilisation de l'Authentification forte réalisée par le service SOL, permettant la création d'un Certificat à usage unique, est assimilée, aux termes de l'article 1316-4 du Code civil, à une signature électronique laquelle "consiste en l'usage d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle se rattache".





Avant d'engager la procédure de Signature électronique, les documents à signer sont mis à la disposition du Client afin qu'il en prenne connaissance avant signature. A ce stade, le Client dispose de la possibilité de signer les documents à l'étape finale de Signature électronique ou d'abandonner la procédure de Signature électronique. Après signature, le document signé est mis à la disposition du Client via un lien de téléchargement (avec possibilité de le consulter, de l'imprimer et de l'enregistrer).

Le Client est informé et accepte que seules les données horodatées contenues dans le Dossier de preuve constituent la date de signature de l'opération.

#### • Propriété du lecteur

Le lecteur reste, en tout état de cause, la propriété de la Caisse d'Epargne.

Il est donc incessible et intransmissible à quelque titre et pour quelque cause que ce soit. L'Utilisateur et le Client ne pourront en aucune façon apporter une quelconque modification au lecteur qui aura été remis. Toute modification non autorisée du lecteur se fera sous la responsabilité du Client et entraînera la suspension immédiate du service SOL par lecteur CAP. La Caisse d'Epargne ne pourra en aucune façon voir sa responsabilité engagée à raison des éventuelles conséquences dommageables d'une telle modification.

#### • Durée – Restitution du lecteur

Le lecteur pourra être restitué à tout moment par le Client ou par l'Utilisateur mais cette restitution ne permet plus alors à l'Utilisateur d'avoir accès aux opérations accompagnées d'une sécurité renforcée. Le lecteur doit être restitué lorsqu'il est mis fin au service SOL par lecteur CAP.

Par ailleurs, la Caisse d'Epargne se réserve le droit de bloquer la validation d'opérations par le biais du lecteur, sans préavis, en cas d'utilisation frauduleuse par l'Utilisateur du lecteur d'authentification.

L'utilisation de ce lecteur étant liée à la détention d'une carte Secur@ccès ou d'une carte bancaire émise par la Caisse d'Epargne, la résiliation, l'annulation ou bien encore, la fin de validité de l'ensemble des cartes utilisées, pour quelque cause que ce soit, entraînera l'interruption immédiate et de plein droit de l'utilisation du lecteur pour les opérations de paiement effectuées au moyen de la carte.

#### • Perte ou vol du lecteur

Le Client est responsable du lecteur qui a lui été remis. En cas de perte ou de vol du lecteur, l'Utilisateur ou le Client ont l'obligation de prévenir la Caisse d'Epargne.

La Caisse d'Epargne ne saurait être tenue pour responsable vis-à-vis du Client en cas de perte ou de vol du lecteur, non plus que des conséquences liées à cette perte ou à ce vol.

#### • Responsabilité

Il est de la responsabilité de l'Utilisateur de vérifier la validité des données qu'il saisit sur le lecteur d'authentification.

### c) La carte Secur@ccès

#### • Description

La carte Secur@ccès est une carte à puce qui permet à son titulaire de sécuriser les opérations effectuées dans le cadre du service Direct Ecureuil et/ou du service e-remises, grâce à l'utilisation d'un lecteur CAP. C'est une carte délivrée par la Caisse d'Epargne et uniquement dédiée à la fonction d'Authentification forte.

La carte Secur@ccès est une option du service SOL par lecteur CAP souscrite par le Client. Deux cas de figures peuvent se présenter :

- Pour un utilisateur déjà porteur d'une carte bancaire éligible, la carte est optionnelle ;
- Pour un utilisateur non équipé d'une carte bancaire éligible, la carte Secur@ccès est obligatoire, le service ne pouvant être opérant pour une personne n'ayant pas au moins une carte opérationnelle.

#### • Titulaire de la carte

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.





La ou les carte(s) Secur@ccès sont établies au nom du titulaire du compte (entreprise cliente) et ont un numéro inscrit sur la carte. Elles indiquent aussi le nom du titulaire de la carte (représentant légal, mandataire, salarié), utilisateur de cette dernière.

## • Code confidentiel

La carte Secur@ccès a un code confidentiel qui doit être obligatoirement composé par le titulaire de la carte pour procéder à une Authentification forte et/ou à une Signature électronique avec son lecteur CAP afin de réaliser une opération « sensible » effectuée dans le cadre du service Direct Ecureuil et/ou une opération effectuée dans le cadre du service e-remises.

Ce code confidentiel est généré et mis sous pli confidentiel de manière automatique puis communiqué par la Caisse d'Epargne au titulaire de la carte et uniquement à celui-ci.

Le titulaire de la carte doit prendre toutes les mesures propres à assurer la sécurité de sa carte et du code confidentiel l'accompagnant. Il s'engage à le tenir secret et ne le communiquer à qui que ce soit. Le titulaire de la carte Secur@ccès s'interdit de la prêter ou de s'en déposséder.

## • Durée de validité et renouvellement de la carte Secur@ccès

La carte Secur@ccès comporte une durée de validité dont l'échéance est inscrite sur la carte elle-même.

La durée limitée de la validité de la carte, répondant notamment à des nécessités techniques et sécuritaires, n'a pas de conséquence sur la durée du contrat SOL par lecteur CAP.

A la date d'échéance de la carte, celle-ci fait l'objet d'un renouvellement automatique du support, sauf si SOL par lecteur CAP a été résilié dans les conditions prévues au e) ci-dessous ou si le titulaire du compte et/ou de la carte ne souhaitent plus bénéficier de la carte et la restitue à la Caisse d'Epargne.

Lorsque le titulaire du compte et/ou de la carte souhaitent mettre fin à l'utilisation de la carte, cette dernière doit être restituée à la Caisse d'Epargne. Une telle restitution ne met pas fin automatiquement au service SOL par lecteur CAP.

La résiliation du service Direct Ecureuil et/ou la fin de l'utilisation par le Client du service e-remises entraîne l'obligation pour le Client de restituer la ou les cartes délivrées dans le cadre de SOL par lecteur CAP et utilisées dans le cadre de ces services. De même, en cas de modification d'un Utilisateur du service SOL par lecteur CAP par avenant au présent contrat, ce dernier devra restituer la carte Secur@ccès qui lui aura été le cas échéant délivrée.

## • Opposition/Blocage de la carte

Dès connaissance de la perte, du vol ou d'une utilisation frauduleuse d'une carte Secur@ccès, le titulaire du compte et/ou de la carte doit effectuer immédiatement, auprès de la Caisse d'Epargne ayant délivré la carte, une déclaration à l'effet de faire procéder au blocage de la carte. Toute demande de blocage qui n'a pas fait l'objet d'une déclaration écrite doit être confirmée par lettre adressée en recommandé avec accusé de réception à la Caisse d'Epargne. En cas de contestation de cette demande de blocage, celle-ci sera réputée avoir été effectuée à la date de réception de cette lettre par la Caisse d'Epargne.

La Caisse d'Epargne ne saurait être tenue pour responsable vis-à-vis du Client des conséquences liées à la perte, au vol ou à l'utilisation frauduleuse de la carte Secur@ccès, qui n'aura fait l'objet d'une demande de blocage dans les conditions indiquées ci-dessus.

Le nombre d'essais successifs de composition du code confidentiel de la carte sur le lecteur d'authentification du code confidentiel est limité à 3 (trois), avec, le risque d'invalidation de la carte au 3ème essai infructueux. Dans ce cas, une nouvelle carte doit être commandée.

La Caisse d'Epargne a le droit de bloquer l'usage de la carte à tout moment ou de ne pas la renouveler pour des raisons objectivement motivées ayant trait à la sécurité relatives à la carte ou à la présomption d'une utilisation non autorisée ou frauduleuses de cette dernière. La décision de blocage est notifiée dans tous les cas au titulaire du compte et/ou de la carte. Dans



ce cas, la Caisse d'Epargne peut retirer la carte. Le titulaire du compte et/ou de la carte s'oblige, en conséquence, à la restituer dès la première demande.

## d) Tarification

La souscription au service SOL par lecteur CAP pourra faire l'objet, hormis en cas de souscription au service SOL dans le cadre d'une offre groupée de services Bouquet Liberté Association, d'une tarification indiquée aux Conditions et Tarifs des services bancaires de la Caisse d'Epargne disponibles en agences. Cette tarification est susceptible d'évolution.

Chacune des cartes **Secur@ccès** délivrées au Client pourra supporter une cotisation annuelle. Cette cotisation est payable d'avance à la date de délivrance de la carte puis à chaque date anniversaire de cette date.

En outre, le lecteur CAP attribué au Client pourra supporter une cotisation unique perçue en une seule fois.

Ces cotisations seront prélevées d'office sur le compte courant du client, sauf résiliation de SOL par lecteur CAP comme indiqué au e) ci-dessous.

La réédition d'une carte (hors réédition automatique en fin de vie d'une carte) ou d'un code confidentiel ou encore la fourniture d'un lecteur CAP supplémentaire peuvent donner lieu à facturation.

Le Client sera averti par la Caisse d'Epargne de ces tarifications et de leur évolution par tous moyens. Ce dernier disposera alors d'un délai de 30 jours calendaires à compter de cette information pour se manifester. A défaut, il sera considéré comme ayant définitivement approuvé la tarification s'il n'a pas, dans ledit délai, résilié le service SOL par lecteur CAP dans les conditions indiquées au 5 ci-après.

La tarification relative au service SOL par lecteur CAP, à la fourniture du lecteur CAP ou à la carte Secur@ccès, est indépendante de l'abonnement à Direct Ecureuil ou encore de la tarification relative au service e-remises.

## e) Durée – Résiliation du service SOL par lecteur CAP

En cas de souscription à SOL à l'unité, le service SOL par lecteur CAP est conclu pour une durée indéterminée. En cas de souscription à l'offre groupée de services Bouquet Liberté Association, la durée est celle indiquée ci-après dans la 4<sup>ème</sup> Partie de la présente convention : « Souscription aux offres groupées de services ».

Le service peut être résilié à tout moment par le Client par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Caisse d'Epargne qui gère le compte ou par la signature d'un document de clôture du service SOL par lecteur CAP auprès de cette dernière. Cette résiliation prend effet à compter de la date de réception de la lettre de résiliation par la Caisse d'Epargne ou à la date de signature du document de clôture.

En cas de souscription à l'offre groupée de services, la résiliation par le client ne met pas fin à l'offre groupée de services.

Le service SOL par lecteur CAP peut être résilié par la Caisse d'Epargne à tout moment. Cette résiliation prend effet le mois suivant la date d'envoi de la lettre de résiliation.

-La carte **Secur@ccès** comporte une durée de validité dont l'échéance est inscrite sur la carte elle-même. Cette durée de validité est due à des contraintes techniques et sécuritaires et n'a pas d'incidences sur la durée du contrat.

## f) Modification du service SOL par lecteur CAP

La Caisse d'Epargne se réserve le droit de modifier les modalités du service SOL par lecteur CAP, et les modalités auxquelles il donne accès par Authentification forte, après en avoir préalablement informé le Client. La modification aura lieu sans préavis si elle est rendue nécessaire, notamment, par de nouvelles obligations de nature légale, la mise en place de solutions techniques nouvelles afin de renforcer la sécurité du service.

Le Client peut modifier à sa convenance, par avenant à son contrat, les Utilisateurs du service SOL par lecteur CAP. Tout changement ou ajout d'un Utilisateur devra faire l'objet d'un avenant au présent contrat.

## g) Responsabilité liée à l'utilisation du service SOL par lecteur CAP

Les dispositifs de sécurité mis en place par la Caisse d'Epargne ne dégagent pas la responsabilité de l'Utilisateur et du Client, si différent de ce dernier, qui doivent, sous leur responsabilité, s'assurer de la protection du matériel informatique utilisé avec la solution de sécurité (par-feu et anti-virus notamment) appropriée et du maintien de ces dispositifs à jour en permanence.



L'Utilisateur doit :

- toujours vérifier que les données des opérations qu'il souhaite valider (nom, coordonnées bancaire des bénéficiaires...) n'ont pas été altérées ;
- ne jamais divulguer ses codes confidentiels (notamment le code confidentiel de sa carte et les Codes de contrôle générés) ;
- ne pas répondre à des sollicitations de tiers qui tenteraient de se faire passer pour la Caisse d'Epargne à travers des emails, loteries, prétendus dysfonctionnements ou vérifications diverses pour demander à l'Utilisateur ses identifiants, mot de passe, code confidentiel ou code généré par les nouvelles solutions de sécurité.

L'Utilisateur ne doit pas divulguer ses codes confidentiels (notamment le code confidentiel de sa carte et les Codes de contrôle générés) à un collaborateur de la Caisse d'Epargne ou à un intermédiaire qui le lui en ferait la demande.

Le Client reste responsable des opérations effectuées, avec le système de sécurisation des opérations en ligne SOL par lecteur CAP, par les Utilisateurs du service qu'il a désignés, qui sont considérés comme ses mandataires à l'effet d'effectuer les dites opérations.

## **h) Convention de preuve**

### Authentification forte par lecteur CAP

Il est convenu que les opérations effectuées avec validation d'un Code de contrôle seront réputées avoir été effectuées par l'Utilisateur du service SOL par lecteur CAP, sauf pour lui et/ou le Client à rapporter la preuve contraire.

### Signature électronique

Conformément à l'article 1316-2 du Code civil, le Client et la Caisse d'Epargne fixent les règles de preuve recevables entre eux dans le cadre de l'utilisation par le Client d'une Signature électronique.

Le Client et la Caisse d'Epargne acceptent que les éléments d'identification utilisés dans le cadre du service à savoir les Codes de contrôle et les Certificats à usage unique, qui sont utilisés dans le cadre de la Signature électronique, soient admissibles devant les tribunaux et fassent preuve des données et des éléments qu'ils contiennent ainsi que des procédés d'authentification ainsi que des signatures qu'ils expriment. Le Client et la Caisse d'Epargne acceptent que le Client manifeste son consentement en saisissant le Code de contrôle et/ou en utilisant tout autre moyen mis à sa disposition. Ces procédés sont admissibles devant les tribunaux et font la preuve des données et des éléments qu'ils matérialisent ainsi que des signatures qu'ils expriment conformément aux exigences de l'article 1316-4 du Code civil.

Il est rappelé au Client que la Signature électronique fondée sur un Certificat à usage unique fait produire ses effets juridiques à l'opération effectuée au même titre que la signature manuscrite.

Le Client et la Caisse d'Epargne acceptent que les éléments d'Horodatage, les opérations conclues et archivées et le Dossier de preuve, soient admissibles devant les tribunaux et fassent preuve des données et des éléments qu'ils contiennent.

La Caisse d'Epargne informe le Client que l'opération effectuée avec une Signature électronique est archivée dans des conditions de nature à garantir sa sécurité et son intégrité dans le temps, conformément aux exigences de l'article 1316-1 du Code civil, ce que le Client reconnaît.

Dans le cadre de la relation entre le Client et la Caisse d'Epargne, la preuve des connexions, des enregistrements informatiques et d'autres éléments d'identification sera établie autant que de besoin à l'appui des journaux de connexion tenus à jour par la Caisse d'Epargne.

Le processus de signature répond ainsi aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'écrit et de Signature électronique.

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



La charge de la preuve de la fiabilité technique du procédé de signature électronique incombe à la Caisse d'Épargne, la preuve contraire pouvant être rapportée par le Client.

## 1.1.8.2 – Conditions Générales d'Utilisation du service SOL par SMS

### DEFINITIONS

**Client** (ou titulaire du service) : personne physique ou morale ayant souscrit au service SOL par SMS (qui correspond à l'abonné désigné dans le cadre des services bancaires à distance Direct Ecureuil en cas de souscription à ce service).

**Direct Ecureuil** : service de banque à distance proposé par la Caisse d'Épargne permettant au Client, par l'intermédiaire de l'utilisateur principal ou le cas échéant d'autres usagers désignés par ce dernier, d'effectuer sur internet notamment des consultations et/ou des opérations sur son compte courant et/ou d'obtenir des renseignements ou conseils sollicités.

**WEBPROTEXION** : service de Direct Ecureuil sur Internet proposée aux mandataires judiciaires des personnes sous mesure de protection, destiné au suivi et à la gestion à distance via Internet des comptes de ces personnes ouverts à la Caisse d'Épargne.

**Utilisateur(s)** : la ou les personnes physiques, désignées lors de l'ouverture du présent contrat, ou ultérieurement, qui peuvent utiliser le service SOL par SMS. Ces personnes, en cas d'abonnement à Direct Ecureuil, sont également et nécessairement des usagers (ou délégués dans le cas de Webprotection) de ce service.

### a) Description du service de « Sécurisation des Opérations en Ligne » SOL par SMS

Le service « Sécurisation des Opérations en Ligne » est un service de renforcement de la sécurité de la Caisse d'Épargne qui permet aux clients qui y ont souscrit de réaliser certaines opérations avec une sécurité renforcée, protégées par un système d'ANR (Authentification Non Rejouable).

SOL par SMS, souscrit dans le cadre du service de banque à distance **Direct Ecureuil** sur Internet, est un moyen de sécurisation des **opérations dites « sensibles »** prévues au service Direct Ecureuil (cf. ci-dessus au 1.1.6 g) Sécurisation des opérations « sensibles » effectuées dans le cadre de Direct Ecureuil) et effectuées dans le cadre de ce dernier. Les Utilisateurs sont désignés par le Client, lors de l'ouverture du service SOL par SMS, ou postérieurement en cas de modification de ces derniers, et doivent correspondre nécessairement à des usagers habilités à effectuer des opérations « sensibles » dans le cadre du service Direct Ecureuil.

Mode de sécurisation utilisé dans le cadre du service SOL par SMS :

la Caisse d'Épargne envoie un code de contrôle par SMS vers le numéro de téléphone mobile de l'Utilisateur renseigné dans le système d'information de la Caisse d'Épargne.

Ce code de contrôle est saisi par l'Utilisateur du service SOL par SMS, afin de réaliser les opérations « sensibles », dans le cadre de Direct Ecureuil.

L'utilisation du code de contrôle est d'usage unique, aléatoire et temporairement limité dans le temps lors de la session Web.

Lorsque l'Utilisateur est désigné pour pouvoir utiliser le service SOL par SMS et SOL par lecteur CAP, le mode de sécurisation avec SOL par lecteur CAP lui est proposé en priorité.

### b) Transmission d'un code de contrôle par SMS

Il est convenu que sera utilisé, dans le cadre du service SOL par SMS, le numéro de téléphone portable de chacun des Utilisateurs du service enregistré dans les systèmes d'information de la Caisse d'Épargne. Le Client et/ou l'Utilisateur s'engagent à informer la Caisse d'Épargne en cas de changement de numéro de téléphone portable à utiliser pour le service SOL par SMS.

La Caisse d'Épargne ne peut être tenue pour responsable d'une anomalie lors de l'acheminement du SMS transmis due à :

- un dysfonctionnement du réseau employé ou des systèmes de l'Utilisateur et / ou du Client (ordinateur ou téléphone défaillant) et ce, quelle que soit la cause de l'anomalie d'acheminement,
- une erreur de manipulation du fait de l'Utilisateur (numéro de téléphone erroné, mémoire du téléphone mobile...),
- ou un fait constitutif d'un cas de force majeure (interruption du réseau...).

Caisse d'Épargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



Pour recevoir le message SMS contenant le code de contrôle, l'Utilisateur doit respecter la zone de couverture de son opérateur téléphonique.

En cas de non-respect de ces conditions, la Caisse d'Epargne ne peut être tenue responsable des incidents de réception des messages SMS.

Dans le cas de réception de messages, nous attirons l'attention du Client et de l'Utilisateur sur le fait que les informations qui circulent sur les réseaux de communication ne sont pas cryptées et que le bon acheminement, la confidentialité ou l'intégrité de ces informations ne peuvent être garantis.

Il appartient à l'Utilisateur de prendre toutes les précautions nécessaires afin que l'accès aux communications arrivant sur son téléphone portable ne puisse se faire que de manière sécurisée, notamment après saisie d'un mot de passe, afin d'éviter une consultation par des tiers non autorisés. L'Utilisateur demeure responsable :

- des paramètres du téléphone mobile utilisé,
- des précautions qui lui incombent de préserver la confidentialité des accès à son téléphone mobile.

Le Client et l'Utilisateur demeurent responsables de leur choix d'opérateur de téléphonie.

Les communications par voie électronique pouvant être porteuses de virus informatiques au travers des programmes téléchargés, il convient de choisir la/les solution(s) de protection qui semblera(ont) la/les plus appropriée(s). L'Utilisateur ou le Client s'engage à prévenir, sans délai, la Caisse d'Epargne de tout événement rendant impossible l'accès au service par SMS (notamment, changement d'opérateur, perte ou vol du téléphone mobile utilisé, changement de numéro de téléphone etc...).

En cas de défaut d'information de la Caisse d'Epargne, le Client et l'Utilisateur ne pourront présenter aucune réclamation de quelque nature que ce soit liée à cet incident.

## **c) Tarification du service « Sécurisation des Opérations en Ligne » SOL par SMS**

La souscription au service « Sécurisation des Opérations en Ligne » est gratuite ou pourra faire l'objet, hormis en cas de souscription au service SOL par SMS dans le cadre d'une offre groupée de services, d'une tarification indiquée aux Conditions et Tarifs des services bancaires de la Caisse d'Epargne disponibles en agences. Cette tarification est susceptible d'évolution.

Le Client sera averti par la Caisse d'Epargne de cette tarification et de son évolution par tous moyens. Ce dernier disposera alors d'un délai de 30 jours calendaires à compter de cette information pour se manifester. A défaut, il sera considéré comme ayant définitivement approuvé la tarification s'il n'a pas, dans ledit délai, résilié le service SOL par SMS dans les conditions indiquées au d) ci-après.

La tarification du service SOL par SMS est indépendante de l'abonnement à Direct Ecureuil

## **d) Durée - Résiliation de SOL par SMS**

En cas de souscription au service à l'unité, le service « Sécurisation des Opérations en Ligne » SOL par SMS est conclu pour une durée indéterminée. En cas de souscription à une offre groupée de services (offre groupée de services Forfait Services Association ou offre groupée de services Bouquet Liberté Association), la durée est celle indiquée ci-après dans la 4<sup>ème</sup> Partie de la présente convention : « Souscription aux offres groupées de services ».

Le service peut être résilié à tout moment par le Client par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'agence qui gère le compte ou par la signature d'un document de clôture du service SOL par SMS auprès de cette dernière. Cette résiliation prend effet à compter de la date de réception de la lettre de résiliation par la Caisse d'Epargne ou à la date de signature du document de clôture.

En cas de souscription à une offre groupée de services, la résiliation par le client ne met pas fin à l'offre groupée de services.

Le service SOL par SMS peut être résilié par la Caisse d'Epargne à tout moment. Cette résiliation prend effet le mois suivant la date d'envoi de la lettre de résiliation.

## **e) Modification du service de « Sécurisation des Opérations en Ligne » SOL par SMS**

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle « Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs », n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.





La Caisse d'Epargne se réserve le droit de modifier les modalités du service SOL par SMS, et les modalités auxquelles il donne accès par Authentification Non Rejouable, après en avoir préalablement informé le Client. La modification aura lieu sans préavis si elle est rendue nécessaire, notamment, par de nouvelles obligations de nature légale, la mise en place de solutions techniques nouvelles afin de renforcer la sécurité du service.

Le Client peut modifier à sa convenance, par avenant à son contrat, les Utilisateurs du service SOL par SMS. Tout changement ou ajout d'un Utilisateur devra faire l'objet d'un avenant au présent contrat.

## **f) Responsabilité liée à l'utilisation du service de « Sécurisation des Opérations en Ligne » SOL par SMS**

Les dispositifs de sécurité mis en place par la Caisse d'Epargne ne dégagent pas la responsabilité de l'Utilisateur et du Client, si différent de ce dernier, qui doivent, sous leur responsabilité, s'assurer de la protection du matériel informatique utilisé avec la solution de sécurité (par-feu et anti-virus notamment) appropriée et du maintien de ces dispositifs à jour en permanence.

L'Utilisateur doit :

- toujours vérifier que les données des opérations qu'il souhaite valider (nom, coordonnées bancaire des bénéficiaires...) n'ont pas été altérées ;
- ne jamais divulguer ses codes confidentiels ;
- aucun collaborateur de la Caisse d'Epargne ou d'un intermédiaire ne peut le lui demander ;
- ne pas répondre à des sollicitations de tiers qui tenteraient de se faire passer pour la Caisse d'Epargne à travers des emails, loteries, prétendus dysfonctionnements ou vérifications diverses pour demander à l'Utilisateur ses identifiants, mot de passe, code confidentiel ou code généré par les nouvelles solutions de sécurité.

Le Client reste responsable des opérations effectuées, avec un système d'authentification renforcée, par les Utilisateurs du service qu'il a désignés, qui sont considérés comme ses mandataires à l'effet d'effectuer les dites opérations.

## **g) Convention de preuve**

Il est convenu que les opérations effectuées avec validation d'un code de contrôle seront réputées avoir été effectuées par l'Utilisateur du service SOL par SMS, sauf pour lui et/ou le Client à rapporter la preuve contraire.

### **1.1.9 - Opposition sur chèquiers et cartes bancaires (sous réserve de disponibilité)**

Toute opposition devra être complétée, dans les quarante huit (48) heures, des documents sollicités à adresser à la Caisse d'Epargne.

### **1.1.10-Exécution des opérations et ordres - Information - Réclamation**

#### **a) Exécution des opérations – Révocabilité d'un ordre**

Dès validation notamment électronique, l'ordre est enregistré. Il est irrévocable.

Néanmoins, le client a la possibilité de révoquer un ordre de virement immédiat, différé ou permanent dans les conditions indiquées ci-dessus au 1.4.4 de la 2<sup>ème</sup> Partie : «Les moyens de paiement».

Les opérations sont exécutées sous réserve du solde du/des comptes de l'Abonné et de ses autres engagements. Les opérations passées dans le cadre des services bancaires à distance seront enregistrées par la Caisse d'Epargne dans le cadre des usages bancaires et financiers d'imputation,

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.





## **b) Opérations sur titres financiers**

L'Abonné est informé dès à présent du risque spéculatif attaché aux opérations sur compte-titres (achat ou vente), et s'engage à assumer les conséquences des ordres adressés à la Caisse d'Epargne. De plus, concernant les opérations sur titres financiers, il est rappelé à l'Abonné que les ordres ne pourront être acheminés qu'aux jours et heures d'ouverture des Bourses de valeurs.

Conformément aux dispositions de la convention de compte-titres, le client est informé par voie d'opéré de l'exécution de ses ordres sur titres et valeurs mobilières dès leur réalisation. Cet avis permet à l'Abonné de vérifier que son ordre a été exécuté conformément à ses instructions.

L'Abonné s'oblige donc à exercer ce contrôle dès sa réception et le cas échéant à saisir immédiatement la Caisse d'Epargne de toute anomalie ou cause de contestation. Les informations figurant sur l'avis d'opéré, non contestées dans les deux (2) jours ouvrés de leur réception, seront considérées comme approuvées.

## **c)- Délais de contestation des opérations (autres que sur titres financiers)**

Les opérations effectuées par le client par l'intermédiaire des services bancaires à distance et portées sur le relevé ou arrêté de compte qui lui est adressé, peuvent être contestées par ce dernier dans le délai et aux conditions indiquées ci-dessus au 2.2.2 de la 1<sup>ère</sup> Partie : « Le compte courant » de la présente convention.

## **d) - Déclaration de l'Abonné**

La présente disposition sur la sincérité des ordres reçus au nom de l'Abonné et de l'exactitude de leur exécution est déterminante de la sécurité et de la fiabilité des services bancaires à distance. L'Abonné déclare expressément en avoir pris connaissance, y adhérer sans réserve.

### **1.1.11 - Preuve des opérations**

**a)** La preuve des opérations effectuées via Direct Ecureuil pourra être faite par toute forme d'enregistrements résultant des moyens de communication utilisés entre l'Abonné et ses Usagers et la Caisse d'Epargne. De convention expresse, les parties reconnaissent que les enregistrements effectués par la Caisse d'Epargne, quel qu'en soit le support, feront foi sauf preuve contraire.

La preuve des opérations effectuées pourra également être rapportée par tous moyens notamment par les récapitulatifs des transactions établies par les systèmes informatiques de la Caisse d'Epargne.

De convention expresse, la Caisse d'Epargne et l'Abonné reconnaissent que les interrogations ou ordres précédés, dans le cadre des canaux de services bancaires à distance, de l'utilisation de la clé constituée du numéro d'abonné, du numéro d'usager et du code confidentiel, et, pour les habilitations accordées par l'Usager Principal et l'Usager Gestionnaire, du numéro d'abonné accompagné du ou des numéros d'usagers et du ou des codes confidentiels qui s'y rattachent, et le cas échéant de l'utilisation par un Usager d'un certificat électronique ou d'un moyen d'Authentification Non Rejouable (ANR), accompagné le cas échéant de la signature électronique des opérations, du service de Sécurisation des opérations en ligne (SOL), sont réputés émaner de lui-même ou de ses mandataires, et constituent une preuve des opérations sollicitées et/ou réalisées.

La preuve des opérations effectuées pourra également être rapportée par tous moyens notamment par les récapitulatifs des transactions établis par les systèmes informatiques de la Caisse d'Epargne.

**b)** Lorsqu'un écrit, dûment signé par l'Abonné, est une condition impérative d'exécution de l'opération envisagée, notamment pour souscrire aux produits et services offerts via les services bancaires à distance, l'Abonné s'engage expressément à respecter cette condition. A défaut, la Caisse d'Epargne sera fondée à ne pas tenir compte de l'opération demandée.

Il est néanmoins convenu entre les parties que la signature via l'utilisation du numéro d'Abonné, du numéro d'usager et du code confidentiel, ou encore avec un certificat électronique, vaut signature manuscrite.

## **1.12 - Responsabilités**

### **1.12.1 - Responsabilité de la Caisse d'Epargne**

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



La Caisse d'Epargne s'engage à tout mettre en œuvre pour assurer le bon fonctionnement de Direct Ecureuil, notamment la bonne exécution des ordres reçus et la confidentialité des informations communiquées.

D'une manière générale, la Caisse d'Epargne ne pourra être tenue pour responsable que des dommages ayant pour cause unique son propre fait.

Au cas où la responsabilité de la Caisse d'Epargne serait établie, seul le préjudice personnel, prévisible, matériel et direct de l'Abonné donnera lieu à réparation.

La Caisse d'Epargne ne saurait être tenue pour responsable :

- en cas de non respect des procédures d'utilisation des services de Direct Ecureuil,
- en cas de divulgation du ou des codes confidentiels à une tierce personne, ou encore d'utilisation du certificat électronique d'un Usager ou d'un moyen d'authentification renforcé fourni par le service de Sécurisation des Opérations en Ligne (SOL) par une tierce personne,
- lorsque les informations communiquées lors de votre adhésion ou lors de l'utilisation de Direct Ecureuil s'avèrent inexactes ou incomplètes,
- en cas d'interruption des prestations pour des raisons résultant de la force majeure, du cas fortuit ou du fait d'un tiers.

La Caisse d'Epargne n'est pas responsable du transport des données, de la qualité et de la disponibilité des réseaux de télécommunications, ni des interruptions pour les interventions de maintenance, par suite de cas fortuits ou de force majeure et, en particulier, celles qui se produisent suite à un mauvais fonctionnement du matériel du client ou du réseau de télécommunications.

La Caisse d'Epargne n'est pas responsable des conséquences résultant d'un défaut de sécurité (matériel ou logiciel, antivirus) du terminal de connexion (ordinateur, terminal mobile...) utilisé par le client n'ayant pas détecté, notamment, l'intrusion d'un virus informatique.

La Caisse d'Epargne dégage sa responsabilité des difficultés associées au contrat passé entre le client et son fournisseur d'accès. De même, la responsabilité de la Caisse d'Epargne ne saurait être engagée en raison des conséquences directes et indirectes liées aux mesures, quelles qu'elles soient, notamment gel des avoirs, qu'elle pourrait être amenée à prendre dans le cadre des obligations mises à sa charge par les pouvoirs publics, en particulier au titre de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. A ce titre, la Caisse d'Epargne ne saurait être tenue pour responsable des retards d'exécution.

La Caisse d'Epargne se réserve le droit de bloquer le service Direct Ecureuil, pour des raisons objectivement motivées liées à la sécurité du service, à la présomption d'une utilisation non autorisée ou frauduleuse du service ou au risque sensiblement accru ou avéré que l'Abonné soit dans l'incapacité de s'acquitter de son obligation de paiement. Dans ces cas, la Caisse d'Epargne informe l'Abonné, par tous moyens, du blocage et des raisons de ce blocage, si possible avant que le service ne soit bloqué ou immédiatement après sauf si cette information est impossible pour des raisons de sécurité ou interdite par une législation communautaire ou nationale. La Caisse d'Epargne débloque le service dès lors que les raisons du blocage n'existent plus. La Caisse d'Epargne met en place les moyens appropriés permettant à l'Abonné de demander à tout moment le déblocage du service.

## 1.12.2 - Responsabilité de l'Abonné

L'Abonné s'engage notamment au respect des conditions d'utilisation du service, et particulièrement au respect des instructions liées à la sécurité du service.

Le client est tenu de sécuriser son ordinateur, sa tablette ou son téléphone mobile, au moyen de solutions de sécurité de son choix (verrouillage du téléphone, logiciel anti-virus et anti-espion, pare-feu ...) et de maintenir ces dispositifs à jour en permanence.

Le client est ainsi invité à prendre connaissance des mesures à mettre en œuvre afin de sécuriser ses connexions Internet en consultant la page « Sécurité » disponible sur le site de la Caisse d'Epargne [www.caisse-epargne.fr](http://www.caisse-epargne.fr).

### a) Responsabilité de l'Abonné quant aux opérations effectuées par ses mandataires

L'Usager Principal, s'il n'est pas l'Abonné lui-même, ainsi que l'Usager Gestionnaire, sont considérés comme expressément mandaté par l'Abonné à l'effet d'utiliser le service et de gérer les habilitations comme indiqué à l'article 1.4.1 ci-dessus.

L'Abonné reste responsable des opérations effectuées par l'Usager Principal, par les Usagers Secondaires (dont l'Usager Gestionnaire s'il y a). Ces personnes sont considérées comme mandataires de l'Abonné quant à l'utilisation du service.

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle « Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs », n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGE – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



L'Abonné reste tenu des conséquences relatives à la conservation et à la préservation de la confidentialité des codes dédiés au service, par lui-même et par les Usagers du service.

La délivrance d'un numéro d'utilisateur et d'un code confidentiel par l'Usager Principal et pas l'Usager Gestionnaire à un ou à plusieurs Usagers Secondaires, comme indiqué à l'article 1.1.4.1 ci-dessus, est ainsi de la responsabilité de l'Abonné. Toute personne qui fera l'utilisation du numéro d'abonné, d'un numéro d'utilisateur et/ou d'un code confidentiel relatifs à une habilitation, sera réputée autorisée par l'Abonné et toutes opérations seront considérées faites par l'Abonné.

L'Abonné est seul responsable vis-à-vis de la Caisse d'Epargne du choix des personnes habilitées (Usager Principal et Usagers Secondaires) et des opérations passées par ces dernières, notamment en cas de fraude ou d'abus de confiance. La Caisse d'Epargne n'est tenue à cet égard à aucun contrôle ou vigilance particulière, et n'est pas tenue des conséquences financières qui résulteraient d'une mauvaise utilisation ou délivrance des codes susvisés.

## **b) Changement d'Usager Principal**

Le changement d'Usager Principal, notamment en cas de révocation du mandat accordé par l'Abonné à l'Usager Principal, devra faire l'objet d'une modification des Conditions particulières de la présente convention, mentionnant l'Usager Principal nouvellement désigné pour utiliser le service. Il sera alors délivré à ce dernier un numéro d'utilisateur et un code confidentiel utilisables dans les mêmes conditions qu'indiqué à l'article 1.1.4.1 ci-dessus.

Il appartient à l'Abonné d'en informer l'Usager Principal initial et les autres Usagers s'il y a lieu.

L'Abonné reste tenu des opérations effectuées, antérieurement à la modification des Conditions Particulières, par l'Usager Principal initial et/ou par la ou les personne(s) habilitée(s) par ce dernier s'il y a lieu.

### **1.12.3 – Responsabilité en cas d'opérations non autorisées suite à opposition**

L'Abonné supportera les opérations non autorisées, consécutives à la perte, au vol, détournement ou utilisation frauduleuse du code confidentiel personnel utilisé par les Usagers, ou du certificat électronique utilisé le cas échéant par ces derniers, et effectuées avant l'opposition (cf. article 1.1.5.1 ci-dessus) ou avant publication par l'Autorité de certification de la révocation du certificat électronique effectuée par l'Abonné (cf. article 1.1.7 ci-dessus).

A compter de l'opposition susvisée et/ou de la publication par l'Autorité de certification de la révocation du certificat électronique, il est convenu que l'Abonné ne supporte aucune conséquence financière résultant des opérations non autorisées.

Les opérations de virement effectuées à l'aide du certificat électronique d'un Usager, avant publication par l'Autorité de certification, sont présumées émaner de ce dernier.

L'Abonné supporte toutes les pertes occasionnées par des opérations non autorisées si ces pertes résultent d'un agissement frauduleux de sa part, ou de la part de ses mandataires, ou s'il n'a pas satisfait, lui-même ou ses mandataires, intentionnellement ou en cas de négligence grave, aux obligations mentionnées au 1.1.5.1 et 1.1.7 ci-dessus.

## **1.13- Recommandations importantes**

Dans le souci de protéger la confidentialité des données bancaires du client, la Caisse d'Epargne en particulier dans le cadre des règles d'usage d'internet, invite l'Abonné à prendre toute disposition utile, notamment en effaçant, dès la fin de sa consultation, les traces de sa navigation et en interdisant l'accès aux tiers non autorisés dans l'hypothèse de leur téléchargement vers un logiciel de gestion.

De façon générale, la Caisse d'Epargne rappelle à l'Abonné qu'il lui appartient de protéger les données et/ou les logiciels stockés ou chargés, et/ou l'équipement informatique utilisé, de la contamination par des virus ou de tentatives d'intrusion, quelles qu'elles soient.

## **1.14 - Durée - Résiliation – Suspension des services bancaires à distance**

**1.14.1 En cas de souscription par le client à une offre groupée de services** (offre groupée de services Forfait Services Association ou offre groupée de services Bouquet Liberté Association)



La durée et les conditions de résiliation des services bancaires à distance du service Direct Ecureuil sont celles indiquées ci-après dans la 4<sup>ème</sup> Partie de la présente convention : « Souscription à une offre groupée de services ».

## **1.14.2 – En cas d'utilisation du service Direct Ecureuil à l'unité**

L'accès aux services bancaires à distance du service Direct Ecureuil est ouvert pour une durée indéterminée.

Chacune des parties peut y mettre fin, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou directement auprès de l'agence Caisse d'Epargne, à tout moment, sans avoir à indiquer ni justifier du motif.

Lorsqu'elle est effectuée par l'Abonné, la résiliation prend effet dans le mois suivant la réception de la lettre recommandée par la Caisse d'Epargne ou la date de résiliation effectuée directement auprès de l'agence Caisse d'Epargne.

La résiliation par la Caisse d'Epargne doit respecter un préavis d'un (1) mois.

Sauf indication contraire de l'Abonné, la résiliation de l'une des prestations optionnelles de Direct Ecureuil éventuellement choisie aux Conditions Particulières, n'entraîne la résiliation que de cette seule prestation, le service Direct Ecureuil continuant de produire ses effets entre les parties.

**1.14.3** - Tout ordre donné avant la date effective de résiliation est exécuté aux conditions et dates convenues.

L'accès est interrompu lors de la clôture du compte.

## **1.14.4 - Possibilité de suspension par la Caisse d'Epargne**

La Caisse d'Epargne se réserve la faculté de suspendre l'exécution de tout ou partie des services bancaires à distance sans aucun préavis, ni formalité, en cas d'utilisation non conforme aux Conditions Générales de la présente convention des services bancaires à distance, notamment en cas de non paiement de l'abonnement.

## **1.15 - Tarification**

### **1.15.1 - Coût de l'abonnement**

#### **– En cas de souscription du client à une offre groupée de services**

Le coût de l'abonnement au service Direct Ecureuil est intégré dans la facturation relative aux offres groupées de services. Cette facturation s'effectue dans les conditions indiquées ci-après au 1 « Tarification des offres groupées de services » de la 5<sup>ème</sup> Partie « Tarification des services bancaires » de la présente convention.

#### **– Coût de l'abonnement aux services bancaires à distance utilisés à l'unité**

Le coût de l'abonnement aux services bancaires à distance, selon les options choisies par l'Abonné aux Conditions Particulières de la convention, est précisé dans les Conditions et Tarifs des services bancaires applicables à la clientèle de la Caisse d'Epargne. Le coût de l'abonnement est susceptible d'être modifié dans les conditions indiquées ci-après au 2 « Tarification des produits et services à l'unité » de la 5<sup>ème</sup> Partie « Tarification des services bancaires » de la présente convention.

### **1.15.2 - Tarification des opérations effectuées**

Par ailleurs, l'Abonné reconnaît avoir été informé que les services et/ou opérations sollicités et/ou effectués, notamment par l'intermédiaire des services bancaires à distance, peuvent donner lieu à tarification conformément aux « Conditions et Tarifs des principales opérations et services bancaires applicables à la clientèle des professionnels et associations de proximité de la Caisse d'Epargne » dont l'Abonné reconnaît avoir pris connaissance et qui sont notamment disponibles et affichés dans les agences de la Caisse d'Epargne.

Cette tarification est susceptible d'être modifiée. Le client en est informé dans les conditions indiquées ci-après au 2 « Tarification des produits et services à l'unité » de la 5<sup>ème</sup> Partie « Tarification des services bancaires » de la présente convention.

### **1.15.3 - Coût des communications à la charge de l'Abonné**

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle « Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs », n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGE – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



Le coût des communications téléphoniques et les frais divers qui sont directement facturés à l'Abonné notamment par les exploitants des réseaux de télécommunications sont à la charge de l'Abonné.

## 1.16 - Modifications des conditions générales

La Caisse d'Epargne se réserve le droit d'apporter des modifications aux dispositions des conditions générales des services bancaires à distance. Elle peut notamment modifier, diversifier à tout moment, voire suspendre en totalité ou en partie, les caractéristiques et les prestations des services bancaires à distance, la nature des informations, les types d'opérations, en raison de l'évolution des services bancaires à distance ou par suite des évolutions technologiques. Le client sera informé de ces modifications et sera considéré comme les ayant acceptés dans les conditions prévues à la 6<sup>ème</sup> Partie de la présente convention «Les modifications des Conditions Générales».

## 1.17 - Divers

Les services bancaires à distance sont soumis aux droits privatifs de la Caisse d'Epargne et aucune autre utilisation que celle expressément autorisée par la présente convention, notamment la reproduction ou la représentation, totale ou partielle, ne peut être faite.

## 1.2 – ALERTECUREUIL PRO

### 1.2.1 -Description du service AlertEcureuil Pro

AlertEcureuil Pro est un service d'émission de messages en provenance de la Caisse d'Epargne destiné à des associations et autres organismes sans but lucratif titulaires d'un compte courant et/ou d'un compte-titres ouverts à la Caisse d'Epargne. Les messages concernant ces comptes sont dirigés soit vers un numéro de téléphone portable, soit vers une ou des adresse(s) électronique(s). L'association ou autre organisme sans but lucratif (ci-après dénommé « Client ») communique le numéro de téléphone portable ou la (les) adresse(s) électronique(s) concerné(s), ainsi que le nom des destinataires des messages d'alerte, et sélectionne le compte à surveiller.

### 1.2.2 -Détermination des critères et paramètres d'envoi des messages

La souscription, la résiliation du service AlertEcureuil Pro ainsi que toute modification relative au canal de réception des alertes (changement de canal et/ou changement de numéro de téléphone ou d'adresse électronique, modification de destinataire des messages d'alerte) s'effectuent aux Conditions Particulières du présent service et, en cas de modification, par avenant à ces dernières.

Le Client définit les critères d'envoi de messages aux Conditions Particulières du service : type d'alertes, compte support, seuils déclencheurs d'alerte ou fréquence des envois..... Il est ainsi informé des événements intervenant sur le compte concerné en fonction des paramètres disponibles et sélectionnés.

Lorsque le Client a par ailleurs souscrit au service Direct Ecureuil sur Internet, l'Usager Principal, désigné dans le cadre du service Direct Ecureuil, a la possibilité, par l'intermédiaire du service Direct Ecureuil sur Internet, d'activer ou désactiver les alertes et d'en modifier les paramètres (comptes support, périodicité, montant des seuils...). Par contre, l'Usager Principal ne peut pas modifier via Direct Ecureuil sur internet le canal de réception des alertes, le numéro de téléphone portable ou l'adresse de messagerie électronique ainsi que les destinataires des messages d'alerte.

### 1.2.3 - Description des fonctionnalités

Le service AlertEcureuil Pro permet au Client de recevoir des messages d'information (alertes) concernant le solde du compte courant désigné et d'être alerté lorsque le compte ou les opérations passées au débit ou au crédit du compte franchissent un seuil déterminé aux Conditions Particulières. Le Client peut aussi faire le choix d'être informé par message de la valeur de son compte-titres.

Le compte support de chaque type d'alerte est renseigné aux Conditions Particulières du service. Une alerte ne peut concerner qu'un seul compte.





Le Client peut demander à recevoir les messages suivants :

- **Alerte sur Solde + encours cartes « CB »**  
*Le client est informé par une alerte de la position du compte courant et de l'encours de paiement de ses cartes « CB » en débit différé porté au compte, selon une périodicité choisie aux Conditions Particulières du service.*
- **Alerte sur Solde Ascendant :**  
*L'envoi d'une alerte est déclenché lorsque le solde du compte courant passe au-dessus du seuil qui a été défini aux Conditions Particulières du service.*
- **Alerte sur Solde Descendant :**  
*L'envoi d'une alerte est déclenché lorsque le solde du compte courant passe en-dessous du seuil qui a été défini en Conditions Particulières du service.*
- **Alerte Seuil Encours Carte(s) « CB » :**  
*L'envoi d'une alerte est déclenché lorsque est atteint, sur le compte courant, le montant maximum de paiement, indiqué en Conditions Particulières du service, pour l'ensemble des cartes « CB » en débit différé rattachées au compte.*
- **Alerte Opération Créditrice**  
*Le Client indique aux Conditions particulières du service un montant d'opération au crédit pour le compte courant surveillé. L'envoi d'une alerte est déclenché lorsqu'une opération au crédit se présentant sur le compte atteint le montant indiqué par le Client.*
- **Alerte Opération Débitrice**  
*Le Client indique un montant d'opération au débit pour le compte courant surveillé. L'envoi d'une alerte est déclenché lorsqu'une opération au débit se présentant sur le compte atteint le montant indiqué par le Client.*
- **Alerte Valorisation compte-titres**  
*Selon la périodicité indiquée aux Conditions Particulières du service, un message de la Caisse d'Epargne indique au Client la valeur de son compte-titres.*

## 1.2.4 - Informations communiquées

Les relevés d'écriture, les confirmations écrites d'opérations ou enregistrements établis par la Caisse d'Epargne (relevés de comptes) continuent à faire seuls foi entre les parties des transactions effectuées jusqu'à preuve contraire. Les messages acheminés au travers du service AlertEcureuil Pro n'ont qu'un objet purement informatif et ne se substituent pas à ces modes de communication.

## 1.2.5 -Transmission des informations

La Caisse d'Epargne ne peut être tenue pour responsable d'une anomalie lors de l'acheminement des messages transmis due à :

- un dysfonctionnement du réseau employé ou des systèmes concernés (ordinateur ou téléphone défaillant) et ce, quelle que soit la cause de l'anomalie d'acheminement ;
- une erreur de manipulation // d'un destinataire des messages désigné // (numéro de téléphone ou adresse de messagerie erronée, mémoire du téléphone portable ou de la messagerie saturée ...) ;
- un fait constitutif d'un cas de force majeure, du cas fortuit ou du fait d'un tiers (interruption du réseau...).

Pour recevoir les messages par SMS au numéro de téléphone portable indiqué aux Conditions Particulières du service, le destinataire des messages devra respecter la zone de couverture de son opérateur téléphonique. En cas de non-respect de ces conditions, la Caisse d'Epargne ne peut être tenue pour responsable des incidents de réception des messages.

Le Client assume les conséquences et reste responsable :

- du choix d'opérateur de téléphonie et des paramétrages du téléphone portable découlant de l'indication d'un numéro de téléphone portable ;
- des paramétrages de la messagerie désignée ;

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.





- des précautions lui incombant afin de préserver la confidentialité des accès à la messagerie électronique ou au téléphone portable concerné.

Les communications par voie électronique pouvant être porteuses de virus informatiques au travers des programmes téléchargés, il convient de choisir la/les solution(s) de protection qui semblera (ont) la/les plus appropriée(s).

Le Client et/ou le destinataire des messages adressés sur téléphone portable, s'engagent à prévenir, sans délai, la Caisse d'Epargne de tout événement rendant impossible l'accès au service (notamment, changement d'opérateur, perte ou vol du téléphone portable, changement de numéro de téléphone, etc...). De même, le Client s'engage à prévenir, sans délai, la Caisse d'Epargne en cas d'événement rendant impossible l'accès à la messagerie (changement d'adresse électronique...).

Ce type d'événement, de même que les interruptions du service qui ne sont pas imputables au Client, donneront lieu à une réduction du montant de l'abonnement dû (ou à un report de facturation), proportionnelle à la durée de ladite interruption. En cas de défaut d'information de la Caisse d'Epargne, le Client ne pourra présenter aucune réclamation de quelque nature que ce soit liée à cet incident et, notamment, celle relative à une demande de report de facturation.

L'information préalable au rejet d'un chèque ne peut s'effectuer que selon les modalités précisées aux conditions particulières de la présente convention de compte courant. L'adhésion à AlertEcuireuil Pro ne modifie pas le choix opéré à cette occasion.

## 1.2.6 - Confidentialité des informations

Dans le cas de réception de messages, la Caisse d'Epargne attire l'attention du Client sur le fait que les informations qui circulent sur les réseaux de communication ne sont pas cryptées et que le bon acheminement, la confidentialité ou l'intégrité de ces informations ne peuvent être garantis. En conséquence, les messages d'alertes adressés par la Caisse d'Epargne ne comporteront que les quatre derniers chiffres du numéro de compte support de l'alerte.

Il appartient au Client et au destinataire des messages, de prendre toutes les précautions nécessaires afin que l'accès aux communications arrivant sur le numéro de téléphone portable désigné aux Conditions Particulières, ne puisse se faire que de manière sécurisée, notamment après saisie d'un mot de passe, afin d'éviter une consultation par des tiers non autorisés. Le Client devra s'assurer, dans les mêmes conditions, de la sécurité de l'accès à la messagerie électronique, notamment par les personnes qu'il aura autorisées.

Si le Client n'est pas directement destinataire des messages, il fait en sorte que ces mesures de sécurité soient respectées par la ou les personnes ayant accès aux messages (utilisateurs du numéro de téléphone portable ou personnes ayant accès à la messagerie électronique). La Caisse d'Epargne ne saurait être responsable sur ce point.

En tout état de cause, le Client demeure seul responsable du choix du numéro de téléphone portable ou de la (des) adresse(s) électronique(s), ainsi que du choix des destinataires des messages d'alerte, indiqués aux Conditions Particulières des présentes.

Il est convenu que le Client délègue la Caisse d'Epargne du respect du secret professionnel quant à l'envoi des messages convenus au numéro de téléphone portable et/ou à l'adresse de messagerie désignés, ce à l'égard des personnes auxquelles le Client aura permis l'accès aux informations, notamment les personnes destinataires des messages d'alerte, ou, le cas échéant, toute personne non autorisée par lui. En conséquence, il renonce sur ce point à engager la responsabilité de la Caisse d'Epargne quant aux conséquences directes ou indirectes que pourrait avoir la communication des informations dans les conditions prévues au contrat.

## 1.2.7 - Tarification du service

La facturation du service est réalisée sur une base mensuelle (prélèvement mensuel sur le compte désigné aux Conditions Particulières du service) qui donne accès à un forfait de messages adressés au numéro de téléphone portable indiqué. Cette facturation du service n'est pas effectuée en cas de souscription du Client à l'offre groupée de services Bouquet Liberté Association. Au-delà de ce forfait de messages, chaque message est facturé en sus, même dans le cadre de l'offre groupée de services Bouquet Liberté Association. Par contre, le nombre de messages adressés à l'adresse électronique est illimité.

La facturation est indiquée aux Conditions et tarifs des principaux services de la Caisse d'Epargne applicables aux associations. Elle est susceptible d'évolution. Le Client en est informé par tous moyens : relevé de compte, courrier... L'absence de contestation du Client pendant le délai de 30 jours à compter de cette information et/ou la poursuite des relations contractuelles postérieurement à la date de prise d'effet des nouvelles conditions tarifaires vaudra acceptation de sa part de ces nouvelles conditions.

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



## 1.2.8 - Durée – Résiliation du service

En cas de souscription au service AlertEcoreuil Pro à l'unité, le contrat prend effet à sa date de signature pour une durée indéterminée.

En cas de souscription du Client à l'offre groupée de services Bouquet Liberté Association, la durée est celle indiquée ci-après dans la 4<sup>ème</sup> Partie de la présente convention : « Souscription aux offres groupées de services ».

La résiliation du service AlertEcoreuil Pro peut intervenir à tout moment et prend effet le mois suivant la date de réception de la demande de résiliation du Client ou de l'envoi par la Caisse d'Epargne de la lettre annonçant la résiliation du service, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception. Le Client, s'il n'est pas directement destinataire des messages, informe les personnes y ayant accès.

En cas de souscription à l'offre groupée de services Bouquet Liberté Association, la résiliation par le Client ne met pas fin à l'offre groupée de services.

## 1.2.9 - Modification du service par la Caisse d'Epargne

La Caisse d'Epargne se réserve le droit de modifier les modalités, autres que tarifaires, du service après en avoir préalablement informé le Client par tous moyens : relevés de compte, lettre circulaire... Le Client disposera alors d'un délai d'un mois à compter de l'envoi de cette information pour se manifester. A défaut, le Client sera définitivement considéré comme ayant approuvé les modifications, sauf résiliation du service dans les conditions indiquées ci-dessus.

La modification aura lieu sans préavis si elle est rendue nécessaire par de nouvelles obligations de nature légale ou par la mise en place de solutions techniques nouvelles afin de renforcer la sécurité du service.

La Caisse d'Epargne se réserve le droit de résilier le service en cas de non-paiement de la facture mensuelle.

## 2- LES ASSURANCES MOYENS DE PAIEMENT

Les développements qui suivent regroupent les principales dispositions des contrats collectifs n°MD50029 (Garantie perte/vol en cas de souscription à l'offre groupée de services Forfait Services Association et à l'offre groupée de services Bouquet Liberté Association) et n° MD50019 (Garantie perte/vol souscrite à l'unité) dont communication intégrale peut être demandée à tout moment et sans frais.

L'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), est l'autorité chargée du contrôle des sociétés d'assurance et de la Caisse d'Epargne, située 61 rue Taitbout 75436 PARIS Cedex 09.

### 2.1 - Dictionnaire

#### a) Définitions relatives aux personnes

##### Adhérent/Assuré

Vous, client de la Caisse d'Epargne, exerçant une activité sous forme d'association ou organisme à but non lucratif, titulaire du compte courant auquel est liée une carte ou plusieurs cartes Caisse d'Epargne définies ci-après et/ou un chéquier, qui a adhéré au contrat collectif souscrit auprès de BPCE Assurances par la Caisse d'Epargne gestionnaire de votre compte courant.

##### Assureur

Nous,

##### BPCE Assurances

Entreprise régie par le Code des Assurances

Société anonyme au capital de 61.996.212 Euros

R.C.S. Paris B 350 663 860 – Siège social : 88 avenue de France 75641 Paris Cedex 13.

##### Souscripteur

BPCE

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



# CAISSE D'EPARGNE

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance  
au capital de 155 742 320 euros  
immatriculée au RCS de Paris sous le numéro B 493 455 042  
Siège social : 50 avenue Pierre Mendès-France 75201 Paris Cedex 13,  
agissant pour le compte des Caisses d'Epargne.

## **b) Définitions relatives au fonctionnement du contrat**

### **Année d'assurance**

Période de 12 mois consécutifs démarrant à compter de la date de prise d'effet de l'adhésion pour les contrats souscrits à l'unité.  
En cas de souscription par le client à une offre groupée de services, l'année d'assurance est l'année civile.

### **Cartes garanties**

Les Cartes bancaires attachées au compte courant, en cours de validité, et émises par les Caisses d'Epargne.

### **Compte garanti**

Le compte courant ouvert à la Caisse d'Epargne, auquel sont associés une ou plusieurs cartes et/ou un chéquier.

### **Opérations frauduleuses**

Tout débit frauduleux, constaté sur le compte garanti, consécutif au vol ou à la perte

- de la carte ou des cartes garanties,
- de formules de chèques vierges,

et occasionné avant opposition par un tiers de façon répréhensible au regard du Code Pénal.

Les débits frauduleux, constatés sur le compte avant opposition, consécutifs au vol ou à la perte de la carte garantie, ne sont pas couverts s'ils ont été effectués par un membre de la famille, conjoint ou concubin du titulaire de la carte.

ATTENTION : Le titulaire de la carte et/ou du compte, ainsi que le titulaire du chéquier, doivent faire opposition par tous moyens auprès de la Caisse d'Epargne qui a délivré la carte ou le chéquier dès qu'il s'aperçoit du vol ou de la perte de ceux-ci.

En cas de vol, le titulaire doit le déclarer aux autorités de police ou consulaires, le récépissé de la déclaration devant être remis à l'agence tenant le compte.

## **2.2 – Garanties accordées**

### **a) Assurance perte/vol de la carte**

#### **Ce qui est garanti**

En cas de perte ou de vol d'une carte garantie, l'assureur s'engage à indemniser l'assuré des pertes occasionnées par les opérations frauduleuses effectuées avant opposition.

L'indemnité est limitée au montant restant à la charge de l'Assuré avec un maximum de :

- 1 350 euros par sinistre,
- 1 600 euros par année d'assurance.

Est considéré comme un seul et même sinistre, la série d'opérations frauduleuses commises à la suite du vol ou de la perte déclarée.

Le point de départ de la garantie correspond au jour d'enregistrement de l'opposition par la Caisse d'Epargne ou par le Centre d'appel Carte Bleue ou Carte Premier, avec mention obligatoire du numéro de la carte perdue ou volée. En cas de contestation sur la date d'opposition, celle-ci sera réputée avoir été effectuée à la date de réception de la déposition écrite.

#### **Ce qui est exclu**

**Outre les exclusions communes visées au § 2.3 ci-dessous, sont exclues les opérations de paiement par cartes rejetées sur la banque présentatrice pour non respect des règles en vigueur par le commerçant bénéficiaire du paiement, ainsi que les conséquences d'utilisation frauduleuses :**

- commises avant la remise de la carte garantie à son titulaire,
- commises après la date d'opposition auprès des émetteurs concernés,
- commises après la date d'effet de la résiliation du contrat carte,
- commises après la clôture du compte garanti et après la date d'expiration de validité de la carte,

---

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



- causées par un membre de la famille du titulaire de la carte, son conjoint ou concubin.

## b) Assurance perte/vol des formules de chèques vierges

L'assurance bénéficie au titulaire d'un ou plusieurs chèquiers émis par la Caisse d'Epargne. L'assuré n'a pas l'obligation de détenir une carte bancaire.

### Ce qui est garanti

La garantie a pour objet de rembourser à l'assuré le montant des opérations frauduleuses effectuées avant opposition par un tiers sur le compte garanti, à l'aide de formules de chèques vierges perdues ou volées, après réception par l'assuré soit par pli postal soit par remise à ce dernier à l'agence de la Caisse d'Epargne.

Ce remboursement est limité au montant réel du préjudice subi par l'assuré plafonné à **3 100 euros** par sinistre et année d'assurance, quel que soit le nombre d'opérations frauduleuses effectuées.

**IMPORTANT :** L'opposition doit être faite dès que le titulaire du chéquier constate le vol ou la perte, avec toutefois un délai maximum de 6 jours après l'envoi du premier relevé de compte comportant au débit une ou plusieurs opérations frauduleuses. En cas de non respect de ce délai, le sinistre ne sera pas pris en charge.

### Ce qui est exclu

Outre les exclusions communes visées au § 2.3 ci-dessous, sont exclues les conséquences d'utilisations frauduleuses :

- commises avant la remise du chéquier à son titulaire, ou avant sa réception par ce dernier,
- commises après la date d'opposition auprès des émetteurs concernés,
- commises après la date d'effet de la résiliation de l'assurance ou après la clôture du compte garanti,
- causées par un membre de la famille, conjoint ou concubin du mandataire sur le compte,
- consécutive à une perte ou un vol de formules de chèque en cas de non restitution du chéquier après demande de la Caisse d'Epargne (en cas d'interdiction bancaire ou de clôture du compte garanti).

## 2.3. – Exclusions communes à toutes les garanties.

Sont exclues les conséquences :

- d'une faute intentionnelle ou dolosive commise par l'assuré, par le mandataire sur le compte, et par le titulaire de la carte, un membre de la famille, le conjoint ou concubin de ce dernier,
- de la guerre civile ou étrangère et, lorsque l'assuré, le mandataire sur le compte ou le titulaire de la carte y participent activement, des émeutes, grèves, mouvements populaires, attentats, actes criminels, sauf tentative de sauver des personnes,
- de la désintégration du noyau atomique.

## 2.4. – Etendue territoriale

Le contrat garantit les sinistres survenant dans le monde entier.

## 2.5 – Les sinistres

### a) Les obligations de l'assuré

L'assuré doit effectuer sa déclaration de sinistre auprès du Centre d'Appels au **0 969 36 45 45** (Appel non surtaxé), du lundi au vendredi, de 9 H à 18 H, et la formaliser ensuite auprès de son agence dans les meilleurs délais.

L'assuré peut également se rendre directement à son agence afin d'y effectuer sa déclaration.

Sous peine de déchéance de tout droit à indemnité (sauf cas fortuit ou de force majeure), l'assuré doit déclarer tout sinistre relevant de l'Assurance Perte/Vol dès qu'il en a connaissance.

Rappel : Pour la mise en jeu des garanties, il devra faire opposition dans les meilleurs délais, dans les conditions et avec les moyens qui lui sont indiqués dans le contrat qui le lie à la Caisse d'Epargne émettrice.

### b) Les obligations de la Caisse d'Epargne

La Caisse d'Epargne transmettra l'imprimé de déclaration de sinistre, en joignant toutes les pièces justificatives indiquées à l'organe central du réseau des caisses d'épargne (BPCE) pour la Garantie Perte/Vol.



La BPCE aura 30 jours calendaires pour instruire les dossiers reçus complets de la part de la Caisse d'Epargne émettrice.

## c) L'examen des réclamations

En cas de difficultés, l'assuré devra d'abord consulter la Caisse d'Epargne gestionnaire de son compte. En cas de réponse insatisfaisante, il pourra adresser sa réclamation à BPCE Assurances. Si le désaccord persistait après la réponse apportée par BPCE Assurances, l'assuré pourra demander l'avis du médiateur. Les conditions d'accès à ce médiateur lui seront communiquées sur simple demande auprès de BPCE Assurances.

## 2.6 – La vie du contrat

### a) La prise d'effet

Sous réserve du complet paiement de la première cotisation, le contrat prend effet :

**. En cas de souscription par le client à l'offre groupée de services Forfait Services Association ou à l'offre groupée de services Bouquet Liberté Association :** à compter de la date de souscription.

**. Pour les contrats souscrits à l'unité :**

- à compter de la date de signature de la demande d'adhésion lorsque celle-ci est souscrite directement dans les locaux de la Caisse d'Epargne ;
- le lendemain de la date d'envoi de la demande d'adhésion, le cachet de la Poste faisant foi, lorsque l'assuré envoie celle-ci par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- le lendemain de la date de réception de la demande d'adhésion, le tampon courrier de la banque faisant foi, lorsque l'assuré envoie celle-ci par lettre simple ou la dépose dans la boîte aux lettres de la Caisse d'Epargne.

**En cas de rejet de prélèvements, le contrat sera annulé de plein droit sans autre avis, les garanties n'ayant jamais été acquises à l'assuré.**

### b) La durée

**. En cas de souscription par le client à l'offre groupée de services Forfait Services Association ou à l'offre groupée de services Bouquet Liberté Association :**

En cas de souscription par le client en cours d'année civile, la première période de garantie s'étend de la date de prise d'effet de la souscription jusqu'au 31 décembre de l'année en cours. Le contrat est ensuite reconduit automatiquement d'année civile en année civile sauf dénonciation du contrat collectif ou résiliation de la souscription aux offres groupées de services, comme indiqué ci-après.

**. En cas de souscription à l'unité :**

Le contrat est souscrit pour une année à partir de sa date d'effet. Il est ensuite renouvelé par tacite reconduction, d'année en année, sauf résiliation dans les conditions prévues ci-après.

### c) La résiliation

- Par vous, l'adhérent :
  - Par l'envoi d'une lettre recommandée (le cachet de la poste faisant foi) ou par une déclaration verbale contre récépissé à l'agence Caisse d'Epargne, à tout moment et sans préavis, la résiliation devenant effective à la prochaine échéance.
  - Résiliation de votre souscription aux offres groupées de services (cf. ci-après 4<sup>ème</sup> Partie : « Souscription aux offres groupées de services au 2).
- Par nous, l'assureur :  
Par lettre recommandée (le cachet de la poste faisant foi), adressée au dernier domicile connu de l'assuré dans le cas de :

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



- non paiement des cotisations à leurs échéances : l'assureur pourra alors suspendre la garantie 30 jours après l'envoi d'une mise en demeure, par lettre recommandée simple, adressée au dernier domicile connu de l'assuré puis résilier le contrat 10 jours après l'expiration du délai de 30 jours prévu ci-dessus.

Les garanties cesseront de plein droit et sans aucune notification en cas de :

- clôture du compte garanti,
- résiliation de la souscription aux offres groupées de services,
- non renouvellement de la carte garantie et/ou du chéquier,
- retrait à BPCE Assurances de son agrément administratif.

#### d) La cotisation

**. En cas de souscription par le client à l'offre groupée de services Forfait Services Association ou à l'offre groupée de services Bouquet Liberté Association :**

La cotisation ainsi que les taxes sur le contrat d'assurances sont intégrées dans la facturation relative aux offres groupées de services. Elles sont prélevées mensuellement sur le compte de l'adhérent (cf. ci-après au 1 de la 5<sup>ème</sup> partie « La tarification des services bancaires »).

Cette cotisation annuelle est précisée dans le document " Conditions et Tarifs des principales opérations et services bancaires applicables à la clientèle des professionnels et associations de proximité de la Caisse d'Epargne. Elle est également affichée dans les locaux de la Caisse d'Epargne qui gère le compte courant.

#### **. Pour les contrats souscrits à l'unité**

La cotisation ainsi que les taxes sur le contrat d'assurances seront prélevées à la souscription, par BPCE Assurances, et chaque année d'avance sur le compte courant de l'adhérent.

La cotisation est précisée dans le document " Conditions et Tarifs des principales opérations et services bancaires applicables à la clientèle des professionnels et associations de proximité de la Caisse d'Epargne. Elle est également affichée dans les locaux de la Caisse d'Epargne qui gère le compte courant.

La cotisation est susceptible d'être modifiée. Le client en sera informé par la Caisse d'Epargne par relevé de compte, lettre circulaire etc.... Il pourra alors résilier son contrat d'assurance dans un délai de 30 jours à compter de la date à laquelle il aura été informé. A défaut de résiliation, l'assuré sera considéré comme ayant définitivement accepté l'augmentation tarifaire.

## 3 – PROTECTION ET ASSISTANCE JURIDIQUE ASSOCIATIS

### *Conditions générales d'assurances*

Les développements qui suivent regroupent les principales dispositions des contrats collectifs n° 4 924 100 (garantie en cas de souscription à l'offre groupée de services Bouquet Liberté Association) et n° 4 924 101 (garantie en cas de souscription à l'unité) souscrits par BPCE Assurances auprès de DAS.

#### DEFINITIONS

**Assuré :** pour la prestation "prévention et information juridiques"  
vous, l'organisme sans but lucratif, adhérent au présent contrat.

pour les prestations "défense amiable et défense judiciaire"

- vous, le président, le co-président, le trésorier ou le secrétaire de l'organisme souscripteur dans l'exercice de vos fonctions.

**Peuvent adhérer au présent contrat** les associations et autres organismes à but non lucratif à l'exception :

- des organismes gérant un régime de protection sociale à adhésion obligatoire,
- des organismes mutualistes,
- des organismes professionnels,
- des coopératives,

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.





- de toutes entreprises individuelles et sociétés à caractère commercial, artisanal, agricole ou exerçant une activité libérale.

**Sinistre :** le sinistre est constitué par le refus qui a été opposé à l'assuré ou qu'il a formulé à l'occasion d'un litige. Le refus peut résulter de la manifestation concrète d'un désaccord ou du silence persistant, de la part du tiers sollicité ou de l'assuré.

**Litige :** Tout refus opposé à une réclamation AMIABLE ou JUDICIAIRE faite PAR ou CONTRE vous :

- dont vous ignorez le caractère conflictuel lors de l'adhésion au présent contrat,
- déclarée pendant la période de validité de votre l'adhésion,
- et vous opposant à une personne étrangère au contrat.

## **Assureur : Nous**

**DAS Assurances Mutuelles** – Société d'Assurance Mutuelle à cotisations fixes – RCS LE MANS 775 652 142

**DAS** – Société anonyme au capital de 60 660 096 € - RCS LE MANS 442 935 227

Sièges sociaux : 34 Place de la République 72045 LE MANS Cedex 2.

Les sociétés d'assurances sont soumises à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), 61 rue Taitbout 75436 Paris Cedex 09.

## **Souscripteur :**

BPCE Assurances, Entreprise régie par le Code des Assurances, Société Anonyme au capital de 61.996.212 euros, inscrit au R.C.S. Paris B 350 663 860, siège social 88 avenue de France 75641 Paris Cedex 13.

## **3.1 – Objet de l'assurance**

### **a) Les prestations fournies**

- La PREVENTION et INFORMATION JURIDIQUE : en prévention de tout sinistre, nous vous informons sur vos droits et sur les mesures nécessaires à la sauvegarde de vos intérêts.

Le service d'assistance juridique est accessible par téléphone du lundi au samedi (hors jours fériés ou chômés) au numéro **02 43 39 35 82**.

- La DEFENSE AMIABLE DES INTERETS : en présence d'un sinistre garanti, nous effectuons les démarches amiables nécessaires auprès de la partie adverse afin d'obtenir une solution négociée au mieux de vos intérêts.

- La DEFENSE JUDICIAIRE DES INTERETS : en l'absence de solution amiable, sous les simples réserves que le litige ne soit pas prescrit et qu'il repose sur des bases juridiques certaines, nous prenons en charge les frais engendrés par toute action en justice visant :

- à la reconnaissance de droits,
- à la restitution de biens,
- à l'obtention d'indemnités pour réparation d'un préjudice.

- L'EXECUTION ET LE SUIVI : nous mettons en œuvre tous les moyens nécessaires à l'application de l'accord amiable ou de la décision judiciaire obtenue et prenons en charge les frais découlant des procédures d'exécution.

### **b) Les frais pris en charge par l'assureur**

En recours comme en défense, nous prenons en charge le paiement des frais, dépens et honoraires nécessaires à toute action en justice.

**Ne sont jamais pris en charge :**

- les condamnations en principal et intérêts,
- les amendes pénales ou civile et pénalités de retard,
- les dommages-intérêts et autres indemnités compensatrices,
- les frais engagés à votre seule initiative pour l'obtention de constats d'huissiers, d'expertises amiables ou de toute autre pièce justificative à titre de preuve nécessaire à la constitution du dossier, sauf s'il sont justifiés par l'urgence,
- les frais résultant de la rédaction d'actes.

## **3.2 – Domaines d'intervention**

### **a) Garantie offerte au président**

Caisse d'Épargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



Lorsque vous êtes mis en cause à titre personnel en qualité de président ou de co-président de l'organisme souscripteur, nous vous donnons les moyens :

- d'exercer un recours devant les tribunaux judiciaires notamment lorsque vous faites l'objet d'une atteinte aux droits fondamentaux de la personne par voie médiatique ou par tous autres moyens,
- d'assurer votre défense lorsque vous faites l'objet de poursuites civiles ou pénales y compris pour homicide ou blessures involontaires pour des faits commis dans l'exercice de vos fonctions.

## **b) garanties offertes au trésorier et au secrétaire**

Nous assurons votre défense lorsque vous êtes mis en cause à titre personnel dans le cadre de vos fonctions au bénéfice de l'organisme souscripteur devant les tribunaux répressifs.

## **3.3 - Territorialité**

Notre garantie vous est acquise pour tout sinistre qui survient dans l'un des pays énumérés ci-dessous chaque fois qu'il relève de la compétence de l'une des juridictions de ce pays :

Etats membres de l'UNION EUROPEENNE, ANDORRE, LIECHTENSTEIN, NORVEGE, PRINCIPALITE DE MONACO, SAINT MARIN, SUISSE et VATICAN.

## **3.4 – Limites de la garantie**

**En recours, nous intervenons pour les sinistres dont l'intérêt financier dépasse 200 euros**

**Lorsque vous êtes en défense nous intervenons quelque soit l'intérêt financier en jeu.**

**Nous intervenons dans la limite d'un plafond de dépenses de 20 000 euros par litige.**

## **3.5 - Exclusions**

**Sont toujours exclus les sinistres :**

- relatifs aux poursuites pénales exercées contre vous devant les Cours d'Assises sauf en cas d'homicide ou blessures involontaires,
- provoqués intentionnellement par vous ou avec votre complicité ainsi que ceux résultant de votre participation à un crime, délit intentionnel, ou rixe sauf cas de légitime défense (Article L 113-1 du Code des Assurances),
- résultant de la guerre étrangère, de la guerre civile, d'émeutes, de mouvements populaires, d'actes de terrorisme ou de sabotage commis dans le cadre d'actions concertées (il nous appartient alors de prouver que le sinistre résulte de l'un de ces faits) (Article L 121-8 du Code des Assurances).

**Ainsi que ceux relatifs :**

- à l'expression d'opinions politiques ou syndicales, aux conflits individuels et collectifs du travail,
- au mode de fonctionnement de l'organe délibérant de l'organisme souscripteur (tenue des assemblées, vote, élection...),
- à la matière fiscale,
- à la matière douanière,
- au droit des brevets,
- à la caution,
- à l'activité salariée.
- Pour les associations de défense sont exclus les questions et sinistres relevant de leurs activités statutaires.
- Pour les comités d'entreprise sont exclus les questions et litiges relatifs à l'expression des intérêts collectifs des salariés.

## **3.6 – Déclaration de sinistre**

**a) Vous devez déclarer à l'assureur, la DAS, par écrit, tout litige susceptible d'ouvrir droit à la garantie dès que vous en avez connaissance et au plus tard dans un délai de 30 jours suivant le refus qui vous a été opposé ou que vous avez formulé sauf cas fortuit ou de force majeure.**

Le refus peut résulter de la manifestation concrète d'un désaccord ou d'un silence persistant de la part du tiers sollicité ou de votre part.

**Vous ne pouvez plus bénéficier de nos prestations si vous ne respectez pas ce délai et si ce non respect nous cause un préjudice.**

**b) Vous êtes tenus de nous communiquer toutes pièces et tous éléments de preuves nécessaires à la conduite du dossier.**  
A défaut, nous serions déchargés de toute obligation de garantie.

**c) Après examen, nous vous conseillons sur la suite à réserver au litige déclaré et mettons en œuvre les actions utiles à sa résolution.**

Caisse d'Épargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



Si vous engagez des frais sans nous avoir consulté au préalable, ces frais seront pris en charge dans nos limites contractuelles dès lors que vous pourrez justifier d'une urgence à les avoir exposés.

### 3.7 – Choix de l'avocat

Lorsqu'il est fait appel à un avocat ou à toute personne qualifiée par la législation ou la réglementation en vigueur pour défendre, représenter ou servir vos intérêts, vous avez la liberté de le choisir.

Vous pouvez également, si vous n'avez pas connaissance d'un avocat susceptible d'intervenir dans la défense de vos intérêts, choisir l'avocat dont nous vous aurons - sur votre demande écrite – communiqué les coordonnées.

Nous vous indemnisons des frais et honoraires de votre défenseur TVA comprise sur présentation d'une facture détaillée, dans la limite des montants prévus dans le document "PLAFOND DE PRISE EN CHARGE DES HONORAIRES DU MANDATAIRE" actualisé annuellement au 1<sup>er</sup> janvier.

Lorsqu'une juridiction est saisie, vous assurez la direction du procès, conseillé par votre avocat.

### 3.8 – Conflit d'intérêt

En cas de conflit d'intérêt, entre nous, ou de désaccord quant au règlement du litige, vous conservez la possibilité de choisir votre défenseur (Article L 127-3 du Code des Assurances) et de recourir à l'arbitrage (Article L 127-4 du Code des Assurances).

### 3.9 – Recours à l'arbitrage

En cas de désaccord entre nous sur les mesures à prendre pour régler le litige, il est fait appel à l'appréciation d'une tierce personne désignée d'un commun accord ou à défaut par le Président du Tribunal de Grande Instance statuant en référé.

Les frais exposés pour la mise en œuvre de cette faculté sont à notre charge : toutefois, le Président du Tribunal de Grande Instance peut en décider autrement si vous avez mis en œuvre cette faculté dans les conditions abusives.

Vous avez la faculté de demander la mise en œuvre de cette procédure d'arbitrage par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si vous engagez ou poursuivez à vos frais, contre notre avis, la procédure et obtenez une solution plus favorable que celle qui vous avait été proposée, nous vous indemnisons dans la limite de notre garantie, des frais exposés pour l'exercice de cette action (Article L. 127-4 du Code des Assurances).

### 3.10 – Paiement des indemnités

Nous vous versons les indemnités obtenues à votre profit dans le délai d'un mois à compter du jour où nous les avons nous-mêmes reçues.

### 3.11 - Subrogation

Conformément à l'article L.121-12 du Code des assurances, **DAS Assurance Mutuelles** est subrogée dans les droits de l'assuré contre le tiers responsable, à concurrence des prestations et indemnités versées, que la responsabilité du tiers soit entière ou partagée. Dès le paiement de l'indemnité, vos droits et actions nous sont transmis, c'est-à-dire que nous agissons à votre place et pouvons intenter un recours (une demande de remboursement), contre le(s) tiers responsable(s) du sinistre ou des dommages. Cette subrogation est limitée au montant de l'indemnité que nous vous avons versée.

Si la subrogation ne peut plus s'opérer de votre fait alors qu'elle aurait pu être exercée, nous sommes déchargés de toute obligation à votre rencontre.

Toutefois, les sommes obtenues en remboursement des frais et honoraires exposés pour le règlement du litige vous bénéficient par priorité pour les dépenses restées à votre charge et que vous pouvez justifier. Subsidairement, elles nous reviennent dans la limite du montant que nous avons engagé.

### 3.12 - Prescription

Conformément à l'article L.114-1 du Code des assurances, toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance. Toutefois, ce délai ne court :

Caisse d'Épargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



1° En cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;

2° En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

Conformément à l'article L.114-2 du Code des assurances, la prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription, c'est-à-dire par une citation en justice, un commandement, une saisie, un acte d'exécution forcée ou par la reconnaissance de la part de l'assureur d'un droit à garantie.

La prescription peut également être interrompue par une cause d'interruption de prescription propre au droit des assurances c'est à dire par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre, l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

### 3.13 – Prise d'effet et durée

**a) En cas de souscription à l'offre groupée de services Bouquet Liberté Association** : l'adhésion prend effet à la date de souscription à l'offre groupée de services.

En cas de souscription à l'offre groupée de services en cours d'année civile, la première période de garantie s'étend de la date de prise d'effet de la souscription jusqu'au 31 décembre de l'année en cours. Le contrat est ensuite reconduit automatiquement d'année civile en année civile sauf dénonciation du contrat collectif, ou résiliation de la souscription à l'offre groupée de services Bouquet Liberté Association.

**b) Lorsque la garantie est souscrite à l'unité :**

L'adhésion prend effet à la date de souscription pour une durée d'un an sous réserve du paiement de la cotisation correspondante.

A l'échéance, elle se renouvelle par tacite reconduction, sauf résiliation par vous ou par nous, deux mois au moins avant la date d'échéance (cf. ci-après article 3.16 au b ).

### 3.14 – Cotisations

**a) En cas de souscription à l'offre groupée de services Bouquet Liberté Association**

La cotisation ainsi que les taxes sur le contrat d'assurance sont intégrées dans la facturation relative à l'offre groupée de services Bouquet Liberté Association. Elles sont prélevées sur votre compte par la Caisse d'Epargne.

**b) En cas de souscription de la garantie à l'unité**

Votre cotisation ainsi que les taxes sur le contrat d'assurance sont prélevées d'avance et mensuellement sur votre compte par la Caisse d'Epargne.

**Le non paiement de la cotisation entraîne la résiliation de votre adhésion 40 jours après l'envoi par l'assureur d'une lettre de résiliation.**

**c) La cotisation annuelle, susceptible d'évolution, est précisée dans le document « Conditions et Tarifs des principales opérations et services bancaires applicables à la clientèle des professionnels et associations de proximité de la Caisse d'Epargne ». Elle est également affichée dans les locaux de la Caisse d'Epargne qui gère le compte courant.**

### 3.15 - Indexation

Le seuil d'intervention, le plafond de dépenses par sinistre et le plafond de remboursement des honoraires du mandataire sont indexés chaque année sur l'indice mensuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages – France métropolitaine « prestations administratives et privées diverses », publié par l'INSEE sous l'identifiant 063913300.

La modification est proportionnelle à la variation constatée entre l'indice de souscription et l'indice d'échéance.

Pour chaque année civile, il est fait référence à l'indice du mois d'août de l'année précédente.

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle « Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs », n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



Si l'indice n'était pas publié dans les 4 mois suivant la publication de l'indice précédent, il serait remplacé par un indice établi dans les plus brefs délais par un expert désigné par le Tribunal de Grande Instance de PARIS, à notre requête et frais.

### 3.16 – Résiliation de l'adhésion

#### a) En cas de souscription à l'offre groupée de services Bouquet Liberté Association

Votre adhésion est résiliée :

- Automatiquement en cas de résiliation de votre souscription à l'offre groupée de service Bouquet Liberté Association ou clôture de votre compte courant,
- Si le contrat collectif souscrit par BPCE Assurances auprès de la DAS est dénoncé, l'adhésion prenant fin le 31 décembre de l'année en cours.

#### b) En cas de souscription de la garantie à l'unité :

Vous pouvez résilier votre adhésion :

- Soit par lettre recommandée adressée à votre agence Caisse d'Epargne
- Soit par déclaration contre récépissé à votre agence Caisse d'Epargne.

Nous pouvons résilier votre adhésion par lettre recommandée à votre dernier domicile connu. Le délai de résiliation court à compter de la date figurant sur le cachet de la poste.

L'adhésion peut être résiliée avant sa date d'expiration normale, dans les cas suivants :

**A) par vous et par nous**, à chaque échéance annuelle moyennant un préavis de 2 mois au moins (Article L. 113-12 du Code des Assurances).

**B) par vous**, en cas de diminution du risque si nous refusons de réduire la cotisation en conséquence (Article L. 113-4 du Code des Assurances).

**C) par nous**

- en cas de non paiement des cotisations (Article L. 113-3 du Code des Assurances),
- en cas de réticence, fausse déclaration, d'inexactitude ou d'omission dans la déclaration du risque lors de l'adhésion ou en cours d'adhésion,

(Articles L. 113-8 et L.113-9 du Code des Assurances),

- en cas d'aggravation du risque (Article L. 113-4 du Code des Assurances),
- après sinistre, étant entendu que vous avez le droit de résilier les autres contrats souscrits auprès de nous.

**D) de plein droit**

- en cas de retrait total de notre agrément (Article L. 326-12 du Code des Assurances),
- en cas de clôture de votre compte courant,
- en cas de résiliation du contrat collectif souscrit par BPCE Assurances auprès de la DAS, votre adhésion cessant à l'échéance annuelle qui suit la date de résiliation du contrat collectif,
- en cas de résiliation de l'adhésion entre deux échéances, nous vous remboursons (sauf résiliation pour non paiement de la cotisation) la part de cotisation correspondant à la période restant à courir (Article L. 113-3 du Code des Assurances).

### 3.17 – Examen des réclamations

En cas de difficultés dans l'application des dispositions du présent contrat, vous pouvez adresser un courrier à notre Service Qualité de **D.A.S. - 34, Place de la République - 72045 LE MANS CEDEX 2**.

Il s'engage à vous répondre dans les 20 jours qui suivront la réception de votre correspondance. Si la réponse du Service Qualité ne vous donne pas satisfaction, vous pouvez solliciter l'avis du médiateur. Il est extérieur à notre Société. Informez-nous de votre souhait, nous lui ferons parvenir votre dossier.

## Quatrième partie :

### Souscription aux offres groupées de services

Le client a le choix entre :

- Une souscription à l'offre groupée de services Forfait Services Association ou à l'offre groupée de services Bouquet Liberté Association moyennant un paiement global.

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.





Les services concernés sont précisés aux Conditions Particulières des présentes.

- Une souscription, à l'unité, à tout ou partie des services associés au compte courant, moyennant un paiement séparé.

## 1 – DESCRIPTION

Chaque offre groupée de services (offre groupée de services Forfait Services Association et offre groupée de services Bouquet Liberté Association) souscrit par le client, forme un ensemble indissociable de produits et services qui ne peuvent pas être dénoncés séparément par l'une ou l'autre des parties, sauf à mettre un terme à la totalité des services concernés.

La suppression de la rémunération du solde créditeur du compte, la résiliation du service AlertEcureuil Pro, qui accompagne l'offre groupée de services Bouquet Liberté Association, et la résiliation du service Sécurisation des Opérations en Ligne (SOL) peuvent être néanmoins demandés par le client, dans les conditions prévues pour ces derniers dans la présente convention. Le client continue alors à bénéficier de l'offre groupée de services.

Par une telle souscription, le client acquiert le droit d'utiliser un ensemble de produits et services essentiels, rattachés au compte courant, moyennant une cotisation annuelle prélevée mensuellement sur son compte courant (voir infra 5<sup>ème</sup> Partie au 1 : « Tarification des offres groupées de services »).

Une liste de ces services essentiels est mentionnée aux Conditions Particulières de la présente convention à la rubrique « Souscription aux offres groupées de services ».

Le client garde cependant la possibilité de souscrire à un ou plusieurs de ces services, de façon séparée, moyennant une tarification qui se fait alors service par service, ou produit par produit (cf. au 3 ci-après de la présente Partie).

## 2 – DUREE ET DENONCIATION

. La souscription par le client à une offre groupée de services (offre groupée de services Forfait Services Association ou offre groupée de services Bouquet Liberté Association) prend effet à compter de la signature des Conditions Particulières de la présente convention, jusqu'au 31 décembre suivant.

L'offre groupée de services est reconduite automatiquement d'année en année, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, sauf décision d'y mettre fin, par le client ou par la Caisse d'Epargne, par lettre recommandée avec accusé de réception, un mois avant l'échéance du 31 décembre de chaque année.

. La Caisse d'Epargne se réserve en outre la possibilité de mettre fin à tout moment et de plein droit à l'utilisation de l'offre groupée de services, un mois après l'envoi d'une mise en demeure restée sans effet, en cas de manquement par le client à l'une quelconque de ses obligations contractuelles, notamment en cas de non paiement de sa cotisation. Dans ce cas, le client reste redevable du prorata de la cotisation annuelle calculée jusqu'à la date d'effet de la résiliation.

## 3 – UTILISATION PAR LE CLIENT DE PRODUITS ET SERVICES A L'UNITE

Le client garde la possibilité de demander, à tout moment et sans pénalités, à la Caisse d'Epargne d'utiliser, moyennant une facturation à l'unité, tout ou partie des différents produits et services composant l'offre groupée de services Forfait Services Association ou l'offre groupée de services Bouquet Liberté Association. L'utilisation à l'unité prend alors effet le dernier jour du mois civil en cours.

Les conditions contractuelles des produits et services utilisés à l'unité, notamment de facturation, seront celles mentionnées aux conditions générales et particulières de chacun des produits et services ainsi qu'à la 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> Partie de la présente convention. Les conditions de durée s'appliqueront à compter de la date d'utilisation des services à l'unité sauf aménagement contractuel particulier.

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle « Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs », n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGE – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.





Le client devra néanmoins procéder à une nouvelle souscription pour l'assurance Moyens de paiement et l'assurance Protection et Assistance juridique Associatis, qui prendront effet à la date de souscription. Les conditions générales relatives à ces services, mentionnées dans la présente convention, demeureront applicables, sauf dispositions particulières.

## 4 – CAS SPECIFIQUE DU COMPTE COURANT

Le compte courant est ouvert pour une durée indéterminée et peut être clôturé à tout moment dans les conditions mentionnées ci-dessus au 4 de la 1<sup>ère</sup> Partie « La clôture du compte courant ».

La dénonciation du compte courant met fin automatiquement, à compter de sa date d'effet, à l'utilisation par le client de l'offre groupée de services dont il bénéficie.

En cas de dénonciation du compte courant par le client, ce dernier reste redevable du prorata de la cotisation annuelle de l'offre groupée de services calculée jusqu'à la date d'effet de la dénonciation du compte courant. Ce montant sera imputé sur le solde du compte du client.

La dénonciation de l'offre groupée de services, par le client comme par la Caisse d'Epargne, n'a pas d'effet sur le compte courant qui continue à fonctionner sans les services attachés. Elle n'entraîne pas la clôture du compte.

## *Cinquième partie :*

### *La tarification des services bancaires*

## 1 – TARIFICATION DES OFFRES GROUPÉES DE SERVICES

**1.1** - La souscription à une offre groupée de services par le client donne lieu à la perception d'une cotisation annuelle. La cotisation est prélevée mensuellement à l'avance, en début de mois civil, sur le compte courant.

Lors de la première souscription, la facturation d'une offre groupée de services s'effectue prorata temporis du jour de la souscription jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, moyennant un prélèvement mensuel sur le compte courant.

Le premier prélèvement, pour le mois civil à échoir, s'effectue le 1<sup>er</sup> jour du mois civil suivant celui de la souscription.

La tarification relative à l'offre groupée de services Forfait Services Association et à l'offre groupée de services Bouquet Liberté Association sont précisées dans le document « Conditions et Tarifs des principales opérations et services bancaires applicables à la clientèle des professionnels et associations de proximité de la Caisse d'Epargne ». Ces informations sont également affichées dans les agences de la Caisse d'Epargne qui gère le compte courant du client.

Cette tarification est susceptible d'évoluer. Le nouveau tarif en vigueur s'appliquera dès publication de celui-ci, chaque année. La Caisse d'Epargne informera le client de l'évolution du tarif par relevés de compte, lettre circulaire..., deux mois avant sa prise d'effet. Dans ce cas, l'absence de dénonciation par le client d'une offre groupée de services, comme indiqué ci-dessus à la 4<sup>ème</sup> Partie « Souscription aux offres groupées de services » au 2, vaudra acceptation par ce dernier du nouveau tarif. Dans le cas où le client n'accepte pas la modification de tarif, il peut résilier le service par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Caisse d'Epargne, sous réserve du respect d'un préavis d'un mois avant l'échéance du 31 décembre de l'année concernée.

La souscription par le client à une offre groupée de services n'exclut pas la possibilité pour ce dernier de souscrire à d'autres produits ou services proposés par la Caisse d'Epargne, ce, moyennant une tarification à l'unité.

### **1.2 – Intérêts, commissions et frais prélevés sur le compte courant**

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle « Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs », n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



D'une manière générale, les intérêts, commissions et frais ne sont pas compris dans la cotisation annuelle des offres groupées de services, sauf indication expresse aux Conditions Particulières de la présente convention à la rubrique « Souscription aux offres groupées de services ». Seule la commission de tenue de compte, pour l'offre groupée de services Forfait Services Association et l'offre groupée de services Bouquet Liberté Association, et le seuil de perception d'agios pour l'offre groupée de services Bouquet Liberté Association (cf. 1<sup>ère</sup> Partie « Le compte courant » au 2.8) sont compris dans le prix de l'offre groupée de services.

Il en est ainsi notamment des intérêts, commissions et frais relatifs à l'octroi d'un concours par la Caisse d'Epargne (ex : commission d'escompte, commission de confirmation ou d'engagement pour un découvert ou un prêt, commission du plus fort découvert...). Ces intérêts, commissions et frais sont applicables au compte courant comme indiqué ci-dessus au 2.5 de la 1<sup>ère</sup> Partie « Le compte courant ».

## 2 – TARIFICATION DES PRODUITS ET SERVICES A L'UNITE

Les opérations et services, faisant l'objet d'une perception à l'unité par la Caisse d'Epargne, d'intérêts, commissions et frais divers, sont précisés dans le document « Conditions et Tarifs des principales opérations et services bancaires applicables à la clientèle des professionnels et associations de proximité de la Caisse d'Epargne » remis au client lors de l'adhésion à la présente convention.

Ce document indique les taux d'intérêt, le montant des commissions et frais perçus par la Caisse d'Epargne au titre de ces opérations et services.

Ces conditions et tarifs, facturés à l'unité, sont susceptibles d'évolution. Le client sera informé de leurs modifications, et sera considéré comme les ayant acceptées, selon les modalités prévues par les dispositions propres à chaque service de la présente convention ou selon celles prévues dans les contrats qui lui sont rattachés.

A défaut de dispositions spécifiques prévues, la Caisse d'Epargne informera le client de cette évolution par relevés de compte, lettre circulaire.... Le client disposera alors d'un délai de trente (30) jours calendaires à compter de cette information pour se manifester. A défaut, le client sera considéré comme ayant définitivement approuvé la modification s'il n'a pas, dans ledit délai, résilié le service ou le contrat concerné par la modification, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Caisse d'Epargne, ou clôturé son compte dans les conditions notamment de préavis indiquées ci-dessus au 3 de la 1<sup>ère</sup> Partie de la présente convention : « Le compte courant ».

Ces informations sont également tenues à la disposition du client aux guichets de la Caisse d'Epargne et ce dernier peut se faire communiquer à tout moment leur évolution.

## *Sixième partie :*

### ***Les modifications des Conditions Générales***

**1** - Les dispositions des présentes Conditions Générales peuvent évoluer en raison de mesures législatives ou réglementaires ; en ce cas, les modifications prennent effet à la date d'entrée en vigueur des mesures concernées, sans préavis ni information préalable.

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle « Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs », n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGE – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



Par ailleurs, la Caisse d'Epargne pourra apporter des modifications, même substantielles, aux dispositions des présentes Conditions Générales. Le client sera informé de ces modifications, et sera considéré comme les ayant acceptées, dans les conditions prévues par les dispositions propres à chaque service de la présente convention.

A défaut de dispositions spécifiques prévues dans les présentes Conditions Générales, la Caisse d'Epargne informera le client de ces modifications par relevés de compte, lettre circulaire.... Il est convenu que le client dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de cette information pour se manifester. A défaut, le client sera considéré comme ayant définitivement approuvé la modification s'il n'a pas, dans ledit délai, résilié le service ou le contrat concerné par la modification, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Caisse d'Epargne, ou clôturé son compte dans les conditions notamment de préavis indiquées ci-dessus au 3 de la 1<sup>ère</sup> Partie «Le compte courant » de la présente convention.

**2 -** Par ailleurs, au cas où ces modifications impliquent un choix du client, la Caisse d'Epargne pourra proposer au client un choix d'options et un choix par défaut. Le client dispose alors d'un délai d'un mois à compter de cette proposition pour manifester son accord, résilier son contrat ou clôturer son compte courant dans les conditions indiquées dans la présente convention. A défaut, le client sera considéré comme ayant définitivement accepté le choix d'option proposé par défaut par la Caisse d'Epargne.

## ***Septième partie :***

### ***Règlement des litiges***

#### **- ELECTION DE DOMICILE – DROIT APPLICABLE**

Pour l'exécution de la présente convention, il est fait élection de domicile, par la Caisse d'Epargne en son siège social, par le client à son adresse ou au siège social mentionné aux Conditions Particulières.

La présente convention est soumise au droit français.

La langue utilisée tant dans les relations précontractuelles que contractuelles est le français.

La présente convention conservera ses pleins et entiers effets quelles que soient les modifications que pourra subir la structure et la personnalité juridique de la Caisse d'Epargne, notamment en cas de fusion, absorption ou scission, qu'il y ait ou non création d'une personne morale nouvelle.

## ***Huitième partie :***

### ***Garantie des dépôts***

En application des articles L. 312-4 à L. 312-16 du Code monétaire et financier, les dépôts espèces et autres fonds remboursables sont couverts par le mécanisme de garantie géré par le Fonds de garantie des dépôts et de Résolution institué par les pouvoirs publics, dans les conditions et selon les modalités définies par les textes en vigueur.

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



Conformément à l'article L 312-15 du Code monétaire et financier et à l'article 14 de l'arrêté du 27 octobre 2015 relatif à la mise en œuvre de la garantie des dépôts, la Caisse d'épargne peut être amenée à transmettre, à la demande expresse du Fonds de garantie des dépôts et de résolution, dans le cadre de la préparation ou de l'exécution de sa mission, des informations nominatives ou chiffrées concernant le client.

Un dépliant explicitant ce mécanisme de garantie est disponible sur le site internet de la Caisse d'Epargne [www.caisse-epargne.fr](http://www.caisse-epargne.fr), du Fonds de Garantie des dépôts et de résolution, ou sur demande auprès de la Caisse d'Epargne ou du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution, 65 rue de la Victoire, 75009 PARIS.

Par ailleurs, le formulaire ci-après présente une information sur la garantie de vos dépôts. Ce formulaire fait partie des nouvelles obligations d'information qui sont demandées aux établissements bancaires afin de mieux informer les clients sur la protection de leurs comptes (Arrêté du 27 octobre 2015 relatif à l'information des déposants sur la garantie des dépôts).

## FORMULAIRE TYPE CONCERNANT LES INFORMATIONS À FOURNIR AUX DÉPOSANTS

INFORMATIONS GENERALES SUR LA PROTECTION DES DEPOTS	
La protection des dépôts effectués auprès de votre Caisse d'Epargne est assurée par :	Fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR)
Plafond de la protection	100 000 € par déposant et par établissement de crédit (1)
Si vous avez plusieurs comptes dans le même établissement de crédit :	Tous vos dépôts enregistrés sur vos comptes ouverts dans le même établissement de crédit entrant dans le champ de la garantie sont additionnés pour déterminer le montant éligible à la garantie ; le montant de l'indemnisation est plafonné à 100 000 € (ou devise) (1)
Si vous détenez un compte joint avec une ou plusieurs autres personnes :	Le plafond de 100 000 € s'applique à chaque déposant séparément. Le solde du compte joint est réparti entre ses cotitulaires ; la part de chacun est additionnée avec ses avoirs propres pour le calcul du plafond de garantie qui s'applique à lui (2).
Autres cas particuliers	Voir note (2)
Délai d'indemnisation en cas de défaillance de l'établissement de crédit :	sept jours ouvrables (3)
Monnaie de l'indemnisation :	Euro
Correspondant :	Fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR) 65 rue de la Victoire - 75009 Paris Tél : 01 58 18 38 08 Courriel : <a href="mailto:contact@garantiedesdepots.fr">contact@garantiedesdepots.fr</a>
Pour en savoir plus :	Reportez-vous au site internet du FGDR : <a href="http://www.garantiedesdepots.fr">http://www.garantiedesdepots.fr</a>
Accusé de réception par le déposant : (5)	Le : .../.../...

Informations complémentaires :

(1) Limite générale de la protection :

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



Si un dépôt est indisponible parce qu'un établissement de crédit n'est pas en mesure d'honorer ses obligations financières, les déposants sont indemnisés par un système de garantie des dépôts. L'indemnité est plafonnée à 100.000 € par personne et par établissement de crédit. Cela signifie que tous les comptes créditeurs auprès d'un même établissement de crédit sont additionnés afin de déterminer le montant éligible à la garantie (sous réserve de l'application des dispositions légales ou contractuelles relatives à la compensation avec ses comptes débiteurs). Le plafond d'indemnisation est appliqué à ce total. Les dépôts et les personnes éligibles à cette garantie sont mentionnés à l'article L312-4-1 du code monétaire et financier (pour toute précision sur ce point, voir le site internet du fonds de garantie des dépôts et de résolution).

Par exemple, si un client détient un compte d'épargne éligible (Hors Livret A, Livret de Développement Durable et Livret d'Epargne Populaire) dont le solde est de 90 000 € et un compte courant dont le solde est de 20 000 €, l'indemnisation sera plafonnée à 100 000 €.

Cette méthode s'applique également lorsqu'un établissement de crédit opère sous plusieurs marques commerciales. Cela signifie que l'ensemble des dépôts d'une même personne acceptés sous ces marques commerciales bénéficie d'une indemnisation maximale de 100.000 €.

## (2) Principaux cas particuliers :

Les comptes joints sont répartis entre les cotitulaires à parts égales, sauf stipulation contractuelle prévoyant une autre clé de répartition. La part revenant à chacun est ajoutée à ses comptes ou dépôts propres et ce total bénéficie de la garantie jusqu'à 100.000 €.

Les comptes sur lesquels deux personnes au moins ont des droits en leur qualité d'indivisaire, d'associé d'une société, de membre d'une association ou de tout groupement similaire, non dotés de la personnalité morale, sont regroupés et traités comme ayant été effectués par un déposant unique distinct des indivisaires ou associés.

Les comptes appartenant à un Entrepreneur Individuel à Responsabilité Limitée (EIRL), ouverts afin d'y affecter le patrimoine et les dépôts bancaires de son activité professionnelle, sont regroupés et traités comme ayant été effectués par un déposant unique distinct des autres comptes de cette personne.

Les sommes inscrites sur les Livrets A, les Livrets de Développement Durable (LDD) et les Livrets d'Epargne Populaire (LEP) sont garanties indépendamment du plafond cumulé de 100.000 € applicables aux autres comptes. Cette garantie porte sur les sommes déposées sur l'ensemble de ces livrets pour un même titulaire ainsi que les intérêts afférents à ces sommes dans la limite de 100 000 € (pour toute précision, voir le site internet du Fonds de garantie des dépôts et de résolution). Par exemple, si un client détient un livret A et un LDD dont le solde total s'élève à 30.000 € ainsi qu'un compte courant dont le solde est de 90 000 €, il sera indemnisé, d'une part à hauteur de 30.000 € pour ses livrets et, d'autre part, à hauteur de 90 000 € pour son compte courant.

Certains dépôts à caractère exceptionnel (somme provenant d'une transaction immobilière réalisée sur un bien d'habitation appartenant au déposant ; somme constituant la réparation en capital d'un dommage subi par le déposant ; somme constituant le versement en capital d'un avantage-retraite ou d'un héritage) bénéficient d'un rehaussement de la garantie au-delà de 100.000 €, pendant une durée limitée à la suite de leur encaissement (pour toute précision sur ce point, voir le site internet du Fonds de garantie des dépôts et de résolution).

## (3) Indemnisation :

Le Fonds de garantie des dépôts et de résolution met l'indemnisation à disposition des déposants et bénéficiaires de la garantie, pour les dépôts couverts par celle-ci, sept jours ouvrables à compter de la date à laquelle l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution fait le constat de l'indisponibilité des dépôts de l'établissement adhérent en application du premier alinéa du I de l'article L312-5 du code monétaire et financier. Ce délai de sept jours ouvrables sera applicable à compter du 1<sup>er</sup> juin 2016.

Ce délai concerne les indemnisations qui n'impliquent aucun traitement particulier ni aucun complément d'information nécessaire à la détermination du montant indemnisable ou à l'identification du déposant. Si un traitement particulier ou un complément d'information sont nécessaires, le versement de l'indemnisation intervient aussitôt que possible.

La mise à disposition se fait, au choix du Fonds de garantie des dépôts et de résolution :

- Soit, par l'envoi d'une lettre-chèque en recommandé avec avis de réception,
- Soit, par mise en ligne des informations nécessaires sur un espace internet sécurisé, ouvert spécialement à cet effet par le Fonds et accessible à partir de son site officiel (cf. ci-après), afin de permettre au bénéficiaire de faire connaître le nouveau compte bancaire sur lequel il souhaite que l'indemnisation lui soit versée par virement.

## (4) Autres informations importantes :

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



Le principe général est que tous les clients, qu'ils soient des particuliers ou des entreprises, que leurs comptes soient ouverts à titre personnel ou à titre professionnel, sont couverts par le FGDR. Les exceptions applicables à certains dépôts ou à certains produits sont indiquées sur le site internet du FGDR.

Votre établissement de crédit vous informe sur demande si ses produits sont garantis ou non. Si un dépôt est garanti, l'établissement de crédit le confirme également sur le relevé de compte envoyé périodiquement et au moins une fois par an.

(5) Accusé de réception :

Lorsque ce formulaire est joint ou intégré aux conditions générales ou aux conditions particulières du projet de contrat ou convention, il est accusé réception à l'occasion de la signature de la convention.

Il n'est pas accusé réception à l'occasion de l'envoi annuel du formulaire postérieurement à la conclusion du contrat ou de la convention.

- **Personnes exclues de la garantie** : pour plus de précision, consulter l'article 1<sup>er</sup> II de l'Ordonnance n°2015-1024 du 20 août 2015 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière financière.
- **Produits exclus de la garantie** : pour plus de précision, consulter l'article 1<sup>er</sup> III de ladite Ordonnance.
- **Garantie des titres, Garantie des cautions et Garantie des assurances** : Voir le dépliant du FGDR disponible en agence et sur le site internet de la Caisse d'Epargne : [www.caisse-epargne.fr](http://www.caisse-epargne.fr).

## Document à établir en deux exemplaires dont un remis au client

Nom de l'association, de l'organisme sans but lucratif .....

Type/Nature juridique : .....

Siège : .....

Objet : .....

Représenté(e) par :

Nom (prénom) du représentant signataire de la convention de compte

.....

Adresse.....

Le (la) soussigné(e)

**{Si non prévu aux Conditions Particulières par la Caisse d'Epargne :**

☐ Déclare avoir pris connaissance, **préalablement** à la signature, de la Convention Association et, en cas de souscription aux Conditions Particulières de cette dernière, des contrats indiqués ci-dessous, **dont une copie lui a été fournie à cet effet. }**

☐ Reconnait avoir reçu ce jour **un exemplaire** des Conditions Particulières et des Conditions Générales dont le formulaire type concernant les informations à fournir aux déposants sur la garantie des dépôts, de la présente Convention Association en date du \_\_\_\_\_, ainsi que les « Conditions et Tarifs des principales opérations et services bancaires applicables à la clientèle des professionnels et associations de proximité de la Caisse d'Epargne » en date du \_\_\_\_\_, et en avoir pris connaissance et accepté les termes (1).

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGE – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.





En cas de souscription :

☐ Reconnaît avoir reçu ce jour un exemplaire des Conditions Générales de la carte bancaire ainsi que les notices d'information des contrats d'assurance relatifs à la carte souscrite (1).

☐ Reconnaît avoir reçu ce jour un exemplaire des Conditions Générales du service Eparfix/Eparplus (1).

☐ Reconnaît avoir reçu ce jour un exemplaire des Conditions Générales du service Sécurexpress (1).

**{ Si non prévu aux Conditions Particulières par la Caisse d'Epargne :**

ET selon les cas (1) (2) :

☐ Reconnaît ne pas avoir été sollicité(e) préalablement par la Caisse d'Epargne, en vue de réaliser la présente ouverture de compte et/ou de souscrire aux services qui y sont associés.

OU

☐ Reconnaît avoir été sollicité(e) préalablement par la Caisse d'Epargne, en vue de réaliser la présente ouverture de compte et/ou de souscrire aux services qui y sont associés.

**☛ En conséquence, le Client reconnaît avoir été informé des dispositions de l'article L. 341-16 du Code Monétaire et Financier, ci-après reproduit (3), offrant la possibilité de renoncer dans un délai de quatorze (14) jours, à compter de ce jour, à la présente ouverture de compte ainsi qu'aux divers services associés (à l'exclusion de produits d'assurance)**

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Signature du représentant  
(précédée de la mention manuscrite « Lu et approuvé »)

(1) Cocher la case utile.

(2) Attention : Le renseignement et l'application de la réglementation relative au démarchage bancaire et financier ne s'appliquent pas aux personnes morales dont les données financières ou les effectifs dépassent les seuils suivants (art. D. 341-1 du Code monétaire et financier) :

- cinq (5) millions d'euros pour le total de bilan ;
- cinq (5) millions d'euros pour le chiffre d'affaires ou à défaut pour le montant des recettes ;
- cinq (5) millions d'euros pour le montant des actifs gérés ;
- cinquante (50) personnes pour les effectifs annuels moyens.

Ces seuils ne sont pas cumulatifs. Ils sont appréciés au vu des derniers comptes consolidés ou à défaut des comptes sociaux, tels que publiés et, le cas échéant, certifiés par les commissaires aux comptes.

(3) Reproduction de l'article L 341-16 du Code Monétaire et Financier :

« I. - La personne démarchée dispose d'un délai de quatorze jours calendaires révolus pour exercer son droit de rétractation, sans avoir à justifier de motifs ni à supporter de pénalités.

Le délai pendant lequel peut s'exercer le droit de rétractation commence à courir :

1° Soit à compter du jour où le contrat est conclu ;

2° Soit à compter du jour où la personne démarchée reçoit les conditions contractuelles et les informations, si cette dernière date est postérieure à celle mentionnée au 1°.

II - Lorsque la personne démarchée exerce son droit de rétractation, elle ne peut être tenue qu'au paiement du prix correspondant à l'utilisation du produit ou du service financier effectivement fourni entre la date de conclusion du contrat et celle de l'exercice du droit de rétractation, à l'exclusion de toute pénalité.

Le démarcheur ne peut exiger de la personne démarchée le paiement du produit ou du service mentionné au premier alinéa que s'il peut prouver que la personne démarchée a été informée du montant dû, conformément au 5° de l'article L. 341-12.

Caisse d'Epargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.



Toutefois, il ne peut exiger ce paiement s'il a commencé à exécuter le contrat avant l'expiration du délai de rétractation sans demande préalable de la personne démarchée.

Le démarcheur est tenu de rembourser à la personne démarchée, dans les meilleurs délais et au plus tard dans les trente jours, toutes les sommes qu'il a perçues de celle-ci en application du contrat, à l'exception du montant mentionné au premier alinéa. Ce délai commence à courir le jour où le démarcheur reçoit notification par la personne démarchée de sa volonté de se rétracter.

La personne démarchée restitue au démarcheur, dans les meilleurs délais et au plus tard dans les trente jours, toute somme et tout bien qu'elle a reçus de ce dernier. Ce délai commence à courir à compter du jour où la personne démarchée notifie au démarcheur sa volonté de se rétracter.

L'exécution des contrats portant sur les services de conservation ou d'administration d'instruments financiers et de gestion de portefeuille pour le compte de tiers est différée pendant la durée du droit de rétractation.

III. - Le délai de rétractation prévu au premier alinéa du I ne s'applique pas :

1° Aux services de réception-transmission et exécution d'ordres pour le compte de tiers mentionnés à l'article L. 321-1, ainsi qu'à la fourniture d'instruments financiers mentionnés à l'article L. 211-1 ;

2° Lorsque des dispositions spécifiques à certains produits et services prévoient un délai de réflexion ou un délai de rétractation d'une durée différente, auquel cas ce sont ces délais qui s'appliquent en matière de démarchage ;

3° Aux contrats exécutés intégralement par les deux parties à la demande expresse de la personne démarchée avant que cette dernière n'exerce son droit de rétractation.

IV. - En cas de démarchage effectué selon les modalités prévues au septième alinéa de l'article L. 341-1, les personnes mentionnées aux articles L. 341-3 et L. 341-4 ne peuvent recueillir ni ordres ni fonds de la part des personnes démarchées en vue de la fourniture de services de réception-transmission et exécution d'ordres pour le compte de tiers mentionnés à l'article L. 321-1 ou d'instruments financiers mentionnés à l'article L. 211-1, avant l'expiration d'un délai de réflexion de quarante-huit heures.

Ce délai de réflexion court à compter du lendemain de la remise d'un récépissé établissant la communication à la personne démarchée, par écrit sur support papier, des informations et documents prévus à l'article L. 341-12.

Le silence de la personne démarchée à l'issue de l'expiration du délai de réflexion ne peut être considéré comme signifiant le consentement de celle-ci.

V. - Abrogé.

Caisse d'Épargne et de Prévoyance LOIRE DROME ARDECHE

Société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance,

Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros.

Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.

Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052.

Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs», n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI – 16, rue Hoche Tour Kupka B TSA 39999 92 919 LA DEFENSE CEDEX.